

KABOUL Alors que la carte politico-militaire de l'Afghanistan vient d'être bouleversée par la percée spectaculaire du mouvement des « talibs » (étudiants religieux), l'ONU

tente de promouvoir son plan de paix. Mahmoud Mestiri, l'envoyé spécial des Nations unies, est arrivé à Kaboul, le 17 février, afin d'organiser le transfert du pouvoir entre l'ancien

président Burhanuddin Rabbani et une nouvelle instance dirigeante chargée de sceller la « réconciliation » nationale. Le scénario de M. Mestiri se heurte au refus des « talibs » de

siéger au sein de la future direction collégiale aux côtés des moudjahidines, tenus pour responsables de la guerre civile. L'envoyé de l'ONU doit compter sur le jeu des pays de la

région, qui suivent de très près l'évolution de la situation à Kaboul. Le Pakistan et l'Arabie saoudite soutiennent les « talibs », tandis que l'Iran reste plus réservé.

L'ONU négocie un plan de paix en Afghanistan

Alors que les « étudiants religieux » sont aux portes de la capitale, Mahmoud Mestiri, envoyé spécial des Nations unies, tente de mettre en place une nouvelle direction collégiale

APRÈS L'OFFENSIVE ÉCLAIR des « talibs » (étudiants religieux), qui ont enlevé le tiers sud du pays et menacent maintenant Kaboul, la capitale, l'heure est aux grandes manœuvres diplomatiques en Afghanistan. L'envoyé spécial de l'ONU, Mahmoud Mestiri, ancien ministre tunisien des affaires étrangères, est arrivé à Kaboul, vendredi 17 février, dans l'espoir de convaincre les diverses factions antagonistes d'accepter son plan de paix.

Activement soutenu par l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le scénario mis au point par M. Mestiri prévoit un transfert du pouvoir à compter du 20 février entre l'ancien président Burhanuddin Rabbani,

dont les forces dites « gouvernementales » tiennent le centre de Kaboul, et une instance chargée de sceller la réconciliation nationale. Si l'aspiration à la paix est générale dans un pays déchiré par trois années de guerre fratricide qui a fait près de 20 000 morts, la tâche de M. Mestiri s'annonce pourtant éminemment délicate.

Concocté pour l'essentiel avant la percée spectaculaire des « talibs », le plan de l'envoyé des Nations unies risque, en effet, de souffrir de la nouvelle donne. A preuve, la demande de « renégociation » formulée, vendredi 17 février, par l'ancien président, M. Rabbani. Le chef du camp « gouvernemental » propose notamment que les « talibs » soient associés à la

nouvelle direction, ce qui relève du simple bon sens compte tenu de l'influence territoriale que ces derniers se sont taillée. Le problème est que ces « étudiants religieux » ont exprimé les plus vives réserves à l'égard des modalités d'un plan qui, selon eux, fait la part trop belle à des moudjahidines qu'ils exècrèrent. Ils ont déjà averti qu'ils refuseraient de siéger à leurs côtés.

M. Mestiri devra, en outre, compter avec le jeu des puissances régionales dont les ingérences dans la crise afghane sont notoire. L'État le plus impliqué est le Pakistan. Islamabad a joué un rôle-clé dans la résistance à l'occupation soviétique (1979-1989) en distribuant l'aide américaine à divers groupes moudjahidines, en particulier

à ses protégés du Hezb-e-Islami du chef intègre Gulbuddin Hekmatyar. L'objectif stratégique du Pakistan a toujours été de prévenir toute arrivée au pouvoir à Kaboul d'un gouvernement susceptible d'attiser les velléités irrédentistes des Pachotounes pakistanais et donc de constituer avec l'Inde une alliance à revers. M. Hekmatyar est certes pachotoun lui-même, mais les services secrets pakistanais ont estimé que ses professions de foi panislamistes l'avaient vacciné contre la tentation nationaliste.

Après s'être finalement résigné à lâcher le chef du Hezb, trop impopulaire et surtout incapable d'emporter à Kaboul, les Pakistanais jouent maintenant la carte des « talibs », eux aussi

pachotounes. Ces derniers seront-ils aussi insensibles aux sirènes nationalistes qu'a pu l'être - ou a semblé l'être - M. Hekmatyar ? Certains partis de l'opposition pakistanaise ou le pensent pas et dénoncent déjà la politique « à court terme » d'Islamabad qui, selon eux, est en train de planter les germes d'un futur séparatisme pachotoun.

Les deux autres puissances avec lesquelles M. Mestiri doit composer sont l'Arabie saoudite et l'Iran. Chacune étant un probable bailleur de fonds des « talibs », Ryad peut aussi user de son influence sur des formations wahabites, tel le Itihad-e-Islami de Rasoul Sayyaf. Les bonnes dispositions affichées par cette faction à l'égard des

« talibs » confirment que les Saoudiens jouent bien la carte des « étudiants religieux ». Quant à l'Iran, il s'est jusqu'à présent cantonné dans une prudente réserve, se contentant de mettre en garde les « talibs » et les forces gouvernementales contre toute tentation d'engager le combat avec le Wahdat, un parti chiite (comme la majorité des Iraniens), qui est très présent dans la capitale afghane. Téhéran entend jouer la carte de son protégé afin d'éviter que n'arrive au pouvoir à Kaboul un gouvernement trop influencé aux intérêts pakistanais et saoudiens, ces relais historiques du « Grand Satan ».

Frédéric Robin

Les « talibs », des islamistes puritains sans projet politique

LES « TALIBANS » ont brusquement surgi sur la scène afghane. Pourtant, ils étaient présents, à l'échelon local, depuis le début de la guerre : leur récente percée s'explique par un changement de stratégie des autorités pakistanaises, qui s'efforcent inlassablement de contrôler tout pouvoir qui pourrait s'installer à Kaboul.

Les « talibs » sont de jeunes étudiants originaires du sud de l'Afghanistan. Membres des confréries pachotounes Dourrani et Ghilzay, ils ont été formés dans des écoles religieuses (madrasas) installées de part et d'autre de la frontière avec le Pakistan. Traditionnellement en Afghanistan - et bien avant la guerre - les étudiants en théologie et en droit islamique commencent à étudier dans des madrasas privées, rurales pour la plupart, et constituées autour d'une famille de religieux souvent liée, au moins nominativement, à des confréries religieuses. Ils achevaient leur formation au Pakistan, toujours en

zone pachotoun, puis, pour les meilleurs, à Lahore et à Karachi. Les madrasas afghanes étaient ainsi liées à des réseaux religieux dont elles épousaient les querelles. Réseaux fondamentalistes au sens où tout le monde est pour l'application de la loi islamique (charia) et l'imposition du voile aux femmes.

Les « traditionalistes » respectent la version la plus orthodoxe du soufisme, en rejetant le culte des saints. Sunnites hanafites, ils sont liés en général à l'école dite « desobédience », représentée au Pakistan par le parti Jamiat oulma Islami, de Mawlana Fazlurrahman. Les plus influents en Afghanistan, ils forment le gros des « talibs ». Les « wahabites », en revanche, condamnent la tradition, toute approche mystique, toute division en écoles religieuses et en jurisprudences divergentes.

Pendant la guerre, ces milieux cléricaux ont été dépassés par les partis islamistes, qui, sous l'influence des Frères musulmans

arabes, prônaient un islam radical et politique : ils recrutent parmi des étudiants laïcs, issus de l'université d'État, comme Hekmatyar et Massoud, tous deux anciens étudiants en ingénierie. Mais les madrasas du Sud ne sont pas restées inactives contre les communistes : elles se sont transformées en « convertoirs fortifiés », à la fois bases militaires et écoles religieuses. Dans une zone fortement tribalisée, elles offraient un espace où cohabitaient des étudiants venus de clans et de tribus différents. Comme souvent en Afghanistan, des structures religieuses permettent de dépasser, au moins provisoirement, des conflits tribaux.

CONFLITS ETHNIQUES

Ainsi les « talibs » se sont-ils installés dans des zones montagneuses et reculées, barcelant les postes gouvernementaux, situés dans la plaine. Mal équipés et peu soutenus par le Pakistan, qui avait chassé Hekmatyar, ils végétaient tout en luttant contre l'émiettement du reste de la résistance qui suivait le retrait soviétique.

Après la prise de Kaboul par les Moudjahidines, en avril 1992, les conflits internes sont devenus purement ethniques, opposant les Tadjiks avec Massoud, les Ouzbeks avec Dostom, les Hazaras chiites et le Hezb-e-Islami de Hekmatyar, qui recrutent essentiellement en milieu pachotoun. Les Pakistanais, par l'intermédiaire des services secrets de l'armée (ISI), mettaient tout leur poids derrière le chef du Hezb, jouant la carte pachotoun et fondamentaliste.

Mais Hekmatyar était loin de faire l'unanimité dans l'éthnie pachotoun : rejeté aussi bien par les cercles cléricaux que par



l'aristocratie tribale, il recrutait dans des milieux déshérités, et disposait donc d'une base populaire très étroite. Seules, la discipline de son parti et l'aide pakistanaise lui permettaient d'empêcher tout accord à Kaboul, que ses hommes bombardaient régulièrement.

LES VISÉES D'ISLAMABAD

L'impasse politique et la lassitude de la population n'auraient sans doute pas suffi à changer la donne. Si une partie de l'establishment pakistanaise n'avait décidé de changer son fusil d'épaule. Jusqu'alors, la politique afghane était définie par l'ISI et par le parti islamique Jamiat-e-Islami, deux piliers du pouvoir du défunt général Zia.

Les milieux proches de Benazir

Bhutto, l'actuel premier ministre, voulaient limiter le rôle de l'ISI et entrer dans le jeu afghan. Le général Babar, ministre de l'Intérieur, souhaitait ouvrir une route directe entre le Pakistan et l'Asie centrale par l'Afghanistan. La continuation des combats à Kaboul l'en empêchait.

A l'axe ISI-Jamiat s'est alors substitué un axe ministère de l'Intérieur-Jamiat oulma Islami, le parti clérical qui était opposé au général Zia. Les « talibs » recrutent alors de leurs protecteurs argent, armes lourdes et blindés. Il est probable que l'Arabie saoudite, fâchée avec Hekmatyar depuis le soutien qu'il avait apporté à Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe, a suivi le mouvement. Les petits partis wahabites

qu'elle appuyait n'ont réussi aucune percée politique et le rigorisme religieux des « talibs », même si ceux-ci se réclament d'une autre tradition religieuse, ne peut que leur convenir.

Le changement pakistanaise est moins « stratégique » qu'il n'y paraît. Les Pakistanais jouent toujours la carte pachotoun et fondamentaliste en Afghanistan. Si les « talibs » sont placés au-dessus des divisions tribales, ils sont avant tout pachotounes. Ils se sont sans doute ralliés les populations pachotounes qui ne se reconnaissent pas dans Hekmatyar, mais déploreraient que Kaboul soit aux mains des Tadjiks et des chiites.

C'est donc sans surprise que les « talibs » se sont emparés, en quelques semaines, de la capitale tribale dourranie et ghilzay. Aujourd'hui, face aux gens du Nord-Tadjiks, chiites et Ouzbeks, - ils accusent l'alliance avec l'Ouzbek Dostom, qui avait permis à Hekmatyar de prendre Massoud en tenaille. Ils considèrent que le pragmatisme politique de ce dernier - qui a réintégré à leur poste d'anciens communistes et qui se montre très tolérant sur la question du travail des femmes - n'est pas conforme au rigorisme qu'ils prônent.

Il est donc probable, une fois encore, qu'un antagonisme d'abord ethnique va être réinterprété en termes de « bons » et de « mauvais » islam. Les événements actuels illustrent le glissement, dans le monde musulman, d'un islamisme révolutionnaire vers un fondamentalisme puritain, sans véritable projet politique.

Olivier Roy

* Chargé de recherche au CNRS

Une mosaïque de mouvements

- Les « intégristes » sunnites - Le Hezb-e-Islami, de Gulbuddin Hekmatyar. Islamiste radical, il a été soutenu par le Pakistan avant d'être récemment lâché.
- Le Jamiat-e-Islami, de Burhanuddin Rabbani. Islamiste modéré, il compte dans ses rangs le prestigieux général Massoud, héros de la guerre anti-soviétique. Il anime le camp dit « gouvernemental » qui tient le centre de Kaboul et les zones tadjiks.
- Les « traditionalistes » - Le Jabha, de Sayyidullah Mojaddidi. Son chef est le représentant d'une grande famille

- pachotoun. « Royaliste », son implantation est faible.
- Le Majaz-e-Islami, de Pir Sayyid Ahmad Ghalani. « Royaliste », c'est une formation très conservatrice soutenue financièrement par l'Arabie saoudite.
- Le Itihad-e-Islami, d'Abdoul Rasoul Sayyaf. Cette coalition de petites formations est qualifiée de « wahabite » en raison de ses liens avec Ryad qui la finance.
- Les « chiites » - Le parti Wahdat (unité). Soutenu par l'Iran, cette coalition de petits partis chiites est implantée parmi l'éthnie des Hazaras.

Le Pérou et l'Équateur ont signé à Brasilia un accord de paix

Une solution diplomatique reste toutefois à trouver pour régler définitivement le litige frontalier vieux d'un demi-siècle

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

La cérémonie a eu lieu deux fois, comme pour conjurer le sort, à moins que ce ne soit pour les besoins des chaînes de télévision. Les représentants du Pérou et de l'Équateur se sont donné l'accolade et se sont remis mutuellement le texte de l'accord de paix entre leurs deux pays, revêtu de leurs signatures. Ils l'avaient fait au palais de l'Itamaraty, siège du ministère brésilien des affaires étrangères, vendredi 17 février aux petites heures de l'aube, immédiatement après être parvenus à cet accord. Ils ont répété leur geste dans l'après-midi, à la base aérienne de Brasilia, en présence du président Fernando Henrique Cardoso avant le départ de celui-ci pour Rio de Janeiro, à la frontière avec l'Argentine, où il devait rencontrer le président Menem.

La « déclaration de paix de l'Itamaraty » confirme le cessez-le-feu intervenu le 14 février à midi dans la cordillère du Condor, prévoit la séparation des troupes en présence, organise leur regroupement en deux points précis et annonce l'envoi sur

place d'observateurs d'Argentine, du Brésil, du Chili et des États-Unis. Ces quatre pays, garants du protocole de Rio de 1942 qui avait mis fin à un précédent conflit entre le Pérou et l'Équateur, voient leurs efforts récompensés. A Rio d'abord, depuis le 31 janvier, puis à Brasilia à partir du 7 février, leurs diplomates se sont efforcés de faire taire les armes. « La paix est revenue sur le continent américain », a déclaré le vice-ministre brésilien des affaires étrangères, Sebastião do Rego Barros, qui a dirigé la négociation.

DÉMILITARISER LA ZONE

Le président Cardoso a fait part de son « immense joie » devant ce résultat et annoncé que les premiers observateurs se rendraient dès mardi 21 février dans la zone du litige, à la frontière entre le Pérou et l'Équateur. Ceux-ci seront au nombre de quarante, civils et militaires, dix pour chacun des pays garants. Leur mission est de quatre-vingt-dix jours, mais pourra éventuellement être prolongée.

L'accord signé vendredi prévoit la

« séparation immédiate et simultanée de toutes les forces en présence » et leur regroupement en deux endroits : Coangos pour les Équatoriens et le Poste de surveillance numéro 1 (PSV) pour les Péruviens. Ces deux positions sont définies dans le document par leur longitude et leur latitude, à la seconde près. Le Pérou et l'Équateur se sont en effet livrés, tout au long de ces trois semaines de conflit frontalier, à une « guerre toponymique ». Il valait mieux établir scientifiquement les lieux de rassemblement des combattants. Le Pérou n'a d'ailleurs accepté qu'à cette condition de signer la déclaration de l'Itamaraty, après avoir refusé de le faire pendant quarante-huit heures. Les deux pays s'engagent, une fois les rassemblements réalisés, à ne plus déplacer leurs troupes.

Les observateurs auront pour mission de vérifier le déroulement de ces opérations, puis de procéder à la démilitarisation d'une zone qui leur appartient de définir. La frontière entre le Pérou et l'Équateur est longue de près de 1800 kilomètres, mais le différend ne porte que sur 78

kilomètres, dans la cordillère du Condor. L'accord de paix prévoit en fin l'ouverture de négociations sur le différend frontalier lui-même, pour tracer définitivement la limite entre les deux pays dans la zone frontalière litigieuse.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a salué « avec satisfaction » la déclaration de l'Itamaraty, mais a appelé le Pérou et l'Équateur « à continuer de travailler avec les quatre pays garants à la recherche d'une solution durable aux problèmes qui ont été à l'origine du conflit ». Le président américain, Bill Clinton, s'est également félicité de l'accord de paix. The Economist écrit récemment que les années des deux pays sont sorties des affrontements avec leur réputation intacte et en position de réclamer davantage d'égaux de leurs gouvernements respectifs. Le président péruvien Fujimori a encore accru ses chances d'être réélu le 9 avril prochain. Les seuls perdants ont été les soldats tués dans la cordillère du Condor.

Dominique Dhombres

Trois semaines de conflit

- 26 janvier : l'Équateur reconnaît la validité du protocole de Rio de 1942, qui définit le tracé de la frontière dans la zone contestée. Mais en même temps, le Pérou dénonce le bombardement d'un poste militaire situé « sur le territoire péruvien » par les forces de Quito.
- 27 janvier : affrontements entre forces armées des deux pays dans la région où la rivière Cenepa prend sa source. Les pays garants du protocole de Rio (Argentine, Brésil, Chili, États-Unis) tentent de renouer les fils du dialogue diplomatique.
- 30 janvier : le Pérou lance une offensive militaire contre les bases équatoriennes dans la zone controversée.
- 2 février : les pays garants proposent un plan de paix. Le président péruvien Alberto Fujimori suggère la création d'une zone démilitarisée. Refus de l'Équateur. Le Pérou annonce que ses troupes remportent des victoires sur le

- terrain. Quito dément.
- 4 février : nouvelle proposition de paix des pays garants.
- 5 février : le Pérou annonce son acceptation de la proposition. Objections équatoriennes.
- 7 février : nouvelle proposition équatorienne, refusée par le Pérou.
- 9 février : bombardement par seize avions péruviens d'une position équatorienne. L'Équateur demande une trêve humanitaire, refusée par le Pérou.
- 11 février : le Pérou reconnaît que les affrontements ont fait 36 morts et 60 blessés de son côté. L'Équateur affirme avoir perdu 17 soldats, 37 seraient blessés.
- 13 février : reprise des entretiens à Brasilia, qui débouchent sur l'annonce par le Pérou d'un cessez-le-feu unilatéral à partir du 14 février. Quito l'accepte.
- 17 février : signature de la « déclaration de paix de l'Itamaraty ».

150000

L'islam se fait une place en Allemagne

Pas de polémique sur le voile outre-Rhin, où la religion musulmane fait partie des matières à enseigner

Même si elle abrite une population musulmane moins nombreuse et moins hétérogène qu'en France — compte tenu de l'écrasante majorité turque — l'Allemagne n'est pas à l'abri des menaces islamistes. Elle gère pourtant, avec moins

d'à-coups qu'en France, l'intégration de l'islam, devenu la troisième religion du pays (après le protestantisme et le catholicisme). Sans les crispations qu'on connaît dans la France de tradition laïque, l'islam est même enseigné à l'école

dans plusieurs Länder, y compris, depuis cette année, au niveau du collège en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. La question est désormais posée en Allemagne de la reconnaissance officielle de la religion musulmane.

Si les Verts, les Églises, la frange la plus à gauche du SPD ont bien accueilli ce projet-pilote en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la CDU s'est montrée plutôt réticente. Mais la question est désormais posée de la reconnaissance officielle — au même titre que les Églises chrétiennes et la communauté juive — de la religion musulmane, avec les avantages financiers conséquents, notamment la collecte par l'État d'un impôt au profit de la communauté islamique. Outre la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dans au moins cinq autres Länder une demande de reconnaissance est officiellement déposée auprès des ministères compétents. Ce qui promet bien des empoignades politiques, la décision étant de nature législative.

Actuellement, le projet se heurte à des raisons pratiques : la division des organisations turques ne permet pas de faire émerger, sinon un interlocuteur unique, au moins une représentation homogène de la communauté musulmane. Le Conseil islamique, séjournant à Cologne, comprend une quinzaine d'organisations, les unes strictement religieuses, mais d'autres qui sont des associations de travailleurs ou folkloriques. De même, pour des raisons politiques, les associations turques se font la guerre. L'Union turco-islamique pour la religion (DITIB), fondée en 1962 à Berlin, contrôle une quinzaine de mosquées, plusieurs centaines de salles de prières et revendique sept cents associations dans toute l'Allemagne. Leurs membres sont turcs, payés par la Turquie et sous le contrôle des ambassades turques. Face à elle, l'Association indépendante pour une nouvelle vision du monde en Europe (AMGT, dite Milli Görüş), fondée en 1975, qui compte en Allemagne près de trois cents associations, est proche du Parti du salut turc et des courants islamistes.

On devine les résistances de l'opinion à tout projet de reconnaissance de la communauté musulmane. L'échec est la responsabilité de la moment grâce aux tensions nationales et religieuses qu'éprouvent les associations qui ne donnent pas toutes, loin de là, des garanties de tolérance et d'indépendance. Mais de plus en plus de voix s'élèvent aussi pour montrer les bénéfices d'une reconnaissance juridique : parfaite intégration au niveau scolaire, faire émerger une génération de professeurs et d'imams en Allemagne, garantir les moyens d'existence d'une Église musulmane modérée. Autant de contreux allumés pour désamarrer la menace intégriste.

Henri Tincq



la deuxième et de la troisième génération. C'est un enjeu majeur pour l'Allemagne, qui fera tout pour ne pas entrer en conflit avec la majorité de sa population étrangère», dit Barbara John.

« SOUCI DE JUSTICE »

L'Allemagne compte environ 2,5 millions de musulmans — 3 % de la population —, soit moins qu'en France. La très grande majorité d'entre eux est composée de Turcs, c'est-à-dire de tradition sunnite modérée, largement laïcisée, les autres étant des Marocains, des Africains noirs, des Bosniaques réfugiés. Ils n'ont pas avec l'Allemagne des rapports d'anciens colonisés comme les Maghrébins avec la France. Cette plus grande tolérance pour l'islam s'explique surtout par des raisons nationales, dans un pays où l'État et les religions font bon ménage.

Comme partout, la psychose de l'attentat intégriste gagne pourtant l'Allemagne, alimentée par la découverte de trafics d'armes, comme dans une affaire récente à Aix-la-Chapelle. L'attentat de Solingen (Rhénanie-Palatinat), qui avait coûté la vie à cinq immigrés turcs en 1993, a montré la résurgence des réflexes de racisme et de xénophobie. L'entrée des étrangers ne se fait plus qu'au compte-gouttes, y compris au titre du droit d'asile, soumis à des restrictions de plus en plus fortes qui suscitent l'indignation des associations de défense des étrangers, des Églises et des militants de gauche. Les constructions de mosquées ne trouvent pas, comme en France, aux interminables polémiques politico-administratives. L'école se veut résolument — mais pas à la manière française — un lieu d'intégration. « Le cap décisif est celui de

Cet enseignement de l'islam, qui,

comme dans d'autres Länder, a commencé dès 1987 dans le primaire et démarre dans les niveaux supérieurs, a été mis au point par les fonctionnaires de l'éducation de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en collaboration avec des experts venus d'Ankara, d'Istanbul et même du Caire. Comme pour l'enseignement des religions chrétiennes, obligatoire dans ce Land jusqu'à quatorze ans (sauf autorisation des parents), deux heures par semaine sont consacrées à l'enseignement islamique. « Ce n'est pas un enseignement de l'islam, mais un enseignement sur l'islam », rectifie Joachim Neuser, au ministère des affaires culturelles de Düsseldorf. Autrement dit, les connaissances fondamentales sur l'islam (Coran, hadith, histoire, droit) sont enseignées en dehors de toute propagande ou prosélytisme. « Les positions des différents courants musulmans doivent être scrupuleusement présentées et respectées ».

RÉTICENCE DE LA CDU

Un millier de professeurs ont été recrutés en Turquie, ils sont salariés du Land et soumis à l'inspection des autorités académiques allemandes. « Ce sont même les cours les plus surveillés du pays », dit en souriant Joachim Neuser. Dans quelques années, les jeunes immigrés de la deuxième et de la troisième génération — qui n'ont déjà plus d'autre rapport que touristique avec le pays de leurs parents — ne parleront plus le turc. Des chaires d'islamologie et de langue turque s'ouvrent donc dans l'enseignement supérieur, et personne ne doute que, bientôt, les cours de religion islamique seront professés en allemand, par des professeurs nés et formés en Allemagne.

M. Clinton ne se rendra pas à Moscou avant un règlement de la crise tchétchène

BILL CLINTON « ne se rendra pas » en Russie avant qu'une solution [soit] trouvée à la crise tchétchène, a assuré, vendredi 17 février, le secrétaire d'État américain Warren Christopher. Rappelant que les États-Unis allaient « voir un début de règlement rapide » de cette crise, le secrétaire d'État a cependant précisé que la Maison Blanche allait « chercher des dates pour une rencontre avec M. Eltsine » avant la fin du mois de juin. M. Eltsine avait récemment invité M. Clinton à le rencontrer le 8 mai à Moscou, faisant ainsi coïncider la tenue du sommet russo-américain avec la célébration du 50^e anniversaire de la victoire alliée sur l'Allemagne nazie, mais, selon M. Christopher, le président américain « a choisi de commémorer la victoire [alliée] sur le sol des États-Unis ». Selon des responsables de la Maison-Blanche, M. Clinton ne souhaite pas assister à une revue militaire à Moscou alors que la guerre se poursuit en Tchétchénie. En Ingouchie, République voisine de la Tchétchénie, des militaires russes et tchétchènes, qui se rencontraient vendredi pour la

troisième fois, se sont entendus sur la prolongation du cessez-le-feu jusqu'à dimanche 18 heures, heure locale. Un premier cessez-le-feu avait été conclu lundi, puis prolongé une première fois, mercredi, pour quarante-huit heures. A l'occasion de ces nouvelles discussions, le commandant en chef des combattants tchétchènes, Aslan Maskhadov, a appelé à l'ouverture de négociations politiques pour remplacer les discussions actuelles entre militaires. « Les militaires n'ont pas commencé cette guerre, ce sont les politiciens qui l'ont entamée, et eux seuls peuvent la terminer », a indiqué Aslan Maskhadov à l'issue de quatre heures d'entretiens avec le général Anatoli Koulikov, commandant en chef des troupes russes en Tchétchénie. Cependant, malgré l'extension de la trêve, les dirigeants politiques et militaires des deux camps jugent peu probable un accord de paix à brève échéance. Dans son adresse annuelle au Parlement russe, jeudi, M. Eltsine avait passé sous silence les négociations entre militaires sur le terrain. — (AFP Reuters.)

Projet de loi en Italie sur l'égalité d'accès des partis politiques aux médias

LE GOUVERNEMENT italien a approuvé, vendredi 17 février, un projet de loi sur l'égalité d'accès des partis politiques aux médias, publics et privés, pendant les campagnes électorales, a annoncé le ministre des postes, Agostino Gambino. Cette réforme, l'une des quatre annoncées par Lamberto Dini dans son programme de gouvernement, doit encore subir l'épreuve du feu au Parlement, ce qui sera tout sauf facile. M. Gambino avait été l'un des trois experts chargés en 1994 de régler le conflit d'intérêts de M. Berlusconi, à la fois propriétaire d'un empire audiovisuel et chef du gouvernement. Les trois chaires nationales privées dont il dispose et son influence sur les deux chaînes publiques ont créé en sa faveur un déséquilibre, dont se plaint l'opposition. Selon le projet, pendant la période « protégée » — cinquante-cinq jours pour les campagnes des élections législatives et quarante-cinq jours pour les autres campagnes —, les télévisions auront « interdiction absolue de diffuser des spots publicitaires fallacieux, comparatifs, dénigrants ou suggestifs » à

caractère politique. Les spots électoraux ne seront plus autorisés au-delà de vingt jours avant le scrutin. Le « garant » (contrôle national) en fixera le nombre, la fréquence et le coût maximal. Ils devront avoir un caractère « uniquement de proposition et d'information ». Les chaînes qui contreviendraient aux nouvelles règles pourront être contraintes de cesser d'émettre pour une période qui pourra aller jusqu'à quinze jours. Mais la sanction la plus fréquente, qui concernera aussi la presse écrite, sera d'obliger les contrevenants à consacrer des espaces aux partis lésés, et à reconnaître les violations commises. — (AFP.)

■ PROCÈS : l'assassinat qui doit décider si l'ancien président du conseil italien Giulio Andreotti doit passer en procès pour ses liens présumés avec la Mafia a été reporté pour la quatrième fois, vendredi 17 février, pour permettre à la défense d'étudier de nouveaux éléments à charge. Le juge d'instruction Agostino Gristina a fixé au 24 février une nouvelle audience. — (Reuters.)

Elections législatives anticipées en Belgique

BRUXELLES. Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, a annoncé, vendredi 17 février, des élections législatives anticipées. Le scrutin, initialement prévu pour la fin de l'année, pourrait avoir lieu en mai. Le gouvernement de coalition entre socialistes et sociaux-chrétiens est confronté à des choix difficiles pour que la Belgique puisse respecter les critères de convergence vers la monnaie unique. Le budget pour 1996 doit viser à un début de réduction d'une dette de 10 000 milliards de francs belges (1 666 milliards de francs français), représentant 130% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer en juillet. M. Dehaene a préféré qu'elle ait lieu après les élections et l'éventuelle reconduction de la majorité. L'annonce du scrutin intervient au lendemain de la publication d'un rapport de la Banque nationale faisant état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des prévisions annoncées un an plus tôt. — (Corresp.)

Les sociaux-démocrates portugais doivent choisir leur président

LISBONNE. Deux ministres et un ancien secrétaire d'État briguent la succession du premier ministre Amílcar Silva à la présidence du Parti social-démocrate (PSD, centre droit) lors du XVII^e congrès du parti, ouvert vendredi 17 février à Lisbonne. Le premier ministre avait annoncé le 23 janvier qu'il quittait la présidence du parti, mettant fin à un règne sans partage de dix ans et prenant de court ses principaux collaborateurs. Les deux membres du gouvernement qui ont annoncé leur candidature, le ministre de la défense, Fernando Nogueira, numéro deux du gouvernement et du parti, et le ministre des affaires étrangères, José Manuel Durão Barroso, n'ont pas en le temps de préparer leur propre motion et ont approuvé celle de la commission politique nationale. Tous les deux se proposent de rénover le parti, suivant ainsi le mot d'ordre de M. Cavaco Silva, mais leurs discours sont pleins de nuances et de critiques de moins en moins voilées concernant certains aspects de la politique du gouvernement. Le troisième candidat, Pedro Santana Lopes, ex-secrétaire d'État à la culture, ne semble pas être en mesure de l'emporter. — (AFP.)

EUROPE

■ SERBIE : le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryev, est arrivé vendredi 17 février à Belgrade pour s'entretenir avec le président serbe Slobodan Milosevic des dernières propositions des grandes puissances pour un règlement des conflits dans l'ex-Yugoslavie. Les pays membres du groupe de contact (États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne) ont proposé une suspension des sanctions imposées à la Yougoslavie (Serbie-Monténégro) en échange de sa reconnaissance de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine. — (AFP.)

■ MACÉDOINE : des affrontements entre la police macédonienne et des Albanais de souche ont fait au moins vingt-huit blessés vendredi 17 février à Tetovo, dans l'ouest du pays, a rapporté la radio macédonienne. Les incidents ont eu lieu devant une université de la municipalité albanaise qui avait été inaugurée jeudi malgré l'interdiction des autorités. — (Reuters.)

■ PAYS DE L'EST : le trafic de matières radioactives en provenance des pays de l'Est aurait doublé en 1994, indique une étude confidentielle de services de renseignements occidentaux publiée par l'International Herald Tribune le 18 février. Sur l'ensemble de l'Europe, les matières fissiles ont été transportées en France. Il ne semble pas que ces matières proviennent d'installations militaires.

■ CHYPRE : Nicosie, la capitale de Chypre, a changé de nom et s'appelle désormais Lefkosia, dans le cadre d'une campagne visant à standardiser les noms de lieux de telle sorte qu'ils correspondent à leur prononciation en langue grecque. Ce changement a été adopté à l'unanimité, jeudi 16 février, par le conseil municipal. — (Reuters.)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le nouveau président de l'Agence juive a été désigné. Avraham Burg, député travailliste, a été élu, jeudi 16 février, président du comité exécutif de cet organisme para-gouvernemental chargé de l'immigration en Israël. L'Agence exerce aussi un rôle de relais entre l'État juif et la diaspora. M. Burg, quarante ans, est un membre éminent de l'aile gauche du Parti travailliste. — (AFP.)

AFRIQUE

■ TUNISIE : à la suite du décès d'un ancien détenu politique, Saboun Joubri, dans un hôpital de Tunis, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a accusé « positivement » la décision des autorités d'ouvrir une information judiciaire sur les conditions de ce décès. Selon sa famille, M. Joubri souffrait de « douleurs intenses » dues à un « cancer ». Dans son communiqué, rendu public le 13 février, la LTDH a appelé les autorités à accorder une « plus grande attention » à l'état de santé des détenus et à leur fournir, le cas échéant, la « couverture médicale indispensable ». Membre du mouvement islamiste Ennahdha, M. Joubri avait aussi milité, dans le passé, au sein de la LTDH. Il avait été condamné, en septembre 1992, à quinze ans de prison ferme, du fait de son appartenance à l'organisation islamiste interdite.

■ ALGÉRIE : un journaliste du quotidien régional El Djournahria, Djamel Ziat, a été tué, vendredi 17 février, à Oran, ont indiqué les services de sécurité. Ce nouvel assassinat porte à cinq le nombre des journalistes tués depuis le début de l'année en Algérie. Ce même jour, à Tiemcen, des milliers de personnes ont assisté aux obsèques du producteur et musicien Rachid Baba Ahmed, assassiné mercredi soir à Oran. Par ailleurs, un rassemblement devait être organisé samedi à partir de 14 heures, place de la République, à Paris, en hommage à la militante féministe Nabila Djahmane, tuée mercredi à Tizi-Ouzou.

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : les exportations d'armes américaines font l'objet d'une nouvelle directive de Bill Clinton, qui, entre autres mesures, stipule que l'administration prendra désormais en compte l'impact qu'un refus de vente aurait sur la santé économique d'un industriel si celui-ci était un fournisseur — en difficulté — du Pentagone. En dépit de la pression du lobby militaire-industriel, qui veut un soutien accru à l'exportation, la nouvelle politique rejette la pratique des garanties d'emprunt par les États-Unis à un client étranger. La directive estime que la vente d'armes est « un instrument légitime » de la diplomatie de Washington. — (AFP.)

CONJONCTURE

■ ÉTATS-UNIS : le déficit des échanges de marchandises américaines, malgré une amélioration en décembre, a atteint en 1994 le chiffre record de 166,29 milliards de dollars (1 dollar vaut environ 5,20 francs), contre 132,58 milliards en 1993 (soit +25,4 %). Les déficits avec le Japon (65,7 milliards de dollars, soit 11 % de plus qu'en 1993) et la Chine (29,5 milliards, soit +30 %) y ont largement contribué. L'écart avec le Mexique (1,34 milliard) a aussi diminué de 19 %. Pour l'ensemble des marchandises et services, le déficit s'élève à 108,11 milliards de dollars, soit 43 % de plus qu'en 1993, malgré un bond des exportations de services (voyages et conseil notamment), qui ont atteint 58,2 milliards de dollars. En décembre 1994, le déficit des biens et services s'est réduit de 16 % par rapport à novembre, tombant à 7,3 milliards (-16 %), soit le meilleur chiffre depuis deux mois. — (AFP.)

ions législatives ipées en Belgique

Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

ciaux-démocrates portugais nt choisir leur président

Deux ministres et un ancien secrétaire d'Etat briguent la présidence du PSD, centre droit, lors du XVIII congrès, qui se tiendra le 23 janvier. Le candidat principal est le ministre de l'Intérieur, José Manuel Durão Barroso, qui a été ministre de l'Intérieur pendant dix ans et est considéré comme le principal candidat. Les deux autres candidats sont le ministre de la Défense, Fernando Nogueira, et le ministre de l'Économie, José Manuel Durão Barroso. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Koryzine, a annoncé l'ouverture des élections législatives anticipées. Le scrutin est prévu pour la fin de l'année, pour avoir lieu en mai ou en juin. Le gouvernement veut ainsi éviter les élections de coalition entre socialistes et socialistes chrétiens, ce qui est considéré comme une situation désastreuse. Le scrutin doit viser à un début de réduction d'une dette de 161,34% du PIB. La discussion de ce budget doit commencer le 17 février à Liège. L'annonce du scrutin est le résultat de la publication d'un rapport du scrutin sur l'état d'une croissance de 2,3% en 1994, soit le double des années précédentes. (C. G.)

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 FÉVRIER 1995

PRÉSIDENTIELLE Devant une quinzaine de milliers de personnes, Jacques Chirac a prononcé, vendredi 17 février, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, ses

propositions pour la France. Répondant, sans le nommer, à Edouard Balladur, le maire de Paris a précisé qu'il ne s'agit pas d'un « programme de gouvernement », mais

des perspectives qu'en tant que président il fixerait au futur gouvernement. ● **CHÔMAGE.** Le maire de Paris donne à la lutte pour l'emploi une « priorité absolue », notam-

ment pour les jeunes et pour ceux que touche le chômage de longue durée. ● **PROTECTION SOCIALE.** Considérant que le maintien du niveau de protection sociale propre à

la France est un des fondements du « pacte républicain », M. Chirac refuse toute perspective de « rationnement des soins » et suggère des « réformes de structure ».

Jacques Chirac a prononcé le « discours fondateur » de sa campagne

Quinze mille personnes venues de toute la France, militants et sympathisants du RPR, ont applaudi les appels à la volonté du maire de Paris et ses références aux « valeurs de la République », qui ne sont « ni de droite ni de gauche »

SUR L'ECRAN GÉANT, le profil à quelque chose d'historique, et l'intonation de la voix n'est pas tout à fait inconnue. Seul, comme il se doit, avant que tous se rassemblent plus tard autour du candidat sur la grande scène, c'est un élu de Paris qui, après Zouk Machine, a le privilège d'ouvrir la soirée : Philippe de Gaulle, fils du général. En connaissance de cause, le candidat à la capitale a décliné en Jacques Chirac « un chef » et ne voit « pas la nécessité d'en changer ».

Puis, Guy Drut appelle à ses côtés une autre voix, mémorable, celle de la France libre, que la France occupée écoutait avec angoisse : Maurice Schumann, placé cette fois à la tête de l'armée des présidents des comités de soutien au candidat et d'une escouade

d'élus qui se singularisent par leur choix. Mention spéciale est ainsi faite de Didier Bariani, radical mais surtout maire du vingtième arrondissement de Paris, de Philippe Vasseur, vice-président du Parti républicain, ou de Jean-Antoine Giamelli, président du Centre national des indépendants.

À l'issue du premier meeting de campagne d'Edouard Balladur (Le Monde du 18 février), il était clair qu'il fallait répondre par une démonstration de force. Le RPR demeure une grande entreprise de spectacle, populaire, efficace, ponctuelle. À ce jour, le meeting de la porte de Versailles est le plus imposant, le plus fébrile, de la campagne présidentielle. À 18 h 32, ce vendredi 17 février, le candidat o'a que deux minutes de retard sur l'horaire prévu lorsqu'il entre

dans le pavillon numéro 6 du Parc des expositions, pour prononcer son « discours fondateur ». Il est seulement précédé, dans un ordre protocolaire qui ne doit rien au hasard, par les ministres Alain Madelin et Alain Juppé et par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin.

Près de quinze mille personnes sont présentes pour entendre le maire de Paris. Tous les comités départementaux du Mouvement pour l'élection de Jacques Chirac s'étaient mobilisés pour assurer la réussite de la rencontre des militants républicains avec l'ancien président du RPR. Selon un document envoyé aux « compagnons » de province, sous l'égide de l'association créée pour la présidentielle, quelques jours avant cette réunion publique électorale, il

était précisé que « le centre national et la fédération », c'est-à-dire le RPR, prendraient « intégralement le coût du voyage à leur charge ». Récemment, Charles Pasqua demandait, par lettre, aux dirigeants du mouvement gaulliste que le premier ministre, Edouard Balladur, puisse profiter également des finances et du fichier national des militants du parti ; il a obtenu une fin de non-recevoir, les dirigeants du RPR lui indiquant que M. Balladur devait saisir les instances du parti.

« Je suis venu vous dire comment je vois la France et comment je la veux », affirme le maire de Paris. « Je n'accepte pas... Je refuse... », dit-il, dix fois, vingt fois. « Je veux l'entendre demander... », propose-t-il tout autant. Certes, des groupes de jeunes, délibérément enthousiastes, ont été savamment répartis dans le hall d'exposition, mais pendant la durée de son discours — cent cinquante minutes —, Jacques Chirac ne sera pas interrompu moins de cent quarante fois par l'enthousiasme de ses troupes. La foule applaudit, pèle-mêle, la laïcité, la tolérance, la lutte contre le chômage, le logement social, l'hospitalisation à domicile, le respect dû aux personnes âgées, l'égalité des chances pour les enfants, la participation, la promesse d'un audit des dépenses budgétaires par la Cour des comptes, l'extension du service civil pour les appelés du contingent, les valeurs de la République qui ne sont « ni de droite ni de gauche », le refus de la sélection par l'argent à l'université.

voix de miel, Jacques Chirac fait applaudir sa dénonciation, mitterrandienne, de « l'argent qui dort », et sa proposition... que ne renierait pas le secrétaire national du Parti communiste... de « remettre l'homme au centre des choix économiques ». « On place au lieu d'investir », gronde-t-il suavement, à l'adresse de la « France blessée », celle « qui paie par le chômage et l'exclusion la facture de nos conservatismes ». Une fois, une seule, la salle hésite vraiment à suivre le discours de son héros. « La France est fière d'intégrer ceux qui ont choisi de devenir citoyens français. » Suit un silence embarrassé. « Mais la France doit combattre fermement l'immigration clandestine. » Applaudissements.

Jean-Louis Saux

Moins de « Madelin », plus de « Séguin »

Jusqu'à ces derniers jours, tiraillé entre ses deux principaux soutiens — Alain Madelin sur sa droite, Philippe Séguin sur sa gauche —, Jacques Chirac avait tranché en faveur du premier dans le dosage de ses propositions économiques. Certes, le propos, dans la forme, avait des accents hétérodoxes, pour ce pas de droite de gauche, mais, dans le détail, les pistes de réforme portaient l'empreinte du ministre des entreprises : de la réduction de l'impôt sur le revenu jusqu'à l'allègement des droits de transmission des entreprises, en passant par l'instauration des fonds de pension, l'allègement des charges sociales ou encore l'encouragement des placements en capitaux propres dans les PME.

En présentant son programme, vendredi 17 février, M. Chirac a visiblement changé le dosage. Il y a toujours un peu de « Madelin », mais beaucoup plus de « Séguin ». Cela va même plus loin. À entendre certains passages du discours, on se prend à penser qu'il ont été purement et simplement copiés sur le discours du candidat socialiste, Lionel Jospin. « Nous avons privilégié la spéculation, les rentes de situation, au détriment du travail », déplore le maire de Paris.

« Ne bloquons pas les salaires ! », ajoute-t-il. Mieux encore, à demi-mot, l'ancien président du RPR, dont certains des conseillers ont été fortement impressionnés par les théories américaines de la croissance dite « endogène », réhabilitant le rôle de la dépense publique, s'est lancé dans un réquisitoire violent contre le « budgetarisme », qui interdit de cerner les vraies réalités sociales.

Pourtant, le paradoxe demeure. M. Chirac est toujours pro-Séguin dans les apparences, mais pro-Madelin, beaucoup plus fortement, dans le contenu de ses propositions. Le détail du volet fiscal qu'il vient de présenter permet de mieux le comprendre. Si M. Chirac a repris à son compte la formule du chef de l'Etat pour dénoncer ceux qui « s'enrichissent en volant », il n'est pas allé jusqu'à proposer de taxer davantage le patrimoine ou les plus-values. À l'inverse, dans la controverse sur les droits de succession qui l'oppose à Edouard Balladur, par exemple, ce n'est pas lui qui a formulé la proposition la moins libérale. Le premier ministre aura beau jeu de faire observer qu'il n'est pas très « social » de minorer la valeur d'une entreprise dans une succession, alors que le ménage modeste qui hérite d'un pavillon de banlieue sera, relativement, davantage taxé.

Laurent Mauduit

« Il est temps de renoncer au renoncement »

La « machine France » ne fonctionne plus. Elle ne fonctionne plus pour tous les Français. (...) De même que les succès de la France tendent aux valeurs qui avaient rassemblé les Français, la crise sociale, culturelle, morale qu'elle traverse tient à ce que ces valeurs ont été oubliées ou négligées. (...) Elles sont le fondement de la République.

Al-Held, de la « République insubmersible », il n'est pas allé jusqu'à proposer de taxer davantage le patrimoine ou les plus-values. À l'inverse, dans la controverse sur les droits de succession qui l'oppose à Edouard Balladur, par exemple, ce n'est pas lui qui a formulé la proposition la moins libérale. Le premier ministre aura beau jeu de faire observer qu'il n'est pas très « social » de minorer la valeur d'une entreprise dans une succession, alors que le ménage modeste qui hérite d'un pavillon de banlieue sera, relativement, davantage taxé.

« Finalement, nous en sommes arrivés à penser que nous n'avons pris sur rien. (...) Ce renoncement a pris parfois les couleurs séduisantes de la modernité. Ainsi s'est établi le règne

de ce que certains ont appelé joliment la « pensée unique ». (...) Tout ce qui n'est pas conforme est dénoncé comme déraisonnable, irresponsable ou insolent. (...) Alors je suis venu dire aux Français qu'il est temps de renoncer au renoncement. (...) D'un côté, il y a ceux qui s'en tiennent toujours aux mêmes recettes. Attendant le retour de la croissance, ils pensent rassurer en ne modifiant qu'un minimum de choses. Ils font tout, disent-ils, pour éviter une fracture sociale, comme si celle-ci n'existait pas déjà. (...) De l'autre, il y a ceux qui, croyant à la « France insubmersible », ont voulu à la fois de la « France insubmersible » et de la « France insubmersible ». (...) C'est la voie que j'ai choisie. (...) Ce débat est légitime, il est nécessaire.

« On veut le détourner en transformant cette élection présidentielle (...) en un débat de ratification du bilan du gouvernement de cohabitation (...) en débat sur la méthode du changement. Ce n'est évidemment pas la méthode qui est en cause, mais le rythme et surtout la nature du changement. (...) J'ai la conviction

que les Français veulent le changement (...) que les Français comprennent que c'est l'immobilisme, en réalité, qui entraine la France sur la pente d'une mauvaise aventure. (...) La réforme n'est pas une poterie à briser sous l'effort du changement, c'est une chance. (...) Cette politique nouvelle que je veux conduire, cette réforme que je veux proposer aux Français ont pour point de départ, pour principe, un renversement des priorités. (...) Pour refaire une France pour tous, je prends cinq engagements : redonner à chaque Français sa place et sa chance dans la société, mettre les forces vives de la nation au service de l'emploi, bâtir de véritables solidarités, rendre aux Français la maîtrise de leur destin, garantir l'ordre républicain. (...) Oui, il existe aujourd'hui une France vulnérable, une France blessée, qui paie par le chômage et l'exclusion la facture de nos conservatismes. Et l'autre France ne peut pas l'accepter. Les deux France sont solidaires. Elles le seront dans la difficulté. Elles peuvent l'être demain dans le renouveau. »

La lutte contre le chômage est une « priorité absolue »

« JE PROPOSE qu'on donne la priorité absolue à la lutte contre le chômage », a déclaré Jacques Chirac vendredi 17 février. Dans sa volonté d'inverser l'ordre des priorités de la politique économique et sociale « au nom des valeurs de la République » — et notamment « l'égalité des chances » —, il affirme qu'il placera la reconquête de l'emploi au cœur de son action. Le maire de Paris « n'accepte pas » de voir 832 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans sans emploi, la « fatalité du chômage de longue durée qui a progressé de 30 % en deux ans » (autrement dit depuis l'arrivée d'Edouard Balladur à Matignon), les 950 000 Français « contraints de vivre du RMI » et « tant de nos compatriotes s'installer dans l'assistance ».

Jugeant que la France est « en état d'urgence » et qu'elle ne peut attendre les résultats des réformes économiques qui généreront « davantage d'emplois et d'activités », le candidat entend « mobiliser les entreprises dans une action sans précédent contre le chômage de longue durée » qui frappe actuellement 1,243 million de personnes. ● **Chômage de longue durée.** Partant du principe qu'« il vaut mieux payer pour qu'un chômeur retrouve un emploi, plutôt que de le payer à ne rien faire », le maire de Paris propose le « contrat initiative-emploi ». Il prévoit une « exonération totale de charges sociales et une prime mensuelle de 2 000 francs pendant deux ans » pour les entreprises, les associations et les collectivités qui embaucheraient une personne sans emploi depuis au moins un an. M. Chirac estime que ces contrats favoriseront la création de « nouveaux métiers » et le développement de « nouveaux services ».

Coût de la mesure : 50 000 francs par chômeur et par an. Cette dépense doit, selon lui, être comparée au coût moyen d'un demandeur d'emploi pour la collectivité (120 000 francs) ou d'un chômeur au Smic (80 000 francs). Quant au risque de voir les entreprises substituer ce type d'emplois à des emplois traditionnels au coût beaucoup plus élevé, M. Chirac a déjà expliqué que sa formule devrait reposer sur le respect d'un « cahier des charges ».

● **Épargne salariale.** Le programme, qui reprend la vieille idée gaulliste, précise qu'il faudra « donner un nouvel élan à l'investissement et à la participation, afin de mieux associer les salariés aux résultats et à la vie des entreprises ». Au même titre que la hausse des salaires (quand les entreprises le peuvent), cette épargne salariale n'est rien d'autre que « la part qui revient aux salariés dans le développement de l'économie française ».

● **Organisation du travail.** Le candidat plaide pour « une nouvelle approche du travail et de l'emploi » et « la multiplication de nouvelles formes d'activité ». Alain Madelin, qui rêve d'une société où de nombreux citoyens seraient finalement leur propre patron, a visiblement convaincu son candidat à l'Elysée de préconiser un « développement du travail indépendant ». M. Chirac n'oublie pas non plus les emplois de service, notamment à la personne, souhaite que les incitations fiscales et financières existantes soient « renforcées » (elles sont déjà considérables) et propose de donner à ces travailleurs « un véritable statut et une formation ».

Jean-Michel Bezat

La protection sociale, fondement du « pacte républicain »

DANS LA PARTIE de son discours relative à la protection sociale, vendredi 17 février, Jacques Chirac a affirmé que le système actuel reste, en dépit d'une fragilité croissante, l'un des fondements du « pacte républicain ». « Le problème posé aujourd'hui par la protection sociale n'est pas celui de son existence », mais celui de son « financement », estime-t-il. Or, « la confusion domine », l'Etat « fait les fins de mois de la sécurité sociale » mais « lui impose des charges sans compensation ».

● **Financement de la Sécurité sociale.** Le système actuel de prélèvement, essentiellement assis sur le travail, « pénalise directement l'emploi ». M. Chirac entend « accélérer le transfert de l'impôt du financement des dépenses de solidarité », les « premiers efforts » devant être « consacrés aux bas salaires ».

● **Assurance-maladie.** Depuis des mois, M. Chirac dénonce la politique de maîtrise des dépenses de santé menée par Simone Veil, estimant qu'elle coïncide à un « rationnement des soins ». « Je refuse l'idée exprimée par certains de plafonner les dépenses sociales, notamment les dépenses de santé, par rapport à la richesse nationale », souligne-t-il, exprimant là une divergence de fond avec M. Balladur. Il souhaite tourner le dos à la logique des plans de redressement qui « mettent en cause l'égal accès aux soins au détriment des plus démunis » au profit de « réformes de structures » destinées à rendre le système actuel « plus performant, plus juste ».

● **Hôpitaux.** M. Chirac propose « une grande réforme hospi-

talière » (300 milliards de francs de dépenses par an), mais ses propositions restent vagues. Contrairement au premier ministre, il ne suggère pas une politique de fermeture de lits. Il lui préfère des « contrats d'objectifs avec les équipes soignantes », un « intérêt » à la réalisation de ces objectifs, le développement de « nouvelles formes d'hospitalisation » (à domicile, chirurgie ambulatoire, etc.). Le candidat prône aussi « une politique d'ensemble de la dépendance », aide aux familles d'accueil, création de nouveaux établissements médicalisés, allocation spécifique.

● **Des fonds de pension pour les retraites.** Très elliptique sur ce dossier sensible (rien n'est dit sur les régimes spéciaux), le projet propose toutefois la création de fonds de pension (retraite par capitalisation), « non seulement pour assurer le complément indispensable de la réforme des retraites, mais aussi pour collecter une épargne nouvelle, qui pourra s'investir dans les entreprises en faveur de l'emploi ».

● **Politique familiale.** Pour lutter contre l'exclusion et enrayer la chute de la natalité, M. Chirac promet une « loi-programme » dont la « pierre angulaire » serait une « allocation de libre choix » versée dès le premier enfant, « que les parents travaillent ou non ». Cette mesure, préconisée dans un rapport remis fin 1993 à M. Balladur par Colette Codacioni, député du Nord, n'avait pas été retenue par Simone Veil, notamment en raison de son coût.

J.-M. B.

“GRAND JURY” RTL-Le Monde

JEAN-MARIE LE PEN

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
Christiane CHOMBEAU (LE MONDE)
ET
Dominique PENNEQUIN (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

M. Chirac veut que les recettes des privatisations servent d'abord au désendettement de l'Etat

Le relèvement des salaires directs doit être étudié

Dans le discours qu'il a prononcé vendredi 17 février, Jacques Chirac a affirmé ses propositions en matière budgétaire, économique, fiscale et sociale. Il a dénon-

cé des orientations qui, « depuis quinze ans, ont privilégié la spéculation ». Le candidat veut que les recettes de privatisation servent d'abord au désendettement. Il

n'est pas hostile à une hausse des salaires directs pour relancer la consommation. Enfin, au plan fiscal, il se dit favorable à une baisse de l'impôt sur le revenu.

DEPUIS qu'il est entré en campagne, Jacques Chirac s'est déjà longuement expliqué sur ses priorités économiques pour le prochain septennat, notamment à l'occasion de deux entretiens, l'un accordé à *La Tribune* (16 novembre), l'autre aux *Echos* (16 janvier). Le discours qu'il a prononcé le 17 février reprend l'ensemble de ces propositions et les complète sur de nombreux points tout en évoquant de nouvelles. Même s'il a voulu se démarquer d'Edouard Balladur et ne pas égarer un catalogue de mesures, l'ancien président du RPR n'en a donc pas moins présenté un véritable programme économique.

■ Un nouveau cap. Usant de formules que ne renieraient pas les socialistes, Jacques Chirac constate : « Nous avons continué à faire de la lutte contre l'inflation la seule priorité alors que l'inflation était maîtrisée. Nous avons fait passer la finance avant l'économie réelle. Nous avons depuis quinze ans privilégié la spéculation, les placements sans risque, les rentes de situation, au détriment du tra-

vail et de l'investissement [...]. Au nom des valeurs de la République comme du bon sens économique, je propose un changement dans l'ordre des priorités et qu'on mette la finance au service de l'économie réelle et de l'emploi. »

■ La politique budgétaire. Jacques Chirac se démarque dans ce domaine des orientations du gouvernement. Contrairement aux pratiques actuelles, il observe qu'une saine gestion des finances publiques exige que les recettes des privatisations soient affectées au désendettement. Mais il suggère aussi que le futur gouvernement demande au Parlement d'engager, avec l'aide de la Cour des comptes, un audit général des dépenses budgétaires. Enfin, plaçant implicitement en faveur d'une réhabilitation de l'action publique, il souhaite que « l'Etat dépense mieux ».

■ La politique salariale. Critiquant explicitement les orientations du rapport du Plan, rédigé par Alain Minc, M. Chirac fait cette remarque : « Certains sont allés jusqu'à dire [...] qu'il n'y aurait

pas de reprise, de retour de la croissance, sans gel ou limitation du pouvoir d'achat des salariés [...]. Comme si la feuille de paie était l'ennemi de l'emploi. Comme si le franc de salaire distribué était le franc perdu pour l'économie [...]. Je dis : ne bloquons pas les salaires. » Prônant implicitement, comme les socialistes, une relance mesurée par la consommation, M. Chirac a donc souhaité que le prochain gouvernement réactive la réforme de la hausse du salaire direct. Cette proposition, qui, sous cette forme, rejoint les orientations d'Alain Minc, figure dans la plate-forme du RPR et de l'UDF pour les élections législatives de 1993, mais n'a pas été mise en œuvre par l'actuel gouvernement.

■ Réformes fiscales. M. Chirac fait dans ce domaine de nombreuses propositions, dont l'inspiration se trouve, cette fois, non dans les thèses socialistes ou de Philippe Séguin, mais dans celles, libérales, d'Alain Madelin. Il suggère non pas — comme Edouard Balladur — un allègement général

des impôts sur les successions en relevant le seuil d'exonération, mais une réforme de la seule fiscalité sur les transmissions d'entreprises. Il propose également, « pour favoriser le travail », une réforme de la fiscalité personnelle, grâce à une diminution de l'impôt sur le revenu. Alors que le *Journal officiel* vient de publier la loi de modernisation agricole, M. Chirac souhaite que l'on accélère la cadence en poursuivant une réforme de la fiscalité agricole. Il faudra aussi que le prochain gouvernement procède à une refonte de la fiscalité locale, en commençant par la taxe professionnelle.

Enfin, Jacques Chirac, qui use fréquemment de la formule du chef de l'Etat à l'encontre de ceux qui « s'enrichissent en dormant », préconise une réforme de la fiscalité de l'épargne. Mais elle aurait moins pour objet de taxer davantage les plus-values que d'orienter l'épargne, par diverses déductions fiscales, vers les placements dans les PME.

L. M.

Un référendum sur la « grande réforme » de l'éducation nationale

Les entreprises partenaires de l'Etat

M. CHIRAC esquisse à grands traits la « grande réforme de l'éducation nationale » qu'il appelle de ses vœux et relance l'idée d'un référendum sur le sujet. Balayant l'ensemble du secteur, de l'école primaire à l'université, son programme se présente surtout comme un plaidoyer « pour l'égalité des chances » et « contre les filières de l'échec » mais il ne propose plus, comme il le faisait en janvier 1991, de « casser le collège unique ».

Pour l'école primaire, M. Chirac n'avance qu'une seule proposition, formulée dans des termes assez vagues : la réforme de l'organisation actuelle, « absurde », des rythmes scolaires. « Comment ne pas me réjouir, dit-il, de ce que les idées que je ne cesse de défendre sur l'aménagement des rythmes scolaires fassent aujourd'hui des émules ? » En avril 1994, le rectorat de Paris avait effectivement envisagé d'organiser la semaine des écoliers sur cinq journées consécutives, avec de larges plages consacrées aux activités périscolaires l'après-midi. Mais les « difficultés d'organisation » et les réticences des enseignants avaient finalement conduit le maire de Paris à enterrer le projet. Jacques Chirac souhaite néanmoins « réformer le système » notamment pour « favoriser l'insertion au retour à l'activité de milliers d'hommes et de femmes appelés à encadrer les activités culturelles et sportives qui scandent la nouvelle journée scolaire ».

Pour « créer les conditions d'une meilleure égalité des chances », il souhaite accroître l'autonomie et la responsabilité des enseignants et des chefs d'établissement et faire de l'apprentissage comme de l'enseignement technique « des voies complètes de formation ». « Il ne suffit pas de proclamer un droit théorique à l'appren-

tissage [...] et c'est au législateur de préciser le rôle de chacun », précise-t-il en suggérant l'ouverture d'un nouveau chantier législatif sur ce thème destiné, notamment, à transformer l'entreprise « en lieu de formation à part entière ».

M. Chirac estime enfin que « la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur s'accompagne de profondes inégalités ». D'où quatre propositions ambitieuses mais formulées de façon lapidaire. Il envisage une modification du système actuel des aides, bourses et prêts et la création, au sein de chaque université, « d'une structure adaptée pour l'information et l'orientation ». En outre, reprenant les propositions d'un rapport parlementaire remis au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Fillon, en septembre, par Jean de Boishue, député (RPR) de l'Essonne, M. Chirac suggère que les entreprises et les collectivités locales deviennent « de nouveaux partenaires de l'Etat » dans la gestion des premiers cycles universitaires. Le rapport de ce parlementaire proposait que l'Etat attribue aux régions une dotation globale pour les premiers cycles, à charge pour les collectivités de compléter la mise par des crédits d'un montant équivalent (*Le Monde* du 20 septembre 1994). Enfin, M. Chirac estime qu'il faut reconnaître « le droit à l'erreur, le droit pour chacun de tenter plusieurs fois sa chance ». Pour cela, il reprend l'idée du « capital-formation » utilisable après la sortie de la formation initiale. « Il ne s'agit pas seulement de donner à chacun la possibilité de prendre un congé sabbatique de formation, mais d'adapter le système éducatif à cette exigence. »

Christine Garin

Les réactions à droite et à gauche

■ Didier Barlaam, député radical de Paris : « Le sens de l'Etat républicain, la volonté de réforme, l'esprit de solidarité caractérisent l'engagement de Jacques Chirac, qui renoue avec les accents d'un radicalisme authentique. »

■ Jacques Bannel, député RPR des Hauts-de-Seine : « On nous avait annoncé un grand discours fondateur. On a eu droit à une interminable présentation de mille réformes toutes plus coûteuses et illusoires les unes que les autres. »

■ Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine : « C'est un programme dans lequel on parle beaucoup de réforme, ça o le goût de la réforme, ça ressemble à la réforme, mais ça n'est pas la réforme, parce que si on en parle beaucoup, on ne dit jamais comment on fait. »

■ François Fillon (RPR), ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : « Quand on accuse le premier ministre d'immobilisme, on a intérêt à proposer une alternative cohérente aux Français. » Le discours-programme de Jacques Chirac « ne parvient pas à concilier l'inconciliable : le changement brutal et la réforme maîtrisée. »

■ Jean-Antoine Glastey, président du CNI : « En reprenant l'initiative, Jacques Chirac va désormais obliger ses concurrents à délaisser leurs thèses et leurs thèses pour regarder l'avenir avec réalisme et énergie. »

■ Jean-Marie Le Pen (Front national) : « Jacques Chirac n'est pas crédible en domaine de leçons, et encore moins en marchand d'espoir. [...] (puisque) il a tenu » un discours totalement démagogique, destiné à rassurer large [...] Il ne manquait que la condamnation de la grêle, des accidents de la route et de la tuberculose. »

■ Ladislav Pomatošewski, député UDF-PR de l'Eure et porte-parole du Parti républicain : « (Jacques Chirac) ne nous a pas présenté un programme, mais un catalogue de promesses où il ne manquait que le rattrapage de Prévert. »

■ Dominique Strauss-Kahn, responsable du comité d'experts de Lionel Jospin : « Sous un ton très volontariste qui essaye de rompre avec la mollesse et l'immobilisme d'Edouard Balladur, quand on creuse un peu, on retrouve les thèmes traditionnels d'un discours conservateur. Par exemple moins d'impôts, moins de charges, moins de déficit. »

■ Philippe de Villiers, fondateur du Mouvement pour la France et candidat à l'élection présidentielle : « Jacques Chirac articule le programme d'Edouard Balladur sur le mode éternel. [...] Il y a deux candidats RPR, deux candidats pro-Maastricht, deux candidats pro-GATT, deux candidats pro-Schengen, deux candidats qui nous proposent les mêmes recettes vieilles de vingt ans. »

Concurrence télévisuelle

M. Balladur a fait en sorte d'occuper lui aussi les écrans



enfants multicolores s'époumonent en criant son nom.

Visite au Centre national d'information routière (CNIR) de Rosny-sous-Bois : la prévention routière, voilà le génie ! C'est concret et humain, le jour où des millions de Parisiens s'apprentent à emprun-

ter les routes de France pour les vacances d'hiver. Le tour était joué : le candidat existait, vendredi, en bon petit père du peuple des congés payés, sur les antennes et les ondes.

Pascale Robert-Diard

Un « pacte » avec les collectivités locales

PARMI les réformes de fond que Jacques Chirac veut accomplir, la réforme de l'Etat lui-même vient en bonne place dans ses propositions. Il faut être audacieux pour « rendre effectivement le pouvoir aux citoyens », et l'on ne peut se contenter de « moderniser le sommet de l'Etat ».

■ Organisation des pouvoirs publics. Il faudra, selon le maire de Paris, « légiférer et réglementer autrement », ce qui signifie en clair qu'il demandera au gouvernement « de faire moins de projets de loi mais des projets plus clairs, plus simples et plus courts ». Si l'on doit édicter des nouvelles réglementations, ce ne sera qu'après en avoir supprimé autant. « L'impact de toute nouvelle règle devra être étudié contradictoirement et le Parlement devra jouer un rôle essentiel dans l'appréciation de ces études, exerçant ainsi pleinement sa mission de contrôle du gouvernement. »

■ Référendum. Jacques Chirac veut « élargir le champ d'application du référendum ». Ainsi la réforme de l'éducation nationale qui « s'impose » aurait « d'autant plus de légitimité qu'elle aurait été largement débattue puis approuvée dans ses principes par le peuple tout entier ». (Lire ci-contre.)

■ Collectivités locales et amé-

nagement du territoire. Il existe, selon M. Chirac, des missions spécifiques de l'Etat qui « exigent de nouveaux moyens : la justice, l'école, la sécurité et l'aménagement du territoire ». Il est seul à pouvoir les assumer. « Pour le reste, donnons la priorité à l'initiative locale et notamment aux collectivités territoriales ». Evoquant les prochaines élections municipales, « qui ne sont pas, comme certains le disent, l'expression d'un archaïsme », le candidat veut « qu'un grand pacte entre l'Etat et les collectivités locales garantisse aux élus de demain des compétences plus claires et des ressources plus stables : c'est la condition de leur autonomie et d'une vraie décentralisation ». Sur ce point, Jacques Chirac n'est pas très éloigné d'Edouard Balladur qui, le 13 février, avait suggéré dans son programme la signature de « contrats pluriannuels entre l'Etat et les collectivités locales », un peu sur le modèle des contrats de plan entre l'Etat et les régions (1994-1998).

■ Ville et quartiers difficiles. La ville était « le lieu où se forgeaient nos valeurs, et où s'exprimaient nos libertés ». Or voilà que maintenant « on en parle pour évoquer les grands ensembles où la République se défait », note Jacques Chirac. Par conséquent,

le pays « ne doit pas ménager ses efforts pour guérir cette plaie, et l'Etat républicain doit agir vite ». Dans les quartiers difficiles, l'Etat, garant de « l'ordre et de l'égalité de tous devant la loi », doit prendre ses responsabilités. Pour ce faire, il faut doter ces zones urbaines d'une véritable activité économique remplaçant « l'économie de la drogue et du travail clandestin ». Jacques Chirac propose que l'on crée des zones d'activité « bénéficiant d'une fiscalité dérogatoire sur le même modèle que celles qu'il faudra créer dans les zones rurales en difficulté ». Edouard Balladur et Charles Pasqua l'ont devancé sur ce point puisque dans la loi du 4 février 1993 sur le développement et l'aménagement du territoire, sont précisément prévues des « zones de redynamisation urbaines » intéressantes environ 3,6 millions d'habitants et des « zones de revitalisation rurale », qui en convrent 4,4 millions. Dans chacune de ces zones — presque assimilables à des zones franches —, les entreprises, qui s'installeraient et créeraient des emplois, bénéficieraient de primes, subventions, prêts et exonérations d'impôts ou de charges sociales très substantielles.

François Grosrichard

Le président de l'office d'HLM de Nice perd contre « Le Monde »

LA DIX-SEPTIÈME CHAMBRE du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Jean-Yves Monfort, a débouté, vendredi 17 février, José Balarelo, président de l'office public d'HLM de Nice et des Alpes-Maritimes, maire de Tende, conseiller général et sénateur (Rép. et ind.), de ses poursuites contre Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, et le *Journal Le Monde*. M. Balarelo avait engagé un procès en diffamation après la parution, le 10 août 1994, d'un article intitulé « Le pouvoir à la mode nicoise », et réclamait 500 000 francs de dommages et intérêts. Les juges ont estimé que les éléments constitutifs de la bonne foi étaient réunis, et, notamment, qu'il était légitime d'écrire un article sur José Balarelo, celui-ci jouant « un rôle important » dans la vie politique de sa région. Ils ont jugé que la composition, le statut, les modalités d'embauche du personnel ainsi que le fonctionnement du conseil d'administration de l'office d'HLM présentaient « effectivement certaines caractéristiques susceptibles de susciter quelques interrogations ».

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ PCF : Jean-François Gau, membre du secrétariat du comité national du Parti communiste, a présenté, vendredi 17 février, un nouveau document destiné à la campagne du candidat communiste à l'élection présidentielle : un journal de huit pages, intitulé « Cartes sur table » et tiré à neuf millions d'exemplaires. « Il est extrêmement utile et positif que Robert Hue fasse percevoir que le Parti communiste a changé », a affirmé, à cette occasion, cet ancien collaborateur de Georges Marchais.

DÉPÊCHES

■ MUNICIPALES : FUDF et le RPR ont publié, vendredi 17 février, les listes de listes aux élections municipales de quarante-deux villes, dont Jean-Paul Alduy (CDS), maire de Perpignan (Pyrénées-Orientales), Elisabeth Hubert (RPR), député de Loire-Atlantique, à Nantes, Hervé Novelli (UDF-PR), député d'Indre-et-Loire, à Joux-la-Vie, Jacques Brossard (UDF), député des Deux-Sèvres, à Niort, Jean-Marie Geveaux (RPR), député de la Sarthe, au Mans, et Marie-Josée Roig (RPR), à Avignon (Bouches-du-Rhône). La commission nationale d'investiture a arrêté, en revanche, le principe d'une primaire entre FUDF et le RPR à Béziers (Hérault).

■ PARIS : Bernard Deleplace, ancien secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), sera candidat aux élections municipales à Paris, dans le XIX^e arrondissement, sur la liste socialiste. C'est la première fois que celui qui fut surnommé le « patron des fils de gauche », dirigeant de la FASP de 1981 à 1985, et qui siège maintenant au Conseil économique et social, se présente à une élection.

■ EUROPÉENNES : le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 17 février, plusieurs requêtes visant à annuler le résultat des élections européennes du 12 juin 1994. Il a confirmé l'irrégularité des comptes de campagne de Jean Aillaud, Gérard Tonnat et Christian Cotten, déclarés indigibles pour un an, à compter du 12 juin 1994, aux élections au Parlement européen. Il a jugé que la dépense de 900 000 francs, liée à la réalisation du film *Bosna* I, de Bernard-Henri Lévy, ne devait pas figurer sur le compte de campagne de Léon Schwarzenberg, tête de liste de l'Europe communiste à Sarajevo, ce film ne comportant aucune allusion à la campagne.

JUSTICE Le juge d'instruction Jean-Paul Valat détient depuis le 14 février le tirage sur papier d'une partie de la mémoire des ordinateurs de la cellule antiterroriste de l'Elysée, contenue dans cinq dis-

quettes. Un rapport d'expertise confirme l'authenticité de ces 5 184 fiches, copiées le 15 février 1988. ● LES VINGT-SIX FICHIERS qui les re-

groupent dévoilent les pratiques d'espionnage de particuliers auxquelles s'est livrée la cellule de 1983 à 1986 en ayant recours à des écoutes téléphoniques systéma-

tiques. ● TOUS LES PROTAGONISTES mis en examen dans ce dossier en décembre 1994 apparaissent sur ces documents. En particulier le préfet Christian Prouteau, chef de la cel-

lule. Les mentions sur les disquettes sont de la main de l'ancien commissaire Pierre-Yves Gilleron. Le nom de Gilles Ménage est cité à propos d'une des écoutes demandées.

Ecoutes : la cellule de l'Elysée face à des preuves accablantes

L'équipe de gendarmes et de policiers dirigée par Christian Prouteau a bien pratiqué, de 1983 à 1986, un espionnage téléphonique intensif à l'encontre de particuliers – des journalistes notamment – n'ayant aucune relation avec le terrorisme

DEPUIS le 14 février, le juge Jean-Paul Valat détient une véritable bombe : la preuve que la cellule dite antiterroriste de l'Elysée fut, de 1983 à 1986, un cabinet noir digne de l'Ancien Régime. La preuve que, à l'abri de la plus haute autorité de l'Etat, l'équipe dirigée jusqu'à sa dispersion, en 1988, par Christian Prouteau avait bien installé dans les locaux de la présidence de la République un centre d'espionnage où l'antiterrorisme servait de prétexte à la surveillance de journalistes, d'hommes politiques, d'écrivains, de policiers, d'avocats et de simples citoyens. Des preuves qui dévoilent de multiples atteintes à l'intimité de la vie privée, confortant le chef de mise en examen retenu par le magistrat à l'encontre des principaux membres de la cellule et de l'ancien directeur du cabinet de M. Mitterrand, Gilles Ménage.

A l'origine de ce rebondissement, une mise en scène digne d'un mauvais roman policier. Début janvier, une femme « d'assez grande taille, brune, cheveux coupés au carré », selon la description du gendarme de faction, se présente à l'entrée de la galerie d'instruction où se trouve le cabinet du juge Valat, au Palais de justice de Paris. Avant de disparaître, elle y dépose une enveloppe portant un nom d'expéditeur imaginaire : « M. Berger ». L'enveloppe contient cinq disquettes d'ordinateur. Sur les étiquettes, une mention manuscrite : « Backup », suivie de numéros, de 1 à 5.

Le 16 janvier, le juge commet un expert informaticien, Jean-Pierre Augendre, afin de décrypter les disquettes. L'expert rencontre d'abord un obstacle, le contenu de celles-ci n'étant pas directement lisible, selon ses propres termes, « à l'aide d'outils logiciels standards au grand public ». Le magistrat lui suggère alors de recourir à un programme de traitement de texte élaboré par IBM : le logiciel Filing. Cette piste avait été indiquée au juge Valat, dès le mois d'avril 1993, par le Monde, partie civile dans ce dossier depuis la révélation des écoutes posées sur la ligne privée de notre collaborateur Edwy Plenel : selon nos informations, la cellule utilisait ce programme qui permettait de constituer « une base de données avec recherche indexée ».

Ora il est en œuvre de Filing permet immédiatement à l'expert de lire le contenu de ces disquettes. C'est ainsi que, depuis quelques jours, le juge Valat détient 5 184 fiches, correspondant à un peu moins de quatre millions d'oc-

tets (caractères). Ces fiches se répartissent dans vingt-six fichiers, dont vingt-trois sont constitués d'écoutes téléphoniques concernant autant d'individus. Le plus volumineux contient 695 fiches ; le plus réduit, 2 fiches. Les trois fichiers restants sont des annuaires où se donne à lire le résultat des travaux d'indexation des informaticiens de la cellule. Le logiciel Filing ayant la particularité d'enregistrer automatiquement la date et l'heure de toute intervention d'un opérateur, l'expert a conclu de l'examen des disquettes que « la quasi-totalité des fichiers auraient été créés avant le 25 octobre 1985, et tous au plus tard le 21 mars 1986 ». Ce constat exclut l'hypothèse de manipulations ultérieures.

La pièce à conviction la plus acca-

noté-Lapierre, avec pour « motif » : « trafic d'armes ». A la rubrique « demandeur », la fiche indique : « Christian Prouteau ». Selon le fichier « Hermès », l'ancien chef du GIGN était le plus assidu dans les demandes : sur 117 écoutes recensées, visant 89 personnes (certaines ayant droit à plusieurs branchements), il en a réclamé 63. Suivent les autres collaborateurs de la cellule : le commissaire des RG Jean Orlic (19 demandes), l'inspecteur de la DST Pierre-Yves Gilleron (9 demandes), l'inspecteur Dominique Mangin (6), le lieutenant-colonel Jean-Louis Esquivé (5), l'inspecteur des RG Pierre-Marie Litjens (4). Figurent aussi, pour les écoutes les plus anciennes, car ils quittèrent la

liaison, ainsi que plusieurs sociétés de sécurité et de gardiennage, etc. La lecture de ces comptes rendus crée un sentiment de malaise. Insistant dans la mémoire de leurs ordinateurs des synthèses des écoutes pratiquées au GIC, les hommes de la cellule s'attachaient au moindre détail de la vie privée de leurs « cibles », cherchant sans doute d'éventuels moyens de pression. Les écoutes « Bout » et « Benet » sont de ce point de vue édifiantes : l'Elysée sait ainsi avec qui dînent Edwy Plenel et sa compagne, enregistre jusqu'au numéro de code des immeubles où résident ceux qui les invitent, retient les dates et lieux de leurs vacances, s'intéresse à leur famille. De même quand Georges Marion, appelant de l'extérieur, demande à son épouse de retrouver un renseignement sur son ordinateur personnel, le traitement de l'écoute se fait un devoir de noter pas à pas la procédure d'accès aux archives informatisées du journaliste.

LA VIE PRIVÉE DES « CIBLES »

Les libellés de toutes ces demandes sont vagues ou fantaisistes, à une seule exception près. Il s'agit de deux écoutes visant, fin 1985, le docteur Razah Raad, qui avait proposé de s'entremettre pour la libération des otages français au Liban. Sous le nom de code « Roi » et « Roi 2 », avec pour demandeur Christian Prouteau, les écoutes sont ainsi motivées : « Surveillance confiée à la DST (Rovira) sur ordre de [Louis] Schweitzer, directeur du cabinet de Fabius [alors premier ministre] ». Dans ce cas précis, la cellule semble avoir obtenu du Groupement interministériel de contrôle (GIC) la copie des écoutes réalisées sous le code « Rovira » par la DST, dans le cadre normal des écoutes administratives visées par le cabinet du premier ministre, qu'elle a ensuite rebaptisées « Roi ». A contrario, ce libellé minuscule discrédite les autres demandes, qui, à l'évidence, s'émancipaient des procédures habituelles.

Outre ce fichier « Hermès », les disquettes recèlent deux autres annuaires, intitulés « PAT » et « TPH ». Comportant à lui seul 801 fiches, le premier est un index de tous les noms mentionnés dans les écoutes réalisées sur l'écrivain Jean-Edern Hallier et son entourage, sous le nom générique d'affaire « Kidnapping ». Le second est un bottin téléphonique inversé – « TPH » pour « téléphone » –, où les entrées sont les numéros relevés lors d'écoutes et servant à identifier les proches des personnes qui en furent victimes. Quant aux 23 fichiers de comptes rendus d'écoutes, ils concernent, outre nos collaborateurs Georges Marion et Edwy Plenel, le journaliste de l'Express Xavier Rautier, spécialiste du terrorisme et politiquement engagé à droite, Bernard Jégat, Gilbert Le Cavalier, Jean-Edern Hallier et ses

relations, ainsi que plusieurs sociétés de sécurité et de gardiennage, etc.

Dans l'annuaire « TPH », on trouve cette précision à propos d'une écoute demandée le 6 mars 1986, quelques jours avant la défaite de la gauche aux élections législatives : « Construit sous le pseudo Sierra, profession hommes d'affaires, dans le cadre du trafic d'armes. Cette construction n'a jamais été montée (changement de premier ministre) ». Le changement de majorité a en effet entraîné la fin du privilège de la cellule : elle n'eut plus accès à un contingent permanent de vingt lignes prises sur le lot d'écoutes attribuées au ministère de la Défense. Deux ans plus tard, le 15 février 1988, selon le rapport d'expertise, une opération de sauvegarde était effectuée afin de copier sur cinq disquettes le contenu d'une partie de la mémoire de la cellule.

L'heure était alors aux disputes fratricides entre anciens mousquetaires de la présidence, déstabilisés par l'affaire des Irlandais de Vincennes. Tel est sans doute le contexte qui explique les « fuites » des compromettantes archives informatisées. Entendu par le juge Valat le 13 février, Pierre-Yves Gilleron n'a pas hésité à désigner Paul Barril comme le chef d'orchestre de cette campagne, suggérant au magistrat que la mystérieuse femme brune pourrait être l'une de ses collaboratrices. Il est vrai que M. Gilleron devait contre-attaquer : l'ancien commissaire de police avait dû auparavant reconnaître que les mentions manuscrites portées sur les disquettes étaient bien de sa

main, tout en précisant qu'il ne répondait pas de leur contenu.

« Attendons de voir ce que ces disquettes contiennent à l'heure actuelle », déclara-t-il au magistrat. Tous les protagonistes ont jusqu'ici affirmé que les documents révélés au début de l'affaire des écoutes étaient des faux grossiers. Les plus de 5 000 pages versées au dossier d'instruction, accompagnées d'un rapport d'expertise très précis, rendent désormais peu crédible la thèse d'un maquillage ou d'une fabrication des preuves. M. Prouteau s'en tiendra-t-il à la ligne de défense qu'il adopta lors d'une audition, le 7 février 1994, renvoyant la responsabilité à l'échelon supérieur : « Quand nous avions besoin de faire passer une écoute, nous nous adressions à Gilles Ménage » ? Quant à l'ancien directeur du cabinet de M. Mitterrand, aujourd'hui à la tête d'EDF, il lui faudra expliquer pourquoi, dans le fichier « TPH », à la date du 30 mai 1985, l'écoute visant le député européen François Froment-Meurice, proche du garde des sceaux Pierre Méhaignerie, lui est attribuée en ces termes : « Qui ? : Elysée (Ménage) ».

Hervé Gattegno

Deux ans d'instruction

1993

● 4 mars. Libération publique seize comptes rendus informatisés de conversations téléphoniques, établissant que la ligne privée de notre collaborateur Edwy Plenel avait été placée en 1985 sur écoute par la cellule de l'Elysée. Huit jours plus tard, libération publique également un listing informatique de cent quatorze demandes d'écoutes téléphoniques, formulées entre janvier 1983 et janvier 1986 et présentées comme des écoutes administratives, dépendant du gouvernement.

● 19 mars. Après les plaintes avec constitution de partie civile déposées par Le Monde, Edwy Plenel et sa compagne, Nicole Lapierre, le parquet de Paris ouvre deux informations judiciaires contre X., confiées au juge Jean-Paul Valat, pour atteinte à l'intimité de la vie privée, attentat à la liberté et à la Constitution, et forfaiture. D'autres personnes écoutes se constitueront aussi partie civile : M. Antoine Comte, avocat des Irlandais de Vincennes ; François Froment-Meurice, secrétaire général adjoint du CDS ; Joël Gallipapa, ancien conseiller de Charles Pasqua ; Hervé Brustel, journaliste ; l'actrice Carole Bouquet ; et Paul Barril, ancien bras droit de Christian Prouteau.

1994

● 25 janvier. Dans son rapport annuel, la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité affirme que la cellule de l'Elysée, qui « bénéficiait depuis août 1982 d'un contingent de vingt lignes » et d'un « centre informatique depuis 1983 », a écouté des particuliers au prix de « graves dysfonctionnements ».

● 8 décembre. Le juge Valat met en examen, pour atteinte à l'intimité de la vie privée, le président d'EDF Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet du président de la République, le préfet Christian Prouteau, ancien chef de la cellule, le général de gendarmerie Jean-Louis Esquivé, le capitaine de gendarmerie Pierre-Yves Guézou et l'ancien commissaire de la DST Pierre-Yves Gilleron.

● 12 décembre. Le capitaine Guézou se suicide à son domicile. Habilité au Groupement interministériel de contrôle (GIC), où s'effectuaient les écoutes administratives, il était chargé, au sein de la cellule, de récupérer quotidiennement les comptes rendus des conversations écoutes.

H. G.

Le dossier « Kidnapping »

« Diable », « Fou », « Féroce », « Fabulateur »... Tels furent quelques-uns des noms de code attribués aux nombreuses écoutes visant l'écrivain-provocat Jean-Edern Hallier, auquel la cellule s'intéressa de près en 1984. Mais son principal surnom était « Kid » pour « Kidnapping », par référence au faux enlèvement qu'il avait organisé en 1982 contre lui-même. L'intérêt de la cellule pour M. Hallier visait à protéger l'intimité de François Mitterrand : l'écrivain menaçait de révéler avant l'heure dans un pamphlet l'existence de Mazarine, la fille adultère du président. Pour faire pression sur Jean-Edern Hallier, la cellule n'hésita pas à violer la vie privée du Tout-Paris... Les disquettes remises au juge Valat contiennent ainsi un volumineux dossier « Kidnapping » recensant tous les noms apparus au détour des conversations de M. Hallier ou avec lesquels il fut en communication. Le résultat est un vertigineux bottin mondain où se retrouvent fichés un grand nombre d'écrivains, de journalistes, d'hommes politiques, voire de proches du président de la République. Tout à leur espionnage, les hommes de la cellule allèrent jusqu'à ficher des disparus – Louis Aragon, Pierre Mendès France –, ainsi qu'un personnage récemment rendu célèbre par une autre affaire d'écoutes : Didier Schuller.

biante pour la cellule est le fichier « Hermès ». Il s'agit d'un des trois annuaires dont la fonction était de recenser les demandes d'écoutes formulées par les hommes de l'Elysée. Chaque fiche précise la « date de la demande » et la « date de radiation », le nom de code attribué à l'écoute, puis son identité véritable (« nom de la cible »), son adresse, son numéro de téléphone, sa profession et, enfin, le « motif » de l'écoute et le nom du « demandeur » du branchement. Il apparaît ainsi que le téléphone du domicile de notre collaborateur Edwy Plenel (nom de code : « Benet ») fut surveillé à compter du 16 avril 1985, surveillance qui fut prolongée le 9 octobre suivant. Pour éviter que le nom du journaliste apparaisse sur la demande, l'écoute fut établie au nom de sa compagne, Nicole Be-

celline fin 1983, le capitaine Paul Barril (2 demandes) et l'équipe du commissaire Charles Pellegrini (3 demandes). Parmi les demandes recensées, on remarque notre collaborateur Georges Marion (« code : Bout »), « motif : sécurité président de la République », « demandeur : Pierre-Yves Gilleron » ; l'inspecteur de police Gilles Kaehlin (« code : Kilo »), « motif : trafic d'armes », « demandeur : Jean Orlic - Michel Tissier » – ses propres collègues des RG, qui prirent le soin d'indiquer à la rubrique « profession » : « en cours de vérification » ; l'ancien membre du SAC Gilbert Le Cavalier, devenu journaliste (« code : Lannan »), « profession : écrivain », « demandeur : Jean Orlic » ; l'ancien gendarme Pierre Massée, ancien proche de Paul Barril (« code : Mas »), « mo-

Le bottin téléphonique du cabinet noir

DE TOUS les fichiers informatiques de la cellule de l'Elysée, c'est sans doute le plus intrigant. Son nom : « I-TPH », où « TPH » est l'abréviation de « téléphone ». Il s'agit en effet, ainsi que l'explique l'expert commis par le juge d'instruction, d'« une annuaire téléphonique inversé », c'est-à-dire que l'on y accède non pas à partir d'un nom, mais à partir d'un numéro de téléphone. Chaque fiche comporte les rubriques suivantes : « Numéro ; nom ; prénom ; adresse ; qui ? ; date ». Il y en a au total 1 025, ce qui fait de « TPH » le plus volumineux des fichiers pour le nombre de fiches saisies. Ces fiches correspondent à trois types de recension dans la mémoire informatique du « cabinet noir » élyséen.

Il y a d'abord l'identification et la conservation par des membres de la cellule ou des secrétaires de celle-ci de numéros de téléphone : dans ce cas, une fois les autres rubriques dûment remplies, la rubrique « qui ? » indique simplement « Elysée », suivi parfois de la mention, entre parenthèses, du prénom ou du surnom de l'opérateur ou de l'opératrice (« Michel », « Patricia », « Pyves », « Morie-Pierre », « Elione », « Pierre-Marc », etc.). Aucun commentaire

n'accompagne cette catégorie de numéros de téléphone qui mène d'honorables particuliers et des administrations publiques.

Il y a ensuite la mise en mémoire des numéros de personnes ou de lieux qui ont été « construits », c'est-à-dire placés sur écoute. Dans ce cas, la rubrique « qui ? » propose plusieurs variantes : elle peut rester vierge, attribuer précisément la demande d'écoute à un responsable élyséen – ainsi « Elysée (Ménage) » pour le CDS François Froment-Meurice –, ou encore indiquer le nom de code de l'« écoute » principal auquel se rattache une écoute secondaire. Ce type de fiches comporte souvent des précisions sur la « cible » : outre son nom de code, une brève notice biographique, ses contacts et relations, sa vie privée, etc.

Il y a enfin l'identification, à partir de leurs numéros de téléphone, de personnes apparues au fil des conversations écoutes. C'est ainsi que, par centaines, des hommes et des femmes se sont retrouvés fichés à la présidence de la République parce que leur chemin avait fortuitement croisé celui d'une des « cibles » placées sur écoutes. Dans ce cas, la rubrique « qui ? » renvoie au nom de code de l'indi-

vidu écouté. Fréquemment, des commentaires complètent la sécheresse des rubriques. Aussi, plus que d'autres, ces fiches laissent-elles entrevoir les penchants de la cellule pour la basse police : parfois, le domicile de ces personnes a été repéré, y compris quand il s'agit simplement d'un parent ou d'une employée de maison d'un des « écoutés ».

A titre d'exemple, les dizaines de fiches créées en relation avec l'écoute « Benet », visant notre collaborateur Edwy Plenel sur la ligne téléphonique de sa compagne, Nicole Benoît-Lapierre, concernent aussi bien leurs amis que les relations professionnelles du journaliste. C'est ainsi que le compagnon de la Libération Georges Guingouin – sur lequel Edwy Plenel écrivait en 1983 un article – côtoie des proches, des sociologues, des journalistes – notamment du Monde –, des avocats, la femme de ménage, le médecin de la famille, voire même quelques parents d'amis d'Edwy Plenel, fils de Nicole Lapierre. Datée du 5 août 1983, la fiche concernant ce dernier est à l'évidence le résultat d'un repérage sur son domicile. Figurant au nom de la précédente occupante des lieux, elle est ac-

compagnée du commentaire suivant : « Cette dame est DcD [décédée]. Le logement a été repris par Benet et prêt au fils de Benoît-Lapierre Nicole qui se prénomme Eric. Il y vit en concubinage. Il effectue des études de médecine ».

Dans le même registre, les écoutes « Laon », nom de code de Bernard Jégat, informateur du capitaine Barril dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, ont entraîné le fichage aussi minuscule que bureaucratique du Moulin d'Andé (Eure), refuge connu du monde intellectuel parisien, du siège du quotidien Libération, de l'écrivain Pierre Péan, ou encore de l'avocate Christine Courrègé. La fiche de celle-ci est ainsi complétée : « Avocate faisant partie du cabinet d'avocats de Dumas [Roland Dumas, alors ministre], contactée par Laon mois non agréée. Son numéro personnel est le [...] ».

Quelques rares politiques figurent également dans ce « bottin noir », dont les noms ont été glanés au fil des conversations écoutes : l'UDF François d'Aubert, les RPR Charles Pasqua et Patrick Devedjian, l'écologiste Brice Lalonde... Telle fiche est établie au nom d'une jeune femme présentée comme la « maîtresse » d'un poli-

cier, avec la précision que ce dernier demeure au domicile de celle-ci. Telle autre enregistre les coordonnées d'une boutique parisiennne, en précisant que la « cambuse » d'une personne écoutée s'y « procure de la drogue ».

Intrusions dans la vie privée et curiosités malsaines semblent ici aller de soi. Tout comme l'impunité. C'est ainsi que la cellule de l'Elysée ne s'interdit pas d'enregistrer des fiches au nom de proches du président de la République. Le publicitaire Jacques Pilhan est donc mis en mémoire informatique, en relation avec l'écoute « Natre » (l'ex-avocat Pierre Novat), avec ce commentaire : « Pilhan est conseiller audiovisuel du Président ». Pis et se passant de commentaire, cette fiche au nom de Laurent Fabius, datée du 18 décembre 1985, alors qu'il est premier ministre, rapportée à l'écoute « Benet », accompagnée de la précision suivante : « Son épouse née Castro est juive gréco-turque née au Mexique, naturalisée française. Elle est en contact avec Benet et Bout [notre collaborateur Georges Marion, également écouté]. »

H. G.

Michel No...

Michel No...

Michel No...

Michel No...

Michel No...

Michel Noir choisit d'exposer sa vie familiale

Au quatrième jour de l'audience, le maire de Lyon n'a pas hésité à produire des lettres de sa fille pour contrer les attaques de son gendre, Pierre Botton

Michel Noir a repris l'offensive, vendredi 17 février, lors du quatrième jour de l'audience du procès Botton, son gendre. Face à celui qui affirme avoir financé l'« ascension politique » de l'ancien ministre du commerce

extérieur du gouvernement Chirac de la première cohabitation, le maire de Lyon a engagé la bataille des sentiments en faisant produire par son avocat des lettres de sa fille. Le maire de Lyon a de nouveau accusé Pierre

Botton d'avoir réclaté une commission sur les marchés publics de la ville. M. Noir a critiqué le juge Philippe Courvoise, protestant contre la « mauvaise foi » dont l'accuse le magistrat instructeur dans l'ordonnance de

renvoi. Pour sa part, M. Botton a assuré que son beau-père savait que les caisses de la société Vivien étaient ponctionnées. Il a également mis en cause Michel Charasse, ancien ministre du budget.

AFFAIRE SCHULLER : Les syndicats de magistrats ont appelé, vendredi 17 février, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, à réagir avec vigueur contre les propos de Patrick Balkany, député RPR des Hauts-de-Seine et maire de Levallois-Perret, qui avait estimé dans *Le Parisien* qu'entre M. Schuller et le juge Halphen « il n'y avait pas de lien de plus la prison » (*Le Monde* du 18 février). Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), lui demande de mettre fin « à ses manœuvres de déstabilisation de l'instruction judiciaire ». L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), estime que « le ministre doit réagir puisque les magistrats visés par ces propos excessifs sont tenus au silence ». L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), demande des poursuites « immédiates et exemplaires » contre M. Balkany. L'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), « demande solennellement au garde des sceaux d'intervenir ».

ABUS DE BIENS SOCIAUX : Jean-Yves Cozan, député (CDS) et vice-président du conseil général du Finistère comparaitra devant le tribunal correctionnel de Quimper, le 16 mars, pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux et abus de confiance » dans une affaire concernant la gestion de trois organismes dont il est le président : la Société d'aménagement du Finistère (SAF), le parc naturel régional d'Armorique et l'association culturelle de l'abbaye de Daoulas. Selon une enquête préliminaire de la PJ de Rennes, l'affaire porterait sur près d'un million de francs. (Corresp.)

URBA : Les avocats d'Henri Emmanuelli et d'André Laignel ont annoncé, vendredi 17 février, leur intention de se pourvoir en cassation à la suite de l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, renvoyant les deux anciens trésoriers du Parti socialiste en correctionnelle pour complicité de trafic d'influence dans l'affaire Urba Marseille.

JUSTICE : François Besse, l'ancien lieutenant de Jacques Mérieux, a été mis en examen, vendredi 17 février, à Angoulême, « pour association de malfaiteurs en vue d'un crime, contrefaçon de documents administratifs, détention d'armes et de munitions et détention de stupéfiants ». Il est notamment soupçonné d'avoir participé à deux attaques à main armée avec prise d'otages à Cognac (Charente), en janvier et avril 1994.

VATICAN : le pape a reçu le premier évêque anglican converti au catholicisme, vendredi 17 juin. Mgr Graham Leonard est l'ancien archevêque de Londres, redevenu simple prêtre de l'Eglise catholique. Environ deux cents prêtres anglicans ont ainsi demandé à devenir catholiques, après la décision historique du synode anglican, en 1992, d'admettre le sacerdoce féminin. Ils devraient être ordonnés prêtres à nouveau et leurs motivations examinées. La plupart sont mariés, alors que Rome n'admet le prêtre marié que dans l'Eglise catholique de rite oriental. Mais jamais aucun évêque catholique ne peut être marié. C'est pourquoi Graham Leonard a dû redevenir prêtre.

Philippe Broussard

Retrouvez tous les jours les pages « Société » du nouveau Monde Pour ne manquer aucun rendez-vous

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.
Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
Par MINTEL : sur 3615 LEMONDE

Pascale Krémer

LYON de notre envoyé spécial

Voilà, c'est fait : Lyon sait tout. La face cachée de ses tourments officiels, le privé dans l'ombre du public. Appelé à la barre, vendredi 17 février, Michel Noir a levé le voile de pudeur que la cité s'était efforcée de maintenir, des années durant. Depuis le début de l'audience, lundi 13 février,

PROCES

Pierre Botton avait mobilisé la scène, répétant comment il avait financé, via ses sociétés, l'« ascension politique » de son beau-père (*Le Monde* du 17 février). Il avait ciblé ses attaques, au risque de laisser un président de tribunal qui entendait, affirmait-il, « laisser de côté la dimension affective ». Vendredi, M. Botton n'a pas senti que le vent tournait. Il a d'abord tenu la vedette, assénant ses formules comme autant de slogans publicitaires. En maître d'illusion qu'il est resté, il s'est évertué à rendre coup pour coup, pour bien souligner qu'il avait de la mémoire et des dossiers. C'est ainsi que Michel Charasse, ancien ministre du budget, fut gravement mis en cause pour s'être jadis livré, selon M. Botton, à d'obscures manœuvres sur des contrôles fiscaux.

L'avocat de Michel Charasse, M. Gilles-Jean Portefol, a réagi vendredi à la mise en cause de l'ancien ministre socialiste en rappelant, dans un communiqué, que son client avait « reconnu avoir rencontré (...) d'un des trois reprises, Patrick Poivre d'Arvor pour le mettre en garde et lui signaler que « Botton parlait beaucoup et essayait de mouiller les personnalités qu'il connaissait... ». L'avocat rappelle que Pierre Botton a été condamné pour diffamation en mars 1994 pour avoir déclaré que le dossier fiscal de sa société, la SA Vivien, avait été transmis à la justice « pour des motifs politiques et pour être agréable à Bernard Tapie ».

Jusqu'à là, Michel Noir s'était tu. Ses avocats avaient lutté en son nom, en artillerie zélée, jouant des loix et du verbe, de la forme et du fond. En milieu d'après-midi, le maire de Lyon allait pourtant sortir de sa réserve et risquer une première riposte sur un terrain de connaissance : la politique. D'une voix tonique, bien plus déterminée que les jours précédents, il consentit quelques mérites professionnels à M. Botton : « Il s'était acquitté remarquablement de son travail de directeur de campagne lors des municipales de 1989... ». Il confia aussi qu'il avait été son « ami », et bien sûr, « un membre de la famille » pour lequel il avait

éprouvé une « sincère affection ». Mais il précisa aussi que cette fautive « ascension » ne devait rien, ou pas grand-chose, au « faiseur de maire » : « J'existais politiquement avant Pierre Botton ; ce n'est pas lui qui m'a présenté des journalistes, il ne faut pas inverser les rôles ».

L'audience, on le sentait bien, risquait de prendre une tournure. Le président Perrin, tout à son inventaire des entretours comptables, n'y pouvait rien. Pierre Botton commençait à faloter, le visage crispé, l'émotion aux yeux. Michel Noir, debout à sa droite, en était encore à la ruise en jambes, tel un boxeur d'expérience qui, après avoir lâché son rival s'essouffant, daignerait enfin livrer le combat. Il semblait juste attendre le moment propice pour engager la bataille des sentiments. Sans le vouloir, son gendre lui offrit l'occasion d'un assaut lorsqu'il revint sur son incarcération, au cours de l'hiver 1992-1993. « A aucun moment, il n'y eut un message de courage, d'amitié ou d'affection », regretta-t-il à propos de M. Noir.

En agitant le débat dans cette direction, M. Botton venait d'ouvrir à son adversaire la voie de la revanche. Celui-ci s'y engouffra presque avec soulagement. « Un soir, après les élections de 1989, Pierre m'a dit : « On est riches ! », il

avait une commission sur tous les marchés publics de la ville et 5 millions de francs par an en reconnaissance de son travail. Je lui virai de mon bureau. Le lundi suivant, il m'a téléphoné et m'a dit qu'il quitterait Anne-Vallée, ma fille, si je n'acceptais pas. J'ai répondu que c'était monstrueux... ».

« JE SUIS LA FILLE DE MON PÈRE »

La salle écoutait son maire. Le président se tassa sur son siège. La greffière contemplant les boîtes de cap, il virait au drame familial, au triste déballage des douleurs enfouies. Pierre Botton, théâtral, se retourna vers son beau-père. « Je n'ai jamais réclaté quoi que ce soit », lui lança-t-il en le foudroyant du regard. Mais M. Noir réitéra ses accusations, parlant d'un « chantage à la rupture » avec sa fille. Quand le président lui fit remarquer que cette dernière, interrogée lors de l'instruction, n'avait pas mentionné une éventuelle séparation, le maire de Lyon insista : « Sur l'honneur, c'est vrai, je l'affirme, je l'ai vu ». Et Pierre Botton de s'écrier : « Michel, si tu veux me regarder dans les yeux, tu vois que c'est faux ! Pendant mon incarcération, tu as laissé tomber ta fille ! ».

Le président Perrin eut beau tenter un rappel à l'ordre, l'engrenage vengeances-confidences était

pas incriminés, mais il argua de sa bonne foi. « J'avais avec Pierre des relations d'amitié ; c'était un homme chaleureux, extraordinairement serviable. Je ne savais pas que tout était facturé sur ses sociétés. Si j'avais eu un doute, j'aurais arrêté. Vous savez, j'ai vu des confères prestigieux de sa table... Je crois savoir ce qu'est la déontologie dans mon métier. Pierre ne demandait rien par rapport à TF1. La seule fois où il m'a fait, j'ai refusé. Jamais il n'y a eu de contrepartie à l'antenne... » Des propos confirmés par Michel Noir : « En aucune manière nous ne nous sentions liés d'une chaîne phibot d'une autre ».

Après un accrochage en début d'interrogatoire (M. Botton reprochant au journaliste de l'avoir quelque peu « lâché » au moment de son incarcération), tout est en fait rentré dans l'ordre à la barre. L'homme d'affaires a même paru gêné au moment de confirmer, à la demande du président, ce qu'il avait déclaré à l'instruction, à savoir que le présentateur « ne pouvait pas ignorer » l'origine des fonds dépensés. « Pierre était un ami, il reste un ami dans toutes les circonstances qu'il traverse », a tenu à préciser « PPDA ».

Le maire de Lyon expliqua aussi que c'est pour « calmer » son gendre et sauver le jeune couple qu'il avait finalement accepté de rédiger, sous la dictée de Pierre Botton, un document en date du 12 avril 1989. Cette « convention de remboursement », répertoriant les dépenses de M. Botton au profit de M. Noir (*Le Monde* du 14 février), fit d'ailleurs l'objet d'un long débat devant le tribunal, l'ancien ministre indiquant qu'elle n'avait aucune valeur, ce dont a toujours douté le magistrat instructeur.

M. Noir, qui avait préparé son affaire avec minutie, voulait visiblement que cette journée reste la sienne et elle le resta. Il put même s'en prendre au juge Courvoise, dans une charge finale : « Dans son ordonnance de renvoi, il estime que je suis de mauvaise foi. Je suis scandalisé. Mon honneur est en cause et j'ai le droit de réagir. » Une réaction si virulente qu'elle obligea le président Perrin à conclure cette ultime prestation par un rappel bienvenu : « Le tribunal jugera dans la sérénité ».

Ph. Br.

Patrick Poivre d'Arvor, prisonnier de son personnage

LYON de notre envoyé spécial

Une petite phrase, même banale, suffit parfois à relancer un procès. Ainsi, quand le président Jean-Pierre Pétit demanda simplement, courtois comme toujours, à Monsieur Poivre d'Arvor, « vous voulez venir ? », l'audience prit, vendredi 17 février, une tout autre dimension. Oubliés les débats de la veille, l'écheveau des sociétés de la nébuleuse Botton... Chacun, dans la salle, attendait ce moment avec une impatience de ténor. Pour lui, pour recel d'abus de biens sociaux, « PPDA » allait enfin passer de l'écran au tribunal, raconter comment il avait pu voyager et festoyer aux frais de son ami sans se soucier de l'origine de l'argent ainsi déboursé.

Le présentateur vedette de TF1 s'avança, debout face à ses juges, dos à la salle. Seules une dizaine de personnes, les magistrats et les dessinateurs de presse, pouvaient vraiment voir son visage. Les autres, journalistes, avocats et spectateurs, devaient se contenter de ses épaules, légèrement voûtées, et de sa voix, amplifiée par les haut-parleurs. Une voix si familière, cependant, qu'elle suffisait à tous pour deviner l'homme, son regard, ses réactions. « PPDA »

était bien là, prévenu de chair et d'os, prisonnier de son personnage. Devant lui, à hauteur de parole, se trouvait une haute grise surmontée d'un miroir, comme dans ces jeux télévisés où le candidat doit presser le bouton pour répondre à l'animateur. Dès qu'il appuyait sur ledit bouton, une petite lumière rouge s'allumait. Alors, en un réflexe d'homme d'image, il donnait l'impression de reprendre l'antenne. La salle ne pouvait s'empêcher de l'imaginer plein cadre, les yeux dans les yeux, comme à la maison. Elle faisait silence, aussi attentive qu'une régisse sous tension un soir d'Audimat record.

« SI J'AVAIS EU UN DOUTE, J'AURAIS ARRÊTÉ » En fait, il avait surtout une remarque à confier, qu'il glissa en début d'intervention, conscient de son effet. Elle concernait Michel Charasse, l'ancien ministre du budget, dont il souligna la constante volonté de « mouiller des gens ». « Il aimait faire savoir qu'il détenait sur son bureau des dossiers qui étaient de véritables bombes concernant les personnalités de l'audiovisuel... ».

Le reste, ses explications sur les largesses de Paul Botton, fut moins incisif. « PPDA », profil bas, reconnut presque tous les voyages et les re-

pas incriminés, mais il argua de sa bonne foi.

« J'avais avec Pierre des relations d'amitié ; c'était un homme chaleureux, extraordinairement serviable. Je ne savais pas que tout était facturé sur ses sociétés. Si j'avais eu un doute, j'aurais arrêté. Vous savez, j'ai vu des confères prestigieux de sa table... Je crois savoir ce qu'est la déontologie dans mon métier. Pierre ne demandait rien par rapport à TF1. La seule fois où il m'a fait, j'ai refusé. Jamais il n'y a eu de contrepartie à l'antenne... » Des propos confirmés par Michel Noir : « En aucune manière nous ne nous sentions liés d'une chaîne phibot d'une autre ».

Après un accrochage en début d'interrogatoire (M. Botton reprochant au journaliste de l'avoir quelque peu « lâché » au moment de son incarcération), tout est en fait rentré dans l'ordre à la barre. L'homme d'affaires a même paru gêné au moment de confirmer, à la demande du président, ce qu'il avait déclaré à l'instruction, à savoir que le présentateur « ne pouvait pas ignorer » l'origine des fonds dépensés. « Pierre était un ami, il reste un ami dans toutes les circonstances qu'il traverse », a tenu à préciser « PPDA ».

Le maire de Lyon expliqua aussi que c'est pour « calmer » son gendre et sauver le jeune couple qu'il avait finalement accepté de rédiger, sous la dictée de Pierre Botton, un document en date du 12 avril 1989. Cette « convention de remboursement », répertoriant les dépenses de M. Botton au profit de M. Noir (*Le Monde* du 14 février), fit d'ailleurs l'objet d'un long débat devant le tribunal, l'ancien ministre indiquant qu'elle n'avait aucune valeur, ce dont a toujours douté le magistrat instructeur.

M. Noir, qui avait préparé son affaire avec minutie, voulait visiblement que cette journée reste la sienne et elle le resta. Il put même s'en prendre au juge Courvoise, dans une charge finale : « Dans son ordonnance de renvoi, il estime que je suis de mauvaise foi. Je suis scandalisé. Mon honneur est en cause et j'ai le droit de réagir. » Une réaction si virulente qu'elle obligea le président Perrin à conclure cette ultime prestation par un rappel bienvenu : « Le tribunal jugera dans la sérénité ».

Les défenseurs des animaux de boucherie tentent de mobiliser l'opinion

LES FRANÇAIS prendront-ils à leur tour fait et cause pour le veau ? Le débat sur les conditions de transport et d'élevage des animaux de boucherie, qui agite l'Angleterre depuis plus d'un mois, semble gagner l'Hexagone : une première manifestation devait avoir lieu samedi 18 février à Cherbourg, trois jours après que Brigitte Bardot eut remis une pétition au ministre de l'Agriculture, Jean Pouch. Ce dernier a déclaré espérer un « débat conclusif » sur ce thème lors du conseil des ministres de l'Agriculture à Bruxelles, les 20 et 21 février.

« Tout cela ne sera qu'un feu de paille. Les Français ne sont pas preneurs, répond, tout de go, Jean-Claude Nouët, président de la Ligue française des droits de l'animal. Par rapport aux Anglo-Saxons, nous sommes très en retard... » Cela fait maintenant quinze ans que M. Nouët tente, presque infructueusement, de sensibiliser les Français aux conditions « scandaleuses » de l'élevage en batterie. « Un veau vit 105 jours dans un espace de 1,20 m sur 80 cm, où très rapidement il ne peut même plus se coucher. Nous le tolérons parce que seuls comptent le steak dans l'assiette et le prix. Le reste, on ne veut pas savoir. » Aux dires des grandes associations françaises de défense des animaux, le « reste » est considéré chez nous comme une fatalité, et fait encore figure de tabou.

« Nous préférons que l'on nous cache la réalité, estime Colette Méchin, ethnologue. Les abattoirs ont été rejoints hors des centres-villes, et le conditionnement de la viande est tel (absence des os, parcellisation...) que l'animal qu'il y a derrière disparaît... » « Quand on achète une côtelette, on a envie d'oublier qu'il y a derrière, c'était un petit agneau, pas très éloigné du chien que l'on caresse », résume d'ailleurs Florence Burgat, docteur en philosophie et auteur d'un ouvrage sur l'animal de consommation, à paraître dans la collection « Que sais-je ». Car si l'on accorde un intérêt certain au sort des chiens et des chats, le milliard d'animaux de consommation abattus en France chaque année, selon les chiffres de M. Burgat, n'émeut absolument pas. « Ces animaux ne sont considérés que comme de la viande sur pieds... ».

« VIANDES DE LA SOUFFRANCE »

Jacqueline Faucher, présidente de la SPA (Société protectrice des animaux), constate bien que courriers et appels téléphoniques affluent quand sont diffusées des images choquantes, « mais de là à y penser longtemps après, et surtout à refuser ces viandes de la souffrance, la marge est grande ! On se dit qu'au final, ces bêtes sont faites pour être tuées ». De façon générale, selon elle, le respect de l'animal est bien plus grand en Scandinavie. En Allemagne ou en Grande-Bretagne, où

les associations de défense font le plein. La SPA compte ainsi 40 000 membres, contre 90 000 pour la Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (RSPCA) anglaise, qui peut également se prévaloir d'un fichier de 500 000 sympathisants actifs.

Cette relative indifférence au sort de l'animal serait, aux dires des sociologues et des historiens, profondément ancrée dans la culture française. Terre de tradition chrétienne, qui affirme la primauté de l'homme sur les animaux (dans la Genèse, Dieu commande à Adam et Eve de « soumettre toute bête qui remue sur terre »), la France est également le pays de Descartes et de l'animal-machine. Du coup, le code civil français a rangé l'animal au chapitre des « biens meubles ».

Une réalité qui scandalise le professeur Nouët : « Il y a quelques années, un chef de gare a laissé quatre jours des chevaux sans eau ni nourriture sur une voie de garage. Beaucoup sont morts. Mais la SNCF n'était pas atterable, puisque c'était un wagon de « marchandises... » A cela s'ajoute que la France était, il y a peu, une nation de paysans qui, en croisant Colette Méchin, « entretenaient avec leurs animaux des relations très ambiguës. Ils les élevaient avec soin mais s'en débarrassaient sans vergogne dès qu'ils étaient bons à manger. D'un coup, l'animal était dépersonnalisé ».

C'est que l'alimentation, surtout carnée, n'est pas prise en France à la légère. « La viande rouge est toujours censée donner une santé équilibrée », poursuit M. Méchin. Les restaurants végétariens sont d'autant plus rares que la consommation de viande relève de la norme sociale. « Lorsqu'on la refuse, on fait un affront à la maîtresse de maison et l'on passe pour celui qui rejette le plaisir », ajoute Florence Burgat. Très carnivores, les Français engloutissent 50,1 kilos de viande par personne et par an, selon une étude récente de l'Institut londonien Euromonitor. Au sein des plus grands pays industrialisés, ils ne sont devancés que par les Américains (74,2 kilos) et les Italiens (61,7 kilos) et les Espagnols (55,2 kilos).

Aussi, les associations de défense des droits de l'animal envisagent-elles désormais de faire jouer la corde gastronomique et consumériste. Puisque les Français alimentent la viande, « expliquent-elles, les animaux maltraités donnent des viandes de mauvaise qualité, suggère M. Nouët. Des viandes qui n'ont plus de goût lorsque l'animal a été élevé en batterie, ou des viandes qui se liquéfient à la cuisson, quand la bête a connu un grand stress ». Bref, il s'agit, pour être entendu en France, de s'adresser davantage au ventre qu'au cœur.

Le tennis féminin refuse d'être parrainé par Tampax

Malgré ses difficultés financières, le circuit professionnel des joueuses ne veut pas porter les couleurs d'une marque de serviettes hygiéniques moyennant 10 millions de dollars et charge IMG de lui trouver un commanditaire

DEPUIS LA RUPTURE, en 1993, avec son ancien commanditaire, la firme agroalimentaire Kraft General Food, le circuit du tennis professionnel féminin (WTA Tour) ne fait pas mystère de son pressant besoin d'argent. Il s'est pourtant offert, jeudi 16 février, le luxe de refuser 10 millions de dollars et un partenariat de trois ans avec Tambrands, le fabricant américain des produits d'hygiène féminine Tampax.

La situation financière est pourtant préoccupante. Toute la saison 1994, Advantage International - qui gère les intérêts de joueurs et organise quelques tournois - s'est évertuée à la demande du WTA Tour à amadouer les sponsors. Mais le « silence » de Manica Seles, l'arrestation de Jennifer Capriati en possession de stupéfiants au la mauvaise forme de Steffi Graf décourageaient les meilleurs volontés. Au second semestre 1994, des discussions très avancées avec Coca-Cola ou Diageo ont tourné court. Jeudi, le dernier atout d'Advantage, Tambrands, a été jugé trop « marqué ». Tampax ferait figure de « repoussoir ».

« Nous cherchons plusieurs sponsors », explique Anne Person Worcester, directrice exécutive du WTA Tour depuis l'automne. Nombre de sociétés multinationales auraient pu devenir des partenaires fantastiques pour nous grâce à des

produits à distribution globale, mais seule l'image compte. Un sondage auprès des différents protagonistes de notre circuit a révélé qu'une association avec Tambrands, et ce que ça représente, risque de décourager d'autres sponsors potentiels au stade et, par là même, de décourager des chaînes de télévision de diffuser nos événements. Nous ne pouvons pas prendre le risque de perdre, contre 10 millions de dollars, les 35 millions de primes, au même la moitié, provenant des sponsors de nos tournois.

« Remercié », Advantage International regrettait amèrement jeudi, dans les colonnes du New York Times, la décision du WTA Tour. « Le tennis féminin avait l'occasion de faire preuve d'avant-gardisme », a déclaré Harlan Stone, vice-président exécutif d'Advantage, responsable de l'essentiel des négociations. Il choisit d'être un suiveur plutôt qu'un leader... Chez Tambrands, dans l'état de New York, on reste discret mais incrédule. « Il y a eu environ deux semaines de discussions passionnées », affirme Bruce Garten, porte-parole de la société. J'ignore les derniers chiffres avancés, mais il est dommage que rien ne se soit concrétisé. Nous avons, de par la nature de nos produits, une tradition d'engagement dans le sport féminin. Mais même si elle est prompt à évoquer la globalité de

son affaire - « 60 tournois dans 22 pays » - la directrice de la WTA n'adhère pas à la politique cosmopolite ni à la mission poursuivies par Tambrands.

L'ARRIVÉE D'IMG « Advantage est persuadé qu'en choisissant Tampax nous aurions frappé un grand coup, rétorque-t-elle. A chacun son opinion, mais comment déterminer la part d'objectivité lorsqu'une « commission » sanctionne la conclusion d'un contrat. De plus, le rôle du tennis féminin n'est pas d'aider le public à mieux accepter les produits d'hygiène féminine. Pour l'instant, assurons la promotion de notre sport et de nos joueuses dans le monde. » Pourtant, selon Harlan Stone, les représentants de Tambrands étaient disposés à rester discrets, n'engageant pas, contrairement aux rumeurs, que le circuit féminin soit rebaptisé « Tampax Tour ».

Une telle dénomination n'écarterait d'ailleurs pas les oreilles de la récente championne d'Australie, la Française Mary Pierce, qui vote tout de même une prudente confiance aux instances dirigeantes : « Personnellement, l'association avec Tampax ne m'aurait pas gênée du tout, mais il faut penser au public, aux jeunes spectateurs que ça aurait pu mettre mal à l'aise. »

Patrick Proisy, représentant d'IMG et directeur de l'Open Gaz

de France, renchérit : « Il y a des produits plus nobles, le mot Tampax est trop dur et presque trop vieux pour qu'il ne fasse pas fuir. J'en ai discuté avec la plupart des directeurs de tournois étrangers, qui pensaient la même chose. » Advantage sur la touche, Tampax écarté, c'est, curieusement, la firme de l'américain Mark McCormack, IMG - dont une faction pensait, lors des Internationaux des Etats-Unis 1994, régler la situation chaotique du tennis féminin en montant un circuit parallèle, - qui vole à la rescousse du WTA Tour.

On jure que les deux événements ne sont pas liés, mais c'est également jeudi que le groupe tentaculaire a été nommé « représentant exclusif du marketing et des droits de télévision du WTA Tour jusqu'en 1999 ». Une logique bien naturelle. « Supporters depuis plus de vingt ans du tennis féminin, nous avons décidé de leur apporter une bouffée d'oxygène grâce à des garanties financières », affirme Proisy. Nous ne cherchons pas à acheter les décisions de la WTA Tour. C'est un pari financier qui traduit notre confiance en l'avenir du tennis féminin. Avec IMG pour agent - un rôle déjà assumé auprès du circuit masculin il y a une dizaine d'années - les dames de la balle jaune se sentent momentanément à l'abri.

Patricia Jolly

« France 3 » s'incline face à « Team-New-Zeland »

France 3, barré par Marc Pajot, a subi une nouvelle défaite, vendredi 17 février, lors de la deuxième régate du troisième tour de la Coupe Louis-Vuitton, éliminatoire des challengers de la Coupe de l'America à la voile disputée à San-Diego. France 3, battu mercredi 15 février par Sydney 95, a été devancé vendredi de 1 min 39 sec par Team-New-Zeland, le bateau néo-zélandais, qui reste ainsi invaincu sur l'eau depuis le début de la compétition, ayant enregistré une seule défaite sur tapis vert, c'est-à-dire sur arbitrage après réclamation d'un concurrent. Après avoir franchi la ligne de départ avec trois secondes d'avance, les Néo-Zélandais menaient de deux petites longueurs sur les Français lors du premier croisement entre les deux bateaux. Dans les conditions typiques de San-Diego (beau temps, petite houle, vent stable de 8-10 nœuds), le bateau noir enroulait la première marque 35 secondes avant les Français et n'allait plus jamais être inquiété, remportant une victoire incontestable qui assoit un peu plus son rang de favori de la Coupe Louis-Vuitton.

DÉPÊCHES

■ **RUGBY** : Le comité directeur a repoussé les sanctions éventuelles contre Laurent Cabannes jusqu'à la fin du Tournoi. C'est finalement la Commission de la charte du haut niveau qui décidera du sort du troisième ligne du Racing et de l'équipe de France, ainsi que de celui de son coéquipier Laurent Bénézech. Les deux joueurs avaient vivement critiqué, dans *Le Journal du dimanche*, la nouvelle formule du championnat, qui rassemble quarante clubs répartis en quatre poules. Ils avaient mis en cause sa capacité à dégager une véritable élite du rugby français et avaient accusé les dirigeants de la fédération d'immobilisme.

■ **FOOTBALL** : le match Metz-Lyon sera rejoué, a décidé vendredi 17 février le conseil fédéral. La rencontre, comptant pour le championnat de France, avait été interrompue le dimanche 8 janvier en raison d'abondantes chutes de neige sur le terrain, alors que l'Olympique lyonnais menait 2-1. Dans un premier temps, Lyon avait eu match gagné. Contestant vivement la décision du conseil fédéral, Jean-Michel Aulas, le président de l'OL, a prévu de saisir, samedi 18 février, le Comité national olympique du sport français et le Conseil d'Etat.

■ **Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe de la Ligue de football a été effectué vendredi 17 février. Le Havre recevra le Paris Saint-Germain, et Montpellier ira à Bastia. Les rencontres, qui se disputeront sur un seul match, devraient avoir lieu le 7 mars, sous réserve de confirmation.**

■ **AUTOMOBILISME** : le sort de l'écurie Larrousse de formule 1 est toujours en suspens, a indiqué Gérard Larrousse, le patron de l'écurie française. Elle se trouve sous la menace d'un dépôt de bilan si elle ne peut pas rapidement réunir des partenaires financiers. Gérard Larrousse a affirmé être en contact avancé avec le Junior Team, qui avait un projet en F1 pour la saison 1996. D'autre part, le tribunal de commerce chargé d'examiner la situation de l'écurie française n'a pas encore rendu son jugement.

CARNET

DISPARITION

Nigel Finch

Du petit au grand écran

LE RÉALISATEUR BRITANNIQUE Nigel Finch est mort à Londres, mardi 14 février, à l'âge de quarante-cinq ans. Né le 1^{er} août 1949 à Tenterden, dans le Kent, fils unique de Graham et Tibby Finch, il achevait la mise en scène, pour le cinéma, de son film le plus ambitieux, consacré à la révolte des homosexuels à New York en 1969.

Nigel Finch se fit connaître du grand public par ses courts métrages, diffusés, de 1977 à 1978, sur la deuxième chaîne de la BBC dans le cadre de la série « Are-

na ». Il poursuivit sa carrière à la télévision avec *My Way*, un documentaire, réalisé en 1979, qui reposait sur la chanson interprétée par Frank Sinatra. Cette plongée dans la culture populaire se vit augmentée, en 1982, d'un second volet, *The Private Life of a Ford Cortina*, la voiture la plus prisée des Anglais.

En 1993, son téléfilm *The Lost Language of Cranes*, traduit en français sous le titre *La Parole retrouvée*, obtint une nomination de la British Academy of Film and Television Awards

(BAFTA). De même, Nigel Finch fut lauréat du prix Italia 1993 pour *The Vampy*, un opéra tourné à la manière d'un *soap-opera*, ces séries télévisées produites à l'origine par des marques de lessive à l'intention des femmes au foyer.

G. D.

AGENDA OFFICIEL

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Lundi 20 février :
- 17 heures : entretien avec Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne.
Mardi 21 février :
- Entretien suivi d'un déjeuner avec Martti Ahtisaari, président de la Finlande.

NOMINATION

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Maurice Llévrement, directeur adjoint de l'Ecole nationale supérieure de Cachan, a été nommé administrateur provisoire de la nouvelle université de Bretagne-Sud, regroupant les pôles de Lorient et de Vannes, créée par décret du 7 février 1995 publié au *Journal officiel* du 9 février.

(Né le 21 juillet 1941 à Lyon, Maurice Llévrement, agrégé de physiologie-biologie et docteur d'Etat, a obtenu sa licence d'enseignement technique (ENSET), dont il fut élève. Il a dirigé le département biologie-général et le laboratoire de recherche de biologie appliquée de l'Ecole nationale supérieure de Cachan, dont il a été nommé directeur adjoint en 1988. Il a participé à l'ouverture, depuis la rentrée 1994, d'une antenne de l'ENS à Rennes.)

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 17 février sont publiés :

● **Droit de timbre** : un avis du Conseil d'Etat stipulant que, lorsqu'un préfet de département ou de région déstabilise, devant un tribunal administratif, l'acte d'une collectivité locale, dans le cadre du contrôle de légalité, il doit acquiescer, un droit de timbre de 100 francs.

● **Primes** : un arrêté fixant le taux des indemnités susceptibles d'être accordées aux agents des services déconcentrés du Trésor chargés de l'exercice des poursuites : 18,30 francs par procès-verbal d'immobilisation d'un véhicule à moteur, 29,60 francs par procès-verbal d'inventaire des biens saisis avant une vente ou par procès-verbal de saisie, 97,56 francs par procès-verbal de vente, 103,05 francs

par vente le dimanche et les jours fériés hors d'un centre où il existe un commissaire-priseur.

● **Comédiens** : un arrêté portant, « création d'un traitement automatisé d'informations nominatives », dans le but de réaliser une enquête nationale sur les comédiens. L'enquête portera sur mille artistes dramatiques sélectionnés à partir d'un fichier de la caisse des congés spectacles.

● **Droits de plaidoirie** : un décret « relatif aux droits de plaidoirie et à la contribution équivalente ». Un droit de plaidoirie, dû à l'avocat, est exigible devant les juridictions administratives de droit commun et les juridictions de l'ordre judiciaire. L'Etat acquitte ce droit lorsque le client bénéficie de l'aide juridictionnelle. L'avocat verse les droits à son ordre, qui les reverse à la Caisse nationale des barreaux français.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Alain QUIOT, Diane LOEB-QUIOT, Et leurs familles respectives, annoncent avec joie la naissance de

Jonathan

le 16 janvier 1995.

16 bis, rue des Plantes, 75014 Paris.

Corinne et Jean-Pierre sont heureux d'annoncer la naissance de

Guillaume

DE LA ROCQUE DE SEVERAC

à Paris, le 8 février 1995.

Corinne Tizier, Jean-Pierre de La Roque, 13, rue des Petites-Bourges, 75010 Paris.

Anniversaires de naissance

20 février, Tu ne parais vraiment pas ton âge. Joyeux anniversaire.

Maman,

et gros baisers.

Coux de Toulouse, Grenoble, rue Clauzel.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

15, rue Polignac, 75001 Paris 18

Renseignements : 40-86-29-94 ou 40-86-29-96

Télécopieur : 45-88-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 106 F
Abonnés et actionnaires 86 F
Communications diverses 110 F
Thèmes d'actualité 86 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Décès

M. et M^{me} André Lonchamp, ses parents, M. Frédéric Langlois, son fils, M. et M^{me} Philippe Lonchamp, son frère et sa belle-sœur, Cécile, Antoine, Baptiste, ses nièces, neveu et petite-nièce, Les familles associées, ses amis, ont le douleur de faire part du décès, le 16 février 1995, de

M^{me} Marie-France LANGLOIS.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 février 1995, à 10 heures, au monument crématoire du cimetière parisien du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Lagarde, 75005 Paris.

9, rue des Ursulines, 75005 Paris.

Les amis de

Damian BAYON, critique d'art, professeur, écrivain,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 13 février 1995.

L'inhumation aura lieu le mardi 21 février, à 10 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

M. et M^{me} Pierre LENOËL, son épouse,

M. et M^{me} René Mercuri et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre LENOËL et leurs enfants,

M. et M^{me} Gérard de Crovetier d'Harbache,

M. et M^{me} Patrick LENOËL et leurs enfants,

M^{me} Germaine LENOËL, M^{me} veuve Alexandre Morio, M. et M^{me} René Neveux et leurs enfants,

Ses sœurs, son beau-frère,

Ses neveux,

M. et M^{me} René Daiché,

MM. les abbés Paul et Georges Yell,

Et la famille Lechanoine,

sont cousins,

M^{me} Lucienne Mammier, sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LENOËL,

administrateur civil honoraire, chevalier de la Légion d'honneur.

le 16 février 1995, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Nicolas de Capbreton (Landes).

Une messe sera célébrée à Paris, à son intention, le jeudi 9 mars 1995 à 19 heures, à Notre-Dame-de-l'Assomption, 90, rue de l'Assomption, 75016 Paris, par l'abbé Yell, son cousin.

M^{me} Louis-Engène Mangin,

son épouse,

M. et M^{me} Charles-Henri Mangin, M. et M^{me} Emmanuel Mangin,

M. et M^{me} Jérôme Mangin, ses enfants,

Charlotte, Louis-David, Maxence, Charles-Etienne, Edouard, Stanislas, Virginie, Louis-Ladislav, Etienne, Charles-Edwin,

ses petits-enfants,

M^{me} le général Diego Broset,

M^{me} Jacques Lecompte-Boinet, M^{me} Jean-Noël Suran,

le général et M^{me} Claude Mangin, ses frères, sœurs et belle-sœur,

Sont la douleur de faire part du décès de

Louis-Engène MANGIN,

colonel (e.r.), commandeur de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

survenu le 16 février 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 18 février, à 14 h 30, en l'église de Saint-Marc-sur-Seine (Côte-d'Or).

Une messe sera dite en l'église Saint-Louis des Invalides, ultérieurement.

- Sa famille et ses amis ont le regret d'annoncer le décès de.

Suzanne SCHRYNEMAEKERS,

survenue le 8 février 1995, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 21 février, à 15 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Dominique Rosebery,

ses enfants,

David et Olivia, ses petits-enfants,

M^{me} Cécile Tzipin, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Hélène ROSEBERY,

survenue le 15 février 1995

en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 21 février 1995, à 9 heures, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Honoré, à Paris-1^{re}.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Orgues (Yvelines).

30, rue de Montpensier, 75001 Paris.

Anniversaires

- In memoriam,

Jacques CHOUILLET,

décédé le 19 février 1990.

M. et M^{me} Raymond COLLOBET,

ingénieur en chef des Ponts et chaussées,

ont la douleur de faire part du décès de

Raymond COLLOBET,

survenu le 15 février 1995

en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 21 février 1995, à 9 heures, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Honoré, à Paris-1^{re}.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Orgues (Yvelines).

30, rue de Montpensier, 75001 Paris.

Anniversaires

- In memoriam,

Jacques CHOUILLET,

décédé le 19 février 1990.

- Il y a neuf ans, le 20 février 1986, disparaissait

Raymond COLLOBET,

ingénieur en chef des Ponts et chaussées.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, tiennent une pensée et une prière pour lui.

- Le 20 février 1992, à Aix-en-Provence,

Jean DUFOUR

décédait brusquement, après des mois de lue.

A chaque instant, nous éprouvons plus profondément sa perte.

Sa famille, ses amis et ses élèves.

- Le samedi 9 février 1983,

Claire MONOD

nous quittait.

Toute sa famille la rappelle à ceux qui l'ont connue et aimée.

Isabelle Bouillot : un portrait de la directrice du budget surnommée l'« Harpagon de Bercy ».

Lundi dans les pages « Horizons »

Le Monde

Les Français et l'élection présidentielle

Un dialogue entre Pascal Perrineau et Emmanuel Todd

DANS UNE NOTE de la fondation Saint-Simon (novembre 1994), puis dans un article du *Débat* (janvier-février 1995), Emmanuel Todd (à droite sur le dessin), chercheur à l'INED, dont les travaux, notamment le dernier, *Le Destin des immigrés* (Seuil, 1994), tiennent les structures familiales pour le principal facteur explicatif de la réalité socio-politique, analyse les choix électoraux des Français en donnant la priorité au critère de classe. Pascal Perrineau, directeur du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof) et responsable d'un récent ouvrage collectif, *L'Engagement politique, déclin ou mutation ?* (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994), conteste cette analyse.

« Emmanuel Todd, vous affirmez que la structuration majeure de la société française aujourd'hui est celle qui oppose les classes moyennes aux classes populaires et que ce clivage se retrouve dans les choix électoraux des Français. Cette analyse ne remet-elle pas en question les théories sur le développement d'un vaste groupe central (« deux Français sur trois », écrivait M. Giscard d'Estaing) dont ne se distinguaient qu'une petite élite, d'un côté, et une minorité d'exclus, de l'autre ?

Emmanuel Todd. — J'ai moi-même contribué à nourrir le mythe des classes moyennes en évoquant, dans mon livre *La Nouvelle France*, en 1984, la fin du prolétariat, la montée du tertiaire et le développement d'un groupe central. J'ai montré comment cette évolution sociale entraînait l'apparition de passions idéologiques et comment elle pouvait expliquer, en particulier, la percée du Front national, qui était alors la principale force contestataire. Mais je me suis rendu compte ensuite que ce modèle ne permettait pas de rendre compte des mouvements ultérieurs du corps électoral, tels que la poussée de l'abstention-



d'une manière un peu schématisée le modèle élaboré par les tenants d'un grand groupe central. Ce que disent les partisans de cette thèse, c'est que, dans les années d'après-guerre, resurgit une forte bipolarité sociale autour d'une bourgeoisie indépendante et d'un prolétariat de petits salariés et que cette bipolarité a été perturbée dans les années 60 et 70 par la poussée démographique des couches moyennes salariées et la « centralisation » de la structure sociale, sensible dans la relative homogénéisation des modes de vie et

Pascal Perrineau. — Par le fait que sont à l'œuvre, dans ce groupe central, des forces d'individualisation extrêmement puissantes qui se manifestent, sur le plan politique, par ce qu'on a appelé la volatilité du comportement électoral. Les citoyens font de moins en moins allégeance à des groupes de référence, qu'ils soient sociaux, idéologiques ou territoriaux. Ils se comportent de plus en plus comme des consommateurs sur un marché. C'est ce qui explique des coups d'accordéon électoraux. Alors que, de 1958 à 1981, il n'y avait pas eu de changement de majorité, il s'en est produit quatre de 1981 à 1993. Comment rendre compte de ces changements si ce n'est par l'apparition d'un nouveau type d'électeur, représenté dans le groupe central, et dont le comportement est symptomatique des processus sociaux et culturels qui travaillent ce groupe ?

Emmanuel Todd. — Vous avez souligné que l'effondrement du PS s'était produit dans toutes les catégories sociales. Sans doute, mais d'une façon inégale. C'est dans les classes populaires qu'il a subi les plus lourdes pertes. A mon avis, les flottes majeures ont eu lieu dans le monde ouvrier. C'est là que se sont produits les basculements les plus significatifs, de sorte que l'instabilité du système me semble liée, principalement, aux mouvements qui ont secoué les classes populaires et les ont conduites à quitter le PC pour le PS, puis à s'éloigner du PS pour aller vers Bernard Tapie ou ailleurs. Certes il n'y a plus de conscience collective dans la classe ouvrière, mais il y a quelque chose qui maintient son unité, c'est le stress social, parce qu'elle subit en première ligne le choc de l'internationalisation de l'économie et des modifications de l'appareil productif. Même si le monde ouvrier n'a plus de conscience commune, il vit toujours une souffrance commune. C'est ce qui permet sans doute d'expliquer la violence des embardées du corps électoral.

Pour vous, cette communauté de destin, le vote sur le traité de Maastricht lui a donné en quelque sorte son expression politique.

Emmanuel Todd. — Il suffit de constater que deux tiers des classes populaires ont voté « non » à Maastricht, alors que deux tiers des classes moyennes se sont prononcés pour le « oui ». Il est vrai qu'une variable anthropologique, qui oppose, selon mes analyses, le tempérament égalitaire de la zone centrale, de tradition laïque, au tempérament inégalitaire de la périphérie anciennement catholique, brouille partiellement le schéma. Le tempérament égalitaire central refuse

un trainé voulu par les élites, tandis que la périphérie l'accepte, au nom du principe de la supériorité des élites. Dans un cas, l'opposition entre classes populaires et classes moyennes s'exprime avec force ; dans l'autre, elle est masquée par une tendance à l'unionisme.

Pascal Perrineau. — Je crois pour ma part qu'il faut revisiter Maastricht. La thèse d'une opposition entre deux France, la France d'en haut contre la France d'en bas, me semble contestable. Toute une série de clivages se sont exprimés à

un atermis de la vieille opposition droite-gauche maculée, elle, dans une logique sociale.

Emmanuel Todd. — Je ne conteste pas l'existence d'une variable culturelle, je lui donne même une base anthropologique. Ne me faites pas apparaître comme un paléontologiste !

Pascal Perrineau. — Sans doute, mais vous considérez le clivage social comme fondateur, tout en soulignant qu'il peut mieux s'exprimer dans la France égalitaire du centre que dans la France catholique de la périphérie.

Pascal Perrineau : « Le profil d'Edouard Balladur peut être en phase avec l'attentisme sceptique qui irrigue l'ensemble des milieux, des couches moyennes aux classes populaires »

cette occasion, dont l'un relève sans doute d'une logique sociale lourde, et encore, moins lourde qu'on a bien voulu le dire, puisque tout de même 40 % à 45 % des couches populaires ont voté « oui ». Selon moi, la logique culturelle est plus importante que la logique sociale pour comprendre la fracture de Maastricht. C'est tout un système d'attitudes — par rapport à l'Autre — qui est à l'origine de la coupe entre le « oui » et le « non ». Sinon, comment expliquer qu'en Bretagne, dans l'Est ou au sud du Massif Central, les paysans ou les ouvriers, qui ont voté « non » sur le plan national, se soient prononcés pour le « oui » ? La variable culturelle — l'influence du catholicisme, lui-même de plus en plus pluraliste et porteur de valeurs d'universalisme, la tradition d'ouverture sur l'Europe — a presque annulé la variable sociale. Au fond, après avoir expliqué, pendant des décennies, les choix électoraux par des critères de morphologie sociale (répartition des catégories socioprofessionnelles, degré d'urbanisation, etc.), on s'est aperçu que cette explication « sociologique » rencontrait ses limites et qu'il fallait tenir compte aussi des valeurs culturelles, qui ont leur propre autonomie par rapport aux bases sociales.

Anjourd'hui, l'attentisme sceptique qui irrigue l'ensemble des milieux, des couches moyennes aux classes populaires, sa popularité présente deux versants. Le premier est celui qu'offre son image d'homme aux vertus bourgeoises, de « bon père de famille », au sens du code civil. Il est symptomatique d'une nouvelle conception de l'action politique, qui inaugure l'ère de la politique modeste. Cette modeste — je ne dis pas de l'homme, mais de sa gestion des problèmes — me paraît correspondre aux attentes de nombreux secteurs de l'opinion en France.

Emmanuel Todd. — Pour moi, il n'y a pas politique modeste, mais inaction politique et gestion abusive de l'économie. Le débat politique en France est en partie verrouillé, du fait des classes moyennes qui, par la voix de leurs intellectuels, imposent la domination d'une pensée unique dans le domaine de l'économie.

centraux et centristes dont bénéficiait son candidat éventuel. Pourquoi, sinon parce que le premier pôle de popularité de Jacques Delors était le pôle européen, qu'il incarnait ces forces centrales et centristes. Ce n'est qu'ensuite, sous l'effet de la bipolarisation, que le « peuple de gauche » est venu vers lui. Pour Lionel Jospin, tout reste à faire. Il lui faut renouer avec l'électorat populaire de gauche, mais aussi retrouver la capacité d'élendre son électorat vers le groupe central, comme Jacques Delors.

Emmanuel Todd. — La question de l'élection présidentielle est celle de l'électorat populaire. Je pense que son retour vers le PS est très problématique, tant la dérive a été forte. Il me paraît exclu que cet électorat se tourne vers Edouard Balladur, dont l'image bourgeoise est pour lui un repoussoir. C'est même, à mon avis, la principale faille de sa stratégie. A la manière de François Mitterrand en 1988, il se présente comme l'homme qui ne bouclera pas trop la société française, il entend ménager les classes moyennes. Mais la transposition me semble hasardeuse. Il est vrai que François Mitterrand a bénéficié en partie d'un vote conservateur en 1988, mais il serait absurde de prétendre qu'il a été élu par les couches centrales. Il a été élu grâce à un formidable vote ouvrier.

Le cœur de cet électorat flottant, c'est le vote Tapie. Bernard Tapie est perçu comme un paria du système, mais c'est pour cette raison même que beaucoup d'électeurs se tournent vers lui. Son succès est une mesure de la révolte. Je me demande si la « victimisation » de Jacques Chirac par le système, sa transformation en Christ souffrant de la société française ne vont pas produire le même effet en sa faveur. Des deux électeurs, qui se sont constitués en marge du système, l'un, celui de la gauche, est apaisé, mais l'autre, celui de Tapie, est beaucoup plus féroce. Là est l'enjeu. Un sondage BVA de juillet 1994 montre que Jacques Chirac l'emporte largement sur Edouard Balladur et Jacques Delors dans les intentions de vote des ouvriers, mais qu'il est distancé dans les catégories supérieures. Il bénéficie d'une image plus populaire. Je considère qu'en termes de sociologie électorale il est virtuellement de gauche. Tout le RPR est centré vers la gauche, par le retour à gauche de l'idée de nation : celle-ci devient la dernière protectrice des humbles.

Pascal Perrineau. — Le déboîché Chirac aux désarrois populaires, je n'y crois pas. Même « victimisme », Jacques Chirac reste enraciné dans un « peuple de droite » aux composantes socio-démographiques classiques. Je pense que l'opinion publique est inquiète, en particulier dans les milieux populaires. Cette inquiétude peut finir par les traces pour le moment. Elle peut aussi l'inciter à la prudence et la conduire à choisir le candidat qui promet qu'il n'y aura pas de « fractures ». De ce point de vue, le profil d'Edouard Balladur peut être en phase avec l'attentisme sceptique qui irrigue l'ensemble des milieux, des couches moyennes aux classes populaires. Sa popularité présente deux versants. Le premier est celui qu'offre son image d'homme aux vertus bourgeoises, de « bon père de famille », au sens du code civil. Il est symptomatique d'une nouvelle conception de l'action politique, qui inaugure l'ère de la politique modeste. Cette modeste — je ne dis pas de l'homme, mais de sa gestion des problèmes — me paraît correspondre aux attentes de nombreux secteurs de l'opinion en France.

Emmanuel Todd. — Pour moi, il n'y a pas politique modeste, mais inaction politique et gestion abusive de l'économie. Le débat politique en France est en partie verrouillé, du fait des classes moyennes qui, par la voix de leurs intellectuels, imposent la domination d'une pensée unique dans le domaine de l'économie.

Propos recueillis par Thomas Perrenet

Travailleurs, rentiers
et démocratie.

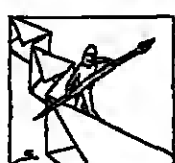
Lundi dans les pages « Horizons »

Le Monde

JAVICO 150

Flagrant dessein

AUTANT L'AVOUEUR, l'avis du médiateur sera, dans ce numéro, encore plus partial que d'habitude. Ayant pour le dessin une inclination ancienne, la part qui est faite à celui-ci dans la nouvelle présentation du journal le comble. Cette satisfaction est largement partagée, heureusement, mais point par certains lecteurs qui nous le font savoir, au coup par coup. En fait, c'est moins le dessin en général, qui est honni, que telle ou telle de ses surprenantes apparitions dans nos pages. L'illustration de l'enquête « La mafia russe saute sur Paris » (*Le Monde* du 11 février), due à Di Marco, par exemple, a provoqué quelques protestations, comme on le verra ci-dessous. Bonne occasion de s'expliquer sur nos choix dans ce domaine.



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Le propre d'un bon dessin est de provoquer une réaction immédiate et forte, au risque de choquer. *Le Monde*, comme tous les journaux, en sait quelque chose : il a été tenu d'en débattre avec ses lecteurs, dans des correspondances privées ou à cette place, en maintes circonstances, grâce à l'obligance de Plantu, notamment. Il faut donc rappeler que, par rapport au texte, le dessin incarne une autre façon de réagir à l'actualité et, éventuellement, une autre façon de la commenter : plus synthétique, plus virulente ou plus tendre, plus allu-

sive et, surtout, plus ouverte à l'imagination. L'excès est son arme et l'outrance son droit. *Le Monde* a entretenu avec le dessin une relation, longtemps tendue mais toujours complice, qu'il n'a pas aussi bien nouée avec la photographie.

L'interrogation sur cette affinité de fait s'est reposée lors des travaux préparatoires de la nouvelle formule : elle a été tranchée en faveur de l'illustration dessinée, avec la volonté d'en renforcer la présence dans les pages du journal. Qu'on n'y voie surtout pas un quelconque désintérêt à l'égard de la photographie, que *Le Monde* honore comme un art à part entière dans ses chroniques spécialisées. Ce journal estime, simplement, que son support imprimé sert mieux le dessin, que celui-ci complète et relance mieux les textes et, qu'enfin la photo est utilisée avec beaucoup plus de maestria par les organes de presse qui en ont fait leur point fort.

Ces constats ont débouché sur des infichissements, ou des innovations, parmi les plus visibles de la nouvelle formule. Plantu reste à son poste, en première ligne, mais les autres dessinateurs du journal, Pancho, Fassin, Serguel, sont davantage sollicités pour la couverture de l'actualité. Dans la séquence « Horizons », un espace de liberté éditoriale est offert à des artistes de renommée internationale, tels André François, Ronald Searle, Topor, Martial Leifer, Altan, pour ne citer que quelques-uns de ceux que nous avons déjà publiés ; d'autres signatures du même calibre apporte-

root bientôt, à notre demande, leurs productions inédites. Toujours dans cette séquence, l'enquête quotidienne est illustrée par des auteurs réputés dans ce domaine. Di Marco n'est pas le moindre d'entre eux. Les lecteurs qui nous renvoient, à son sujet, à des dessins de faits divers n'ont pas tort : c'est exactement ce que nous voulons faire, au second degré, ou, si l'on préfère avec un clin d'œil, afin de renouer avec l'une des grandes traditions de la presse. A nos yeux, on défend encore l'écrit en l'agrément d'une forme d'expression qui reste dans l'imaginaire, par rapport à l'apparent réalisme des images dont on nous aveugle.

Nous développerons aussi l'illustration dessinée des reportages, comme cela s'est déjà fait avec Cagnat. Nos lecteurs auront noté, enfin, qu'un dessin marque souvent l'ouverture des pages culturelles et que « Trait libre » offre toujours, dans le courrier des lecteurs du numéro de fin de semaine, un espace ouvert à ceux qui s'expriment sous cette forme.

La mise en œuvre de ce parti pris graphique est orchestrée par Dominique Roynet, qui n'est pas désignée ici comme coupable de nos errements mais comme responsable du dessin de presse, genre très prisé aux États-Unis, en Grande-Bretagne, dans les pays nordiques, en Suisse, notamment, et que *Le Monde* reprend à son compte. Sans complexe, si ce n'est sans surprendre.

André Laurens

AU COURRIER DU MONDE

LE STANDARD DE QUALITÉ

Je lis *Le Monde* depuis toujours et en apprécie le professionnalisme et la qualité. Aussi, voir en page 13 de l'édition du 11 février un dessin digne :

— de la couverture d'un roman Harlequin,
— d'une illustration d'un journal anglais genre *Mirror*,
— d'une bande dessinée de bas de gamme,

— d'un dessin de dégu.
Si vous pensez maintenant avoir besoin de ce genre d'illustrations pour attirer l'œil du lecteur, allez-y carrément avec :

— une fille nue en page 3 (avec de gros logos, bien sûr),
— des photos au télescopique de stars, si possible dénudées ;
— des photos de victimes de catastrophes bien sanglantes.

De grâce, reprenez-vous et restez fidèles à votre standard de qualité !

Paul Laure
Châtelluguyon, Fuy-de-Dôme

LA CULTURE DU « MONDE »

Pour beaucoup de vos lecteurs, il y a un attachement très fort au *Monde*. C'est moi aussi. J'en ai besoin tous les jours, et lorsque je ne suis pas en France, pendant les vacances, je me le fais mettre de côté. Tout changement qui va perturber les habitudes est donc attendu avec circonspection, sinon méfiance.

J'ai été assez réticent au nouveau graphisme, à la division de la première page en trois parties superposées, à la présentation de certains articles sur deux colonnes (souvent page 6 ou 8), aux résumés d'articles qui maintenant constituent la plus grande partie de la première page et me semblent superflus, mais finalement tout cela m'est passé par la tête. Il y a surtout beaucoup plus d'informations, et c'est ce que j'apprécie, même si le « carnet » du président de la république et du premier ministre me semble un rappel désuet du *Moniteur* du siècle dernier.

J'ai deux regrets, la disparition des cahiers « Arts et spectacles » et « Temps libre », que ne remplacent pas les articles publiés de temps à autre sur ces thèmes. Et dans le numéro du 11 février, j'ai eu une vraie surprise : le dessin qui accompagne votre enquête, en page 13, sur la mafia russe. Ce dessin, avec les attitudes caricaturales de ses personnages, les yeux exorbités, me rappelle d'une manière étonnante les magazines à sensation d'il y a une ou deux décennies d'années, notamment *Kadar* et *Défective*.

Le Monde est donc le dernier journal où j'aurais imaginé trouver ce style de dessin. J'espère que ce ne sera qu'un exercice de style sans suite et que *Le Monde* retrouvera sa culture.

Jean Brunet
Colombes, Hauts-de-Seine

MAUVAIS POLAR

Réaction après quelques semaines de lecture du nouveau *Monde* : l'impression de lire un journal beaucoup plus riche et plus

varié. Bravo ! Petite ombre au tableau, ce refus des photos. Pour quel ne pas mettre trois ou quatre très belles photos par jour ? Votre âme tient-elle à cela ? Cela vaudrait mieux que ces dessins ringardisés que vous nous infligez. Par exemple, celui du 11 février, censé illustrer l'article « La mafia russe saute sur Paris ». On dirait l'illustration d'un très mauvais polar des années 50.

Marc Antoine Paris

LE DOCTEUR GARRETTA

L'éventuelle libération du docteur Garretta après deux années d'emprisonnement provoque des réactions scandalisées de la part des victimes du sang contaminé. Ce médecin, comme certains de ses collègues, comme quelques responsables politiques, est responsable d'un énorme scandale médico-financier.

Des décisions collectives ont causé la mort de nombreuses personnes. Le fait est là. Il n'y a pas à y revenir. Le docteur Garretta était coupable au même titre que de nombreux acteurs du drame. Il a été jugé, condamné et a purgé sa peine dans les règles du droit. Faut-il continuer à l'incriminer, à le poursuivre, sous prétexte que sa peine est minime comparée à la douleur permanente des victimes ? Celles-ci sont passées par pertes et profits. Pardon général puisqu'on ne peut faire autrement.

La vengeance est moins positive que le pardon, le pardon dans la claire conscience que des erreurs ont été commises et que tout est entrepris pour qu'elles ne se renouvellent pas. Les victimes du

sang contaminé feraient bien d'employer leur passion vengeresse au service de la transparence du domaine médical, de la santé publique, de l'industrie pharmaceutique, de la publicité basement commerciale, de tout ce qui dans notre société freine les initiatives de la base, entretient le pouvoir de l'argent ou la manipulation des esprits.

Jacques Vecker
Cendras, Gard

LE RESPECT DE LA « VOX POPULI »

L'éditorial du *Monde* intitulé « La justice et la vengeance », sur le maintien du docteur Garretta en prison (*Le Monde* du 9 février) se montre l'un des plus sévères envers les juges au point d'estimer que leur décision ouvre une brèche dans l'État de droit.

Cette opinion est entachée d'excès, car il me semble surtout assez démocratique que la justice, comme toute autre institution — dont la presse — témoigne d'une écoute attentive de la *vox populi* et la respecte ce que qu'elle peut contenir de simple bon sens (...). Affirmer, comme le fait votre éditorialiste, que la notion de délit ou de crime de caractère exceptionnel ne saurait valablement être prise en considération équivaudrait, du même coup, à nier la nécessité de toute gradation dans la gravité des peines prononcées.

Je suis convaincu qu'une large majorité de nos concitoyens se dégageait pour estimer que la modique peine de quatre ans de prison infligée au docteur Garretta est due essentiellement au talent de ses avocats.

Dès lors, quelle soit, à tout le

moins, purgée dans son intégralité ne saurait énuoyer que des âmes trop tendres, trop faibles et, au bout du compte, peu soucieuses de justice.

Mario Fabre
Le Mesnil-Saint-Denis,
Yvelines

J'AI VINGT-DEUX ANS EN CORSE

S'il n'y pas de « peuple corse », pourquoi n'y a-t-il pas une justice française égale pour l'ensemble du territoire français ?

Mérites, menaces de mort, plastiquages, racketts en tout genre... Que faut-il aux ministres conjoints de l'Intérieur et de la Justice pour réagir ? J'ai vingt-deux ans, j'étais plein d'espoir et je me sentais suffisamment fort pour m'attaquer à cette « *dérive mafieuse* » prenant pour alibi un pseudo « *particularisme corse* ». J'étais naïve je m'en rends bien compte. Mais ce n'est pas autorisé-t-il l'état à rester en léthargie ? Le fait que ma génération ait perdu ses illusions, est-ce là la légitimation d'une démission de la puissance publique ?

Alors pourquoi ce coup de gueule maintenant, pourquoi cette lettre ? Ma révolte vient du fait qu'un nouveau meurtre a été commis en Corse et qu'un plastiquage vient de toucher un homme qui n'est cher, détruisant ce qu'il avait mis trente ans à obtenir. Au-delà d'une atteinte matérielle, c'est l'intégrité d'un homme que l'on a cédé.

N'ayant pas voulu entrer dans la spirale infernale de la corruption et des passe-droits, il s'est exposé et a subi « la sanction », qui n'est en même temps qu'un avertissement.

S'il persiste dans ses convictions, s'il continue à se battre « *per un'agricultura pulita* » (pour une agriculture propre) — comme ils ont eu le culot de signer leur acte — c'est une balle dans la tête qu'il récoltera. Mais au fond, qu'importe ! Cela ne fera jamais qu'un de plus sur la liste déjà fort longue, et ce sera mis, par commodité, sur le dos d'un règlement de comptes. Classique ! Banal donc. Banal pour beaucoup mais plus pour moi. Peut-être que si vous publiez cette lettre les choses bougeront.

Corinne Ballié
Bastia

UNE INJUSTICE

J'attire votre attention et celle des législateurs sur l'injustice suivante : un jeune Français qui a terminé ses études, confronté au chômage, part effectuer son service national. Ce temps ne lui est pas compté pour sa retraite (article 1351-3 du code de la Sécurité sociale). Il ne peut trouver un emploi pendant cette période.

Pendant ce temps, ceux qui en sont dispensés (près de la moitié) ont la possibilité de trouver un emploi, de cotiser pour une retraite, sans donner de compensation au pays.

Pourquoi ne pas accorder aux appelés une prise en compte du temps de service national pour leur retraite dans le budget des armées ?

Maurice André
Espira-de-Confient,
Pyrénées-Orientales



Viol d'Etat

EN 1973, quand survint l'affaire des micros posés au siège de l'ancien ministre de l'Intérieur, François Mitterrand eut ce commentaire : « Je ne puis empêcher de penser que la dictature du micro est aussi celle des idiots. Que font-ils donc de ces millions de mots volés ? » Dans les premières années de sa

langue présidentielle, ses hommes de l'ombre se s'en comportèrent pas moins comme de redoutables idiots, avec son aval et sa confiance.

Durant trois ans, de 1973 à 1976, une annexe du palais de l'Élysée abrita un cabinet noir où seuls quelques ordinateurs indiquaient un changement d'époque tant les méthodes de basse police y étaient dignes de Joseph Fouché. Hors de toute procédure régulière, la cellule dirigée par le conseiller Christian Prouteau écoutait donc le téléphone de qui bon lui semblait. Hors de tout contrôle de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), elle fichait à tout va. Hors de toute déontologie du service public, fut-il policier, elle surveillait non pas des terroristes — qui, dans ses archives informatiques, font figure de grands absents — mais des adversaires politiques ou des journalistes ayant eu le tort d'être trop curieux.

Ces « millions de mots volés » lui servaient probablement de moyen de pression. Aujourd'hui dévoilé, le spectacle de ce viol d'Etat à quelque chose d'indécent. Les moqueurs diront sans doute que la maladresse et l'incompé-

tence de la cellule font qu'il n'en est rien résulté de domageable. Fussent-elles limitées à quelques « idiots », ce sont pourtant bien des pratiques « totalitaires » qui se laissent lent entrevoir, ou, sous le prétexte de plaire au monarque républicain, une police de l'ombre agit sans entraves, au point de susciter des proches du président inl-

meuble.

Par les hasards de l'actualité judiciaire, cette vieille affaire d'écoutes en rejoint une toute récente. Comme pour signifier la résistance des mauvaises habitudes, des collaborateurs du premier ministre ont donc accepté, selon *Le Point*, la demande d'un ministre de l'Intérieur d'établir une écoute administrative visant le docteur Marchéchal. S'il fallait convoquer les derniers Incriminés que le gouvernement a bien essayé d'exploiter à tout prix, les faiblesses du système du juge Halphen afin de déstabiliser ce magistrat trop tenace, voici enfin la preuve manquante. Il fallait forcer le destin, trouver la faille — c'est-à-dire, à nouveau, violier la vie privée d'un citoyen.

La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), mise en place par Michel Rocard quand il fut premier ministre, serait bienvenue de montrer son efficacité en faisant toute la lumière sur cette affaire. Il lui appartient de prouver, rapidement, qu'elle n'est pas l'une de ces multiples instances que l'Etat crée pour mieux abdiquer son propre respect des règles qu'il édicte en public, mais ignore en privé.

Le *Monde* est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombes, président du conseil, directeur de la publication. Directeur : Alain, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction. Rédacteur en chef : Thierry Fournier, Edouard Béné, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camille, Laurence Gaudin, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Manuel Lachon, directeur du *Monde* des idées ; Alain Rollat, conseiller de la rédaction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffand, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Pauvel (1959-1962), André Laurens (1962-1963), André Fontaine (1963-1971), Jacques Louvat (1971-1974).

Le *Monde* est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombes, président du conseil, directeur de la publication. Directeur : Alain, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction. Rédacteur en chef : Thierry Fournier, Edouard Béné, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camille, Laurence Gaudin, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Manuel Lachon, directeur du *Monde* des idées ; Alain Rollat, conseiller de la rédaction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffand, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Pauvel (1959-1962), André Laurens (1962-1963), André Fontaine (1963-1971), Jacques Louvat (1971-1974).

Le *Monde* est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombes, président du conseil, directeur de la publication. Directeur : Alain, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction. Rédacteur en chef : Thierry Fournier, Edouard Béné, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camille, Laurence Gaudin, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Manuel Lachon, directeur du *Monde* des idées ; Alain Rollat, conseiller de la rédaction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

INFORMATIQUE Deux ans après la mise sur le marché du Pentium, Intel, le leader mondial des semi-conducteurs, va lancer la commercialisation du micro-processeur P6.

deux fois plus rapide. P6 n'aura pas la puissance de la puce PowerPC mise au point conjointement par IBM, Apple et Motorola, mais elle aura l'avantage de la compatibilité.

● L'ACCÉLÉRATION brutale du constructeur dans l'innovation illustre une stratégie qui consiste à accroître son avance technologique et à dissuader ses concurrents de cher-

cher à copier ses produits. Déjà, une de ses équipes travaille sur la puce de future génération, la P7, attendue dans deux ans. Intel anticipe ainsi le développement du multimédia.

● PENTIUM, cette année, pourrait être vendu à 25 millions d'exemplaires. Il n'aura pas été affecté par les problèmes rencontrés en décembre dernier et aujourd'hui régu-

Intel présente un microprocesseur deux fois plus rapide que Pentium

Le fabricant américain veut prendre de vitesse ses concurrents, en accélérant le passage à une nouvelle génération de puces. En six ans, la rapidité de celles-ci aura été multipliée par huit

INTEL PRESSE le pas. Et programme déjà l'après-Pentium. Le groupe américain, numéro un mondial des semi-conducteurs, compte commercialiser une nouvelle puce, baptisée pour le moment P6, dès le second semestre de cette année.

Le microprocesseur P6 devrait être deux fois plus rapide que Pentium, mis sur le marché fin 1993, lui-même quatre fois plus

puissant que le microprocesseur 486 de 1989. Cette annonce reflète la priorité que s'est donnée la firme californienne d'accélérer le passage d'une génération de microprocesseurs à une autre. Intel a ainsi doublé ses équipes de développement, réparties désormais en deux groupes basés dans l'Oregon et en Californie. La première met au point la P6, tandis que la seconde travaille

sur la conception de la future P7, qui sortira dans deux ans. « C'est indispensable pour Intel, s'ils veulent conserver leur prééminence », explique Mike Glennon, analyste senior chez Dataquest. La firme de Santa Clara voit ses produits de plus en plus rapidement « clonés », c'est-à-dire copiés, et parfois améliorés, par d'autres sociétés. Elle entend, en poussant le rythme, donner le vertige aux sociétés clones, et maintenir son avance technologique.

Intel estime que le développement du multimédia - le traitement des images, sons et données - impose des microprocesseurs sans cesse plus

puissants et plus rapides. Ces programmes, notamment les jeux, incluent de plus en plus souvent une animation très sophistiquée, parfois en trois dimensions, et un accompagnement sonore digne du cinéma. Sa puce Pentium est déjà conçue pour ces applications complexes. La P6 devrait toutefois permettre de faire tourner des programmes plus sophistiqués encore. Elle autoriserait une approche purement logicielle - c'est-à-dire sans ajout de matériel - de la visioconférence et aurait la complexité nécessaire pour gérer des programmes de reconnaissance de la voix.

La P6 serait toutefois moins

performante que la puce PowerPC, développée conjointement par IBM, Apple et Motorola. Mais elle présente l'avantage d'offrir ce que les spécialistes appellent la « compatibilité binaire ». « Tous les logiciels qui tournent sur 386 et 486 ou Pentium peuvent tourner sur les PC équipés de P6. La seule différence, c'est qu'ils iront plus vite », affirme-t-on chez Intel.

L'arrivée programmée de la P6 sur le marché pourrait cannibaliser Pentium. Ce risque est pourtant minimisé chez Intel. « La P6 s'adresse au très haut de gamme. Le Pentium, dont les prix ont été fortement baissés à l'automne, est déjà positionné sur l'entrée et le

milieu de gamme. » Une opinion qu'on semble partager chez Dataquest. « Ce n'est pas une menace présente, alors que Pentium n'a pas encore évacué le 486 », affirme Mike Glennon.

Intel a toujours pour objectif de vendre 25 millions de Pentium en 1995. Les livraisons de ce microprocesseur n'ont apparemment pas été affectées par certaines défaillances (des erreurs de « virgule flottante ») constatées en décembre 1994 et auxquelles Intel a depuis remédié, défauts qui avaient provoqué un petit psychodrame dans le monde de la micro-informatique.

Caroline Mommot

La puce qui spéculé

DANS UN SUPERMARCHÉ, on peut acheter les produits dans l'ordre de la liste que l'on a établie. C'est sur ce principe que fonctionnent les microprocesseurs 486 et Pentium. Si l'on connaît les lieux, on optimise le parcours en jouant sur l'emplacement des rayons. Avec l'expérience, on peut même spéculer sur le contenu de la liste. Il suffit, par exemple, de savoir que le samedi est souvent le jour du bœuf carottes... Mais au rayon viande, il est prudent de prendre également du porc, car l'un n'est pas certain de trouver des carottes dans le magasin. Avec les mêmes précautions à chaque rayon, on réduit très fortement le risque de ne pas pouvoir réaliser une recette complète. En procédant ainsi, le P6 - nom de code du nouveau microprocesseur d'Intel - ne cesse jamais de travailler.

Grâce à la spéculation, il réalise un nombre maximal d'opérations et, en fin de calcul, il se débarrasse de l'inutile pour ne conserver que le nécessaire. Cet apparent gaspillage cache une redoutable efficacité. Pour un microprocesseur en tout cas. Les performances du P6 seront deux fois supérieures à celles du Pentium le plus puissant. Fonctionnant à 133 mégahertz, il traitera 300 millions d'instructions par seconde. Un résultat qui doit beaucoup à la technique baptisée « exécution dynamique » et qui ne requiert pas moins de 5,5 millions

de transistors contre 3,1 millions pour Pentium. Pour conserver la gravure à 0,6 micron, Intel a dû augmenter d'environ 30 % la taille de la puce.

« Le P6 résulte de l'addition de toutes les techniques » de ses prédécesseurs, explique André Bertrand, responsable « architecture processeur » chez Intel France. Il ne s'agit donc pas d'une rupture mais d'une évolution, avec toujours le même souci de compatibilité entre les différentes générations pour assurer le fonctionnement des mêmes logiciels sur un parc de 200 millions d'ordinateurs dans le monde. Avec le P6, Intel rattrape son retard en performance sur ses concurrents et espère faire oublier les récents problèmes découverts sur les Pentium.

La puissance du P6 ouvrira de nouvelles applications aux micro-ordinateurs. Sans recours à des cartes électroniques additionnelles, elle permettra de réaliser de la visioconférence ou du multimédia, intégrant plusieurs vidéos simultanément et accélérant le traitement d'image. Il entrera aussi dans les serveurs pour traiter de grosses bases de données. Son nom définitif ne sera pas dévoilé avant son lancement commercial au second semestre 1995. En attendant le P7 sur lequel Intel travaille déjà.

Michel Alberganti

La négociation nippo-européenne dans l'automobile est en panne

LES JAPONAIS et la Commission européenne ne sont pas arrivés à s'entendre après deux jours de négociations à Tokyo, jeudi 16 et vendredi 17 février. Comme chaque année depuis l'accord de juillet 1991 (un « pseudo-accord », soutient Jacques Calvet, patron de Peugeot-Citroën, compte tenu du caractère très officieux du document), il s'agit de déterminer à quelle hauteur le code de bonne conduite accepté par les constructeurs automobiles japonais en Europe doit s'appliquer. Jusqu'au 31 décembre 1999, date à laquelle le marché automobile européen leur sera complètement ouvert, les Toyota, Honda ou Nissan doivent en effet respecter un quota annuel de voitures exportées sur le Vieux Continent, quota négocié avec la Commission européenne en fonction des prévisions de croissance du marché.

Cette année, les japonais veulent pouvoir exporter plus de 1 million de voitures en Europe, en plus du demi-million qu'ils y produisent (437 000 l'an dernier). Pour 1994, le quota avait été fixé à 993 000 voitures (816 000 voitures effectivement vendues), un volume à comparer avec les 140 000 voitures européennes importées en moyenne chaque année au Japon, marché traditionnellement fermé. Ces revendications du Miti se fondent sur une perspective de croissance du marché automobile européen de 5 à 7 %, alors que la Commission européenne prévoit, elle, une augmentation des immatriculations de 3 %. Les japonais ont aussi demandé que les trois nouveaux membres de

l'Union européenne (la Suède, la Finlande et l'Autriche) se joignent pas concernés par le quota, arguant que ces marchés sont ouverts et déjà ouverts. La Commission européenne estime, quant à elle, que l'accord de juillet 1991 doit naturellement s'appliquer à l'ensemble de l'Union européenne.

RATTRAPAGE Autre point d'accrochage, entre autorités japonaises et européennes, les « éléments de consensus ». Dans une note séparée de l'accord de juillet 1991, la Commission européenne précise aux Etats membres qu'en cas de croissance du marché automobile européen les japonais se réserveraient deux tiers de la hausse, et qu'en cas de chute ils en absorberaient les trois quarts. Le Miti a toujours refusé de s'engager sur ce point. La chute de 16 % du marché européen en 1993 est venue raviver ce débat, puisque les japonais n'ont pas réduit leurs ventes dans les proportions prévues. La Commission européenne devrait donc réclamer un rattrapage aux japonais, qui ont acquis l'an dernier une part du marché européen de 11,6 % (de 3,7 % en France à 37,3 % en Irlande en passant par 12,7 % en Allemagne et en Grande-Bretagne).

Les négociations entre les japonais et la Commission européenne devraient reprendre sous peu, le commissaire européen Guy Cras se trouvant d'ici à la fin du mois de mars. Mais aucune date n'a pour l'instant été fixée.

Virginie Malingre

LES MASSIFS montagneux ont retrouvé leur teigne. Tant mieux pour les deux frères ennemis du ski français, Rossignol et Salomon ! Après avoir rétabli leur situation financière compromise par trois années sans précipitations hivernales, ils effectuent un véritable slalom parallèle. Les skis Rossignol montent en puissance sur la fabrication de chaussures et de fixations, deux vieilles spécialités de Salomon, qui, pour sa part, accroît sa pénétration sur le ski.

Chez Rossignol, Laurent Boix-Vives, animateur de la société depuis 1966, qui, à près de soixante ans, ne semble pas vouloir déceler, s'est lancé dans la fixation en acquérant la branche spécialisée de la société Lonk, vieille marque prestigieuse des années 70, rachetée en 1983 par Bernard Tapie, avant d'être revendue en 1989 à un consortium suisse. Il estime déjà couvrir (en valeur) 12,5 % d'un marché mondial de 2,55 millions de paires, dont Salomon, numéro un, détient 43 % et ambitionne de monter à 14,5 % en 1995-1996. Dans la chaussure, M. Boix-Vives veut talonner Salomon (23 % du marché mondial et numéro deux derrière l'italien Nordica) en portant sa part de marché de 12,5 % à 20 % en 1995-1996. Il assure qu'avec sa nouvelle formule Mid (entrée avant dans la chaussure avec pivotement sur le coup de pied), sa firme a pris une longueur d'avance sur Salomon qui avait fondé son succès initial sur la fameuse chaussure à entrée arrière.

Salomon, sous la houlette de Jean-François Gautier, auquel

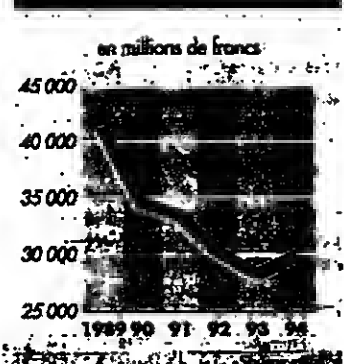
Georges Salomon, âgé actuellement de soixante-dix ans, a passé le flambeau en 1990, va pousser à 500 000 paires sa production de skis haut de gamme. Il défie Rossignol (1,57 million de paires de skis) qui, avec sa filiale Dynastar, représente plus de 31 % en valeur d'un marché mondial de 5,6 millions de paires et d'un peu moins de 5 millions de francs de chiffre d'affaires.

NOUVEAUX PROCÉDÉS

La compétition s'exerce sur un marché mondial en recul de 4 %, où la France affiche une prééminence assez totale, aux dépens des industriels autrichiens, autrefois nombreux, et aujourd'hui pratiquement tous déficitaires. Laurent Boix-Vives estime qu'une amélioration pourrait se faire sentir : au Japon (plus de 31 % du total), grâce à un meilleur équipement du pays en stations et à l'organisation des Jeux olympiques de Nagano, en 1998 ; aux Etats-Unis (près de 23 %), où la consommation de skis (un million de paires) est encore très loin du record de 1,6 million de paires atteint en 1986-1987, alors qu'au Canada les ventes au détail sont très soutenues ; en Europe enfin (40 %), avec une légère croissance dès la prochaine saison. Dans un tel climat, l'innovation est de règle. Rossignol vient de présenter son procédé Dualtec qui permet d'obtenir une grande fluidité du comportement du ski, tandis que Salomon a mis au point un nouveau modèle Profilak, qui assure un meilleur contact avec la neige.

Bull se rétablit sans éviter les pertes

Bull renoue avec la croissance



Le constructeur informatique français estime avoir rompu la spirale du déclin dans laquelle il se trouvait depuis 1989.

en capital de 11 milliards de francs, puis qu'il se situe avant les financiers.

Le chiffre d'affaires progresse de 5,9 % en 1994, (8,3 % à parités monétaires et à périmètre constant)

après quatre années de baisse. « Cela montre que nos efforts pour réorienter le portefeuille d'activités du groupe en collant à l'évolution de la structure du marché ont payé », a estimé M. Descarpentries.

Les six métiers de croissance du groupe appelés à prendre le relais des grands systèmes et de la maintenance - traditionnelles vaches à lait du groupe, mais parvenues à maturité - représentent désormais, selon Bull, 52 % de son chiffre d'affaires. Un seul d'entre eux gagnerait aujourd'hui de l'argent : « Leur activité globale a progressé de 23 % et leur marge d'exploitation a augmenté de plus de 15 points », rétorque Bull.

Ces métiers de croissance, sur lesquels Bull fonde son rétablissement à plus long terme et qui doivent lui permettre de rester un constructeur informatique généraliste en s'imposant comme « numéro un européen » de cette industrie, incluent les systèmes ouverts, la micro-informatique, l'infogérance, l'intégration de systèmes, les technologies émergentes et la fabrication industrielle. L'activité purement manufacturière de Bull

se retrouve ainsi parmi les métiers en croissance. Ce signal discret tient sans doute à la volonté de rassurer les salariés d'Angers, le principal site en France, avant une privatisation pour laquelle les candidatures définitives doivent être déposées avant la fin février.

An sein du groupe, on s'interroge sur l'affectation des 3,4 milliards de francs de provision de restructuration (2,1 milliards non consommés auxquels s'ajoutent 1,3 milliard de dotation nouvelle), dont 2 milliards sont destinés à des actions en cours, laissant 1,4 milliard pour des « actions nouvelles ». Dans un communiqué diffusé vendredi dans la soirée, l'administration CGT de Bull dénonce « la négotiation » de « résultats fabriqués pour la privatisation », en affirmant que « la plupart des projets de développement, les innovations sont stoppés ». Le groupe Bull a parallèlement évoqué la signature prochaine d'un accord avec le fabricant du Sud-Est asiatique, IPC, comportant la création de filiales communes.

C. M.

Le slalom parallèle de Rossignol et de Salomon

Les frères ennemis du ski français empiètent sur leurs spécialités respectives

Les deux firmes consolident aussi leurs résultats financiers. Le bénéfice de Rossignol pourrait augmenter de 10 à 15 %, à 115-120 millions de francs pour l'exercice 1994-1995, et atteindre 140 millions de francs en 1995-1996, le chiffre d'affaires passant à

2,3 milliards de francs. Pour Salomon, le résultat se situerait entre 155 à 160 millions de francs (contre 132 millions de francs en 1994) pour un chiffre d'affaires de 3,8 milliards.

François Renard

■ **PUBLICITÉ** : le marché français a progressé de 7 % en 1994, alors qu'il avait baissé de 0,6 % en 1993, selon la Secodip. L'an dernier, le total des investissements publicitaires était de 54 milliards de francs (50,5 milliards de francs en 1993). Les recettes publicitaires de la télévision ont augmenté de 11,7 % et le nombre de spots de 17,6 % (46 000 spots). La radio a vu ses recettes augmenter de 8 %, soit 4 % de moins qu'en 1993. Les recettes publicitaires de la presse se sont accrues de 5,3 % (contre une baisse de 6 % en 1993), grâce notamment aux campagnes de privatisation - la moitié des investissements lui était réservée - et à la progression des investissements de certains marchés (jardinage et santé).

■ **RADIO** : Sébastien Calet, animateur à Fun Radio, a été licencié vendredi 17 février, le président de ce réseau, Benoît Sillard. Ce jeune homme de vingt-deux ans, qui animait tous les matins « Les défilés de Calet » sur la radio musicale, avait ironisé à plusieurs reprises sur le camp d'Auschwitz, en le qualifiant de « corps de ferme et de maison de campagne à l'abandon » (Le Monde daté 12-13 février).

■ **MAGAZINE** : François Divio, directeur de la rédaction de « Télé 7 jours », a été nommé directeur de la rédaction de l'éphéméridaire « Télé 7 jours ». Il remplace Paul Giannoli, qui a été nommé directeur adjoint des rédactions de Hachette Filipacchi Presse (HFP) auprès de Roger Théron. M. Giannoli sera chargé « plus particulièrement des nouveaux projets ». Depuis 1981, il a été successivement directeur de la rédaction d'Elle, du journal du dimanche puis de Télé 7 jours. Il est vice-président de l'Académie des 7 d'or de la télévision, dont la dernière remise de prix a été très contestée.

■ **TEMPS PARTIEL** : Les cheminots CFDT ont décidé de signer, vendredi 17 février, l'accord sur le temps partiel et la cessation progressive d'activité à la SNCF, qui avait suscité un mouvement de grève peu suivi de la part des agents de conduite autonomes (FGAAC), le 9 février. Dans un communiqué, la CFDT note que cet accord « ouvre des droits nouveaux » et qu'il « n'exclut aucune catégorie » professionnelle. Cinq fédérations de cheminots l'ont désormais signé (CFDT, FO, CGC, FMC et CFDT).

Revue des valeurs

Semaine du 13 février au 17 février 1995

PARIS
Indice CAC 40 - 2,51 %

Victime du dollar

SI LA FAMEUSE déconnection tant espérée l'an dernier entre les marchés obligataires américains et européens ne s'est jamais vraiment réalisée, elle semble bel et bien une réalité entre les marchés d'actions. En 1994, Wall Street, porté par la forte croissance américaine, avait réussi une performance bien supérieure aux places européennes et le début de l'année 1995 s'inscrit dans la même logique. Pour preuve, la différence étonnante cette semaine entre le comportement de la Bourse de Paris - qui a fait une sévère recrudescence après l'amélioration enregistrée début février - et Wall Street qui, à deux reprises, mercredi et jeudi, a battu des records historiques.

L'indice CAC 40 s'est inscrit, vendredi en clôture, sur un recul

de 2,51 %, à 1 822,47 points, portant sa perte depuis le début de l'année à 3,12 %. En revanche, Wall Street s'est rapproché du niveau symbolique des 4 000 points, insensible à la faiblesse du dollar, aux craintes de l'inflation et jouant « l'atterrissage en douceur » de l'économie américaine.

La semaine a été pour le moins agitée sur l'ensemble des marchés financiers et marquée par de nouveaux désordres monétaires, à commencer par la chute du billet vert au plus bas depuis deux ans et demi face au mark. En dépit de menaces de grève dans la métallurgie allemande, le deutsche mark a joué une fois de plus son rôle de valeur refuge, accentuant

ainsi les faiblesses de plusieurs monnaies européennes - dont le franc français, victime des incertitudes politiques à moins de trois mois de l'élection présidentielle. L'écart des intentions de vote entre candidats s'est nettement resserré selon les derniers sondages d'opinion. Du coup, le doute s'est installé pour certains investisseurs étrangers sur l'issue de l'élection présidentielle, et plus encore sur la politique qui sera menée à son issue. La faiblesse du franc et l'incertitude politique ont suffi pour enrayer le petit mouvement de retour des investisseurs étrangers sur le marché français des actions. Une clientèle étrangère qui reste indispensable à

l'animation de la Bourse de Paris et pour lui assurer des transactions importantes.

Ce que les investisseurs étrangers attendent, au lendemain de l'élection présidentielle, ce sont des mesures qui permettront de réduire les déficits des finances publiques et l'endettement. Elles devront être suffisamment crédibles pour permettre une baisse des taux d'intérêt et un assouplissement de la politique monétaire, déclarent des experts financiers, persuadés que si ces conditions sont remplies, les non-résidents devraient alors revenir investir en force en France. D'autant plus que la Bourse de Paris n'est pas très chère compte tenu de la forte progression en moyenne des résultats en 1994 et des perspectives favorables pour 1995. L'INSEE et la Banque de France s'attendent, cette année, à une vive progression des investissements industriels, un des trois piliers de la croissance avec la consommation et les exportations. Mais, selon les analystes, tant que l'hypothèque présidentielle ne sera pas levée, l'indice CAC 40 évoluera comme il le fait depuis le début de l'année,

dans une bande comprise entre 1 750 points et 1 900 points.

Sur la semaine, dès lundi, la Bourse réagissait à la faiblesse du dollar, abandonnant 1,02 %. Mardi et mercredi, le CAC 40 regagnait à chaque fois 0,31 %. Cette reprise était torpillée par la chute brutale du dollar jeudi et la reprise de la crise mexicaine. L'indice abandonnant 1,44 %. Vendredi la séance s'achevait sur une nouvelle perte de 0,68 %.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeur en hausse	%
Métropole Inter	+13,91
Moulinex	+9,20
Cap Gemini Societ	+6,61
Leiris Indust	+7,63
Effage	+5,45
NRJ	+4,54
Galleries Lafayette	+3,28
Nordson (NY)	+4,12
SGE	+3,88
SEMI	+3,65
De Dietrich	+3,58
Metalurop	+3,58
BIG	+3,58
Setfin	+3,41

Valeurs en baisse	%
UIC	-13,51
Pedimex Ind	-13,57
Thomson-CSF	-11,10
Accor	-10,29
Soc. Bénédictines	-9,54
AGF-As. Gen. France	-9,47
Alcatel Alsthom	-8,16
Lagardère (MIM)	-7,86
Berner (M)	-7,43
Publicis	-7
Ciments Fr. Priv. 8	-6,93
Sinco	-6,69
Salmson (Ly)	-6,68
Mara-Hadette	-6,66

E. L.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

Nom de la valeur	Nombre de titres échangés	Valeur en RF
EF Aquitaine	3 155 063	1 220 252
Alcatel-Alsthom	2 752 124	1 213 300
Total	2 656 597	291 257
Oréal (L)	486 070	324 685
LYNH Mob-Multim	610 292	513 850
Renault	2 822 161	502 443
Danone	649 730	496 311
Eurotunnel	19 730 620	487 485
Suez	1 957 448	451 681
Société Générale	840 795	450 793
Lyonnaise Eau	1 013 050	440 695
Sauv. Caplain	645 065	406 107
Hecht-Rita, Ind	365 575	375 822
Carrefour	170 253	371 457

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE

Valeur	17-02-95	Diff.
Bouygues	2 720	-0,25
Danone	754	-0,25
Edelweiss	752	-0,25
Lyonnaise Eau	4 650	-0,25
LYNH	836	-0,25
Perrier-Ricard	828	-0,25
Relay-Colson	177,10	-0,25
Saint-Louis	1 367	-0,25

ASSURANCES

Valeur	17-02-95	Diff.
ACA	175,70	-0,25
ACA	721	-0,25
CAN	186,30	-0,25
SCOR SA	102,50	-0,25
UAP	138,10	-0,25

BÂTIMENT ET MATÉRIEL

Valeur	17-02-95	Diff.
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25
Bouygues	2 720	-0,25

CHIMIE

Valeur	17-02-95	Diff.
Air Liquide (L)	741	-0,25
Clariant	213,350	-0,25
Clariant	213,350	-0,25
Clariant	213,350	-0,25
Clariant	213,350	-0,25
Clariant	213,350	-0,25
Clariant	213,350	-0,25
Clariant	213,350	-0,25

CONSUMATION NON ALIMENTAIRE

Valeur	17-02-95	Diff.
BIC	706	-0,25
Chargers	113,50	-0,25
Christian Dior	418	-0,25
Clara	398	-0,25
Clara	398	-0,25
Clara	398	-0,25
Clara	398	-0,25
Clara	398	-0,25
Clara	398	-0,25

CRÉDIT ET BANQUES

Valeur	17-02-95	Diff.
Barclays (Cle)	47,20	-0,25
BNP	251	-0,25
CCF	212	-0,25
Centrom	215	-0,25
CFP	692	-0,25
CLP	407	-0,25

CPI

Valeur	17-02-95	Diff.
Créd. Lyon. CIP	344	-0,25
Créd. national	378	-0,25
Créd. national	378	-0,25
Créd. national	378	-0,25
Créd. national	378	-0,25
Créd. national	378	-0,25
Créd. national	378	-0,25
Créd. national	378	-0,25

DISTRIBUTION

Valeur	17-02-95	Diff.
Bon Marché (Au)	465	-0,25
Carrefour	2121	-0,25
Casino	130,40	-0,25
Castorama Dubois	728	-0,25
Castorama Modernes	1315	-0,25
Denfert	4723	-0,25
Docks France	716	-0,25
Galeries Lafayette	210	-0,25
Gaillard	438	-0,25
Guyenne Gascoigne	1240	-0,25
Leclercq (P. R.)	1002	-0,25
Prima	946	-0,25
Prima	946	-0,25
Prima	946	-0,25
Prima	946	-0,25

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE

Valeur	17-02-95	Diff.
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25
Alcatel-Alsthom	457,40	-0,25

Mars-Hadette

Valeur	17-02-95	Diff.
Radiofrance	570	-0,25
Sagem	2 690	-0,25
Schneider	373,80	-0,25
Thomson-CSF	144,20	-0,25

IMMOBILIERS ET FONCIERS

Valeur	17-02-95	Diff.
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25
CRIC	360	-0,25

INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO

Valeur	17-02-95	Diff.
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25
Bolloré Techno	455	-0,25

MÉTALLURGIE MÉCANIQUE

Valeur	17-02-95	Diff.
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25
Carat-Metallurgie	188	-0,25

MINES D'OR, DIAMANT

Valeur	17-02-95	Diff.
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25
Anglo-American	255,00	-0,25

PÉTROLE

Valeur	17-02-95	Diff.
EF Aquitaine	399,50	-0,25
Esso	690	-0,25
Esso	690	-0,25
Esso	690	-0,25
Esso	690	-0,25
Esso	690	-0,25
Esso	690	-0,25
Esso	690	-0,25

SECTOR DU EX-SICOM

Valeur	17-02-95	Diff.
Bail Investis	810	-0,25

TRANSPORTS, LOGISTIQUE, SERVICES

Valeur	17-02-95	Diff.
Accor	526	-0,25
BIS	576	-0,25
Canal Plus	726	-0,25
Cap Gemini Societ	172,70	-0,25
CEP Comm.	435,50	-0,25
Club Méditerranée	428	-0,25
Euro (Cle des)	471,90	-0,25
Euro	610	-0,25
Euro	610	-0,25
Euro	610	-0,25
Euro	610	-0,25
Euro	610	-0,25
Euro	610	-0,25
Euro	610	-0,25

VALUEURS À REVENIR FIXE OU INDÉPENDANT

Valeur	17-02-95	Diff.
6 % 1999-1997	97,42	-0,25
EDF-COF 3 %	62,50	-0,25
CNB 5 000 F	101	-0,25
CNB 5 000 F	101,62	-0,25
CNB 5 000 F	101	-0,25
CNB 5 000 F	101	-0,25

TOKYO

Indice Nikkei - 1,48 %

Nouvelle baisse

LA BOURSE DE TOKYO a connu une nouvelle semaine à la baisse, en raison de ventes massives des investisseurs étrangers dans le secteur des technologies avancées. L'indice Nikkei a perdu 270,84 points (1,48 %), terminant la semaine à 18 020,51, après un recul de 247,62 points la semaine précédente. L'indice Hang Seng a reculé de 25,68 points (1,80 %) à 1 400,61, après une perte de 22,09 points la semaine précédente. Le volume d'échanges a été en moyenne de 299,2 millions de titres par jour, en

baisse sur les 331,1 millions de la semaine précédente, qui ne représentaient eux-mêmes qu'un peu plus de la moitié du volume de la semaine antérieure.

Le Nikkei avait ouvert la semaine à 18 338,47 points, progressant lundi dans le sillage des gains des valeurs du BTP et de autres secteurs liés à la reconstruction de la région de Kôbe dévastée par le séisme de janvier. Mais l'indice n'a cessé de reculer par la suite, victime des ventes de valeurs électroniques et d'ordinateurs par les investisseurs étrangers, tandis que les autres se contentaient d'observer dans l'attente de nouveaux éléments susceptibles de stimuler un marché stagnant.

Indices du 17 février : Nikkei 18 020,51 (c. 18 291,35) ; Topix 1 400,61 (c. 1 426,29).

LONDRES

Indice FT 100 - 2,11 %

Dans la foulée de la livre

LA CHUTE de la livre, à son plus bas depuis deux ans, et la menace de nouvelles pressions inflationnistes se sont combinées mercredi à la baisse de 0,9 % des ventes de détail, qui marquent plutôt un ralentissement de l'économie, et par conséquent un moindre besoin d'un resserrement monétaire.

En fin de semaine, la Foutée a souffert de la chute de la livre, affectée par l'extrême faiblesse du dollar et les divisions de plus en plus criantes au sein de part conservateur au pouvoir.

Indice FT 100 du 17 février : 3 044,2 (c. 3 109,9).

hausse de 0,9 % des prix de gros en janvier, une progression plus forte que prévu qui a relancé les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Les signes de pressions inflationnistes se sont combinés mercredi à la baisse de 0,9 % des ventes de détail, qui marquent plutôt un ralentissement de l'économie, et par conséquent un moindre besoin d'un resserrement monétaire.

En fin de semaine, la Foutée a souffert de la chute de la livre, affectée par l'extrême faiblesse du dollar et les divisions de plus en plus criantes au sein de part conservateur au pouvoir.

Indice FT 100 du 17 février : 3 044,2 (c. 3 109,9).

FRANCFORT

Indice DAX 30 - 0,61 %

Coup d'arrêt

LA CHUTE DU DOLLAR, la faiblesse de certaines devises européennes et les menaces de grève qui se présentent en Allemagne ont refroidi la place de Francfort, qui a marqué une pause après l'envoie de la semaine dernière. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé vendredi à 2 117,03 points, soit une baisse de 0,61 % sur la clôture de la semaine dernière.

L'affaiblissement du dollar face à la devise allemande, en dessous de la barre de 1,50 deutschemark, a fait craindre un renchérissement du prix

des exportations allemandes. Le marché s'est néanmoins repris vendredi, estimant que la baisse du dollar n'était pas aussi négative pour l'économie du pays. Un opérateur de la Deutsche Girozentrale a ainsi souligné que 15 % seulement des exportations allemandes étaient facturées en dollars.

L'autre grand sujet d'inquiétude de la semaine a été les menaces de grèves qui se présentent dans le pays. Le puissant syndicat du secteur métallurgique IG Metall a rejeté vendredi une offre de rencontre de dernière minute avec la fédération patronale Gesamtmetall. Le syndicat de branche va organiser lundi un référendum auprès de ses adhérents en Bavière, qui pourrait déboucher sur une grève.

Indice DAX du 17 février : 2 117,03 (c. 2 130,15).

NEW YORK

Indice Dow Jones + 0,37 %

Records

APRÈS AVOIR crevé le plafond pendant deux séances consécutives mercredi et jeudi, établissant à chaque fois un nouveau record, une vague de ventes sur le programme informatique a empêché vendredi l'indice Dow-Jones de s'approcher davantage de la barre mythique des 4 000 points. Le Dow-Jones a tout de même fini la semaine à 3 953,54 points, en hausse de 0,37 %.

C'est à l'issue de la publication mardi, mercredi et jeudi de statistiques sur l'économie américaine (ventes de détail, taux d'utilisation des capacités de production, mises en chantier) que Wall Street a établi de nouveaux records. Les investisseurs ont considéré que ces chiffres indiquaient un ralentisse-

ment de la croissance aux Etats-Unis et que le scénario le plus favorable à Wall Street, celui d'un « atterrissage en douceur » de l'économie américaine, était en train de se réaliser. Le marché des actions américain a aussi bénéficié du retour de capitaux américains sur les marchés domestiques alors que la défiance à l'égard des pays émergents, la baisse de certaines devises européennes et la baisse des cours des matières premières ont entraîné quelques modifications dans la répartition des portefeuilles des grands investisseurs.

Son premier record, Wall Street l'a battu mercredi en atteignant 3 986,17 points et en approchant en cours de séance des 4 000 points. Le deuxième record consécutif a été atteint jeudi à 3 987,52, dans des conditions étonnantes : environ dix minutes après que la cloche eut sonné la fin de la séance et après qu'elle a été éteinte à la baisse durant toute la journée.

Indice Dow-Jones du 17 février : 3 953,54 (c. 3 939,07).

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE À L'AUTRE

NEW YORK

Almad Signal	59,88	31,68
American Express	59,63	37,75
Amgen	59,63	32,50
Bathelchem	59,63	16,13
Boeing Co.	46	46,75
Caterpillar Inc.	52,69	45,88
Chevron Corp.	47	53,13
Coca Cola Co.	53,38	53,13
Dilling Corp.	53,38	52,68
Du Pont Nemours & Co.	52,69	54,63
Eastman Kodak Co.	50,63	51,50
Exxon Corp.	53,38	60,88
Gen. Electric Co.	59,69	52
General Motors	59,69	59,68
Goldwyn T & Rubine	24,63	36,50
IBM	74,75	73,13
Intl Paper	75,62	74,68
JP Morgan Co.	62,60	64,25
McCormick Douglas	62,60	69,13
Marco & Co. Inc.	41,15	40,25
Minneapolis Mfg. & Mfr.	62,69	52,68
Pepsico Inc.	52,69	51,13
Rockwell & Gamble Co.	49,63	47,38
Seam Stevedores & Co.	49,63	41
Texaco	52,63	61,13
Union Carb.	58,34	58,63
Intl Technol.	55,73	65,13
Westingh. Electric	74,69	74,50
Woodward	13,69	15,75

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La confiance du Danemark

LA BONNE NOUVELLE de la semaine provient du Danemark. Ce pays a contracté, à la veille du week-end, un emprunt d'un montant nominal de 5 milliards de francs luxembourgeois, et d'une durée de huit ans, qui a obtenu un grand retentissement sur le marché international des capitaux, car c'est une marque de confiance dans la solidité des liens qui unissent les monnaies du grand-duché et de la Belgique. Dans la conjoncture actuelle de trouble monétaire, un tel témoignage est précieux.

Avant d'exposer la situation, il convient de préciser, d'une part, que les deux francs ont la même valeur extérieure et, d'autre part, que les emprunteurs préfèrent lever des fonds au Luxembourg, parce que cela leur revient moins cher qu'en Belgique. La raison en est simple : contrairement à son homologue belge, le franc luxembourgeois ne prélève aucune retenue à la source sur les revenus des placements de capitaux. Les souscripteurs se contentent donc d'un rendement inférieur.

Ce rendement reflète normalement le niveau de l'intérêt à long terme. Il est fixé d'avance, une fois pour toutes. Mais les taux varient avec le temps et, d'ici six

mois, s'ils venaient à baisser par exemple, la même opération pourrait s'avérer bien coûteuse. Pour être certains de ne pas surpayer leur emprunt, les débiteurs ont souvent recouru à une solution assez sûre. Ils demandent à une banque de leur transformer le monde de rémunération de leur dette et d'en associer le taux à celui des effets à court terme de l'intérêt qu'ils serviront régulièrement adaptés à la situation du marché. De telles transactions se pratiquent de façon courante. Elles ne concernent pas les souscripteurs, qui toucheront le taux à long terme arrêté au lancement de l'emprunt.

UN RISQUE EXISTE Dans le cas qui nous concerne, le problème suivant se pose entre le débiteur et sa banque : il faut passer d'une devise à l'autre. Rémunérer sa dette en suivant le développement des effets à court terme revient à considérer qu'elle est libellée en francs belges et non plus en francs luxembourgeois. Il faut se référer à la Belgique parce que c'est là que le marché des effets à court terme est suffisamment étendu pour permettre de telles opérations

d'échange. Ceux qui croient que les deux monnaies sont viscéralement liées n'y voient aucun inconvénient. Mais, théoriquement, un risque existe. Vu l'état des finances publiques des deux pays, si le franc luxembourgeois faisait sécession, il s'envolerait face au franc belge.

Un traité bilatéral assure que la parité des deux francs sera maintenue au moins jusqu'en 2002. Les autorités de Bruxelles et de Luxembourg ne cessent d'en rappeler l'existence et de le confirmer. Pourtant, rares sont les emprunteurs qui, nuement, en tiennent vraiment compte. L'Austrie, qui s'est récemment présentée sur le marché luxembourgeois pour déboucher sur du franc belge, a demandé à sa banque de prendre à sa place le risque de change.

On va jusqu'à prétendre, entre spécialistes, que la Suède se refuse à émettre des obligations aux Luxembourgeois, parce qu'elle ne veut pas s'exposer à une telle incertitude, on qu'elle est rebutée par le coût de la garantie de change que lui procurerait un intermédiaire. Cela reste à vérifier, mais montre bien l'état des esprits.

Or la banque centrale du Danemark affirme, elle, qu'il n'y a en réalité aucun risque. Son emprunt est dirigé par la Banque Bruxelles Lambert. Il rapportera l'équivalent de 7,64 % l'an aux souscripteurs. L'intérêt sera versé à l'échéance, en 2003, au moment du remboursement du principal.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

Un bel orage sur les monnaies

UNE NOUVELLE CRISE du dollar a provoqué un bel orage sur les marchés des changes, poussant le deutschemark à la hausse et envoyant au tapis les monnaies faibles en Europe, la lire italienne en premier, la livre sterling et la couronne suédoise, le franc suisse relativement mieux, au prix, toutefois, d'un nouveau glissement.

A l'origine de cet orage, toujours et encore le Mexique, où le défaut de paiement d'une entreprise, Sider, a révélé les inquiétudes sur la solvabilité de nombreux débiteurs et affaibli à nouveau la monnaie du pays, à 6,10 pesos pour 1 dollar. On peut y ajouter les difficultés du dollar canadien, au plus bas depuis neuf ans, et encore affaibli par la mise sous surveillance de la dette du Canada par l'agence de notation Moody's. Comme l'indique Antoine Brunet,

responsable de la prévision au Crédit lyonnais, il n'est pas bon pour les Etats-Unis d'avoir des voisins destabilisés, la dépression prévisible de la demande au Mexique et son ralentissement au Canada étant de nature à accentuer le déficit extérieur des Etats-Unis et à réduire encore la croissance, déjà en ralentissement. En outre, la baisse relative des taux à court terme à New York et l'atténuation des anticipations sur de nouveaux relèvements du taux directeur de la Réserve fédérale ont un soutien important au dollar.

Le résultat de tout cela est que le cours de la devise américaine a brutalement chuté, revenant de 1,53 DM à 1,4780 DM pour terminer à 1,4830 DM, de nouveaux ordres de ventes automatiques ayant été passés à 1,50 DM. La chute aurait été encore plus forte si le déficit commercial des Etats-Unis n'avait pas diminué de 26,9 % en décembre à 7,34 milliards de dollars, atteignant tout de même 108,1 milliards de dollars en 1994, au plus haut depuis 1988.

En Europe, les effets de cette chute ont été absolument ravageurs, renforçant le deutschemark, monnaie refuge, aux dépens des autres monnaies. La plus touchée a été la lire, le mark battant tous ses records

à 1078 lire, ce qui oblige tout de même la Banque centrale, restée passive jusqu'à maintenant, à intervenir, sans pouvoir empêcher une nouvelle ascension du mark à 1084 lire. En Grande-Bretagne, la livre est tombée à son cours le plus bas depuis deux ans à moins de 2,35 DM. En France, le mark a atteint 3,48 F pour la première fois depuis l'automne 1993 : selon certaines rumeurs, la Bundesbank serait intervenue discrètement pour l'empêcher de dépasser 3,48 F.

E.R.

L'OR		Cours 17-2	Cours 18-2
Or fin (à barre)	62 400	2 438,50	2 438,50
Or fin (en lingots)	62 700	2 440,00	2 440,00
Pièces françaises (200)	361	396	396
Pièces françaises (100)	n.c.	396	396
Pièces suisses (200)	363	396	396
Pièces suisses (100)	360	396	396
Pièces belges (200)	364	396	396
Souverain	455	2 437,50	2 437,50
Souverain émis en 1977	464	2 437,50	2 437,50
Demi souverain	375	2 437,50	2 437,50
Pièces de 200	2 465	2 465	2 465
Pièces de 100	1 230	1 230	1 230
Pièces de 50	590	590	590
Pièces de 20 pesos	2 340	2 340	2 340
Pièces de 20 marks	445	445	445
Pièces de 10 florins	378	378	378
Pièces de 5 roubles	254	254	254

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 13 AU 17 FÉVRIER

DEVISE	New York	Paris	Zurich	Frankfurt	Bruxelles	Amsterdam	Milieu	Tokyo
DM	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300
£	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300	1,5300
¥	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
FF	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Scd	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Fr	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Chf	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
It	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Gr	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Sp	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Br	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Rs	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
INR	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Yen	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Yen	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00
Yen	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00	153,00

A Paris, 100 francs contre 1 dollar, le vendredi 17 février, 5,301 francs contre 1 dollar le vendredi 18 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'énigme de la baisse des taux longs américains

CETTE SEMAINE, il s'est produit un événement majeur sur les marchés financiers des Etats-Unis : pour la première fois depuis une bonne année, la chute du dollar n'a pas entraîné celle des cours des obligations, qui ont même monté en même temps que leurs rendements baissaient. Auparavant, on s'en souvient, les investisseurs internationaux se hâtaient de se défaire de leurs bons du Trésor américain lorsque le dollar fléchissait, peu soucieux de perdre sur le change. La conséquence en était un recul supplémentaire des cours de ces bons, véritable mécanique infernale dont les effets pervers ont contaminé les marchés européens. Aujourd'hui ce n'est plus le cas : pendant que les cours du dollar fléchissent d'un peu moins de 4 %, les bons du Trésor américain se raffermissent, avec des rendements revenus, d'un vendredi à l'autre, de 7,61 % en semi-annuel à 7,48 % sur l'échéance dix ans et de 7,67 % à 7,58 % sur l'échéance

trente ans. Rappelons que, en novembre dernier, ces rendements avaient atteint respectivement 8,05 % et 8,18 %, venant de 5,17 % et 5,77 % à la mi-octobre 1993.

A l'origine de ce raffermissement, on trouve, bien évidemment, les anticipations d'un atténuation de la hausse des taux de l'économie des Etats-Unis, que semble annoncer le vif recul des mises en chantier des logements (-0,6 % en décembre 1994), surtout sur les maisons individuelles, en raison de la hausse des taux des crédits hypothécaires. En outre, depuis deux mois, les commandes de machines fléchissent. Enfin, mercredi, l'annonce d'un taux d'utilisation des capacités de production de 85,5 % en janvier (supérieur certes aux 85,4 % du mois précédent mais inférieur aux prévisions à 85,6 %), et un communiqué de la Réserve fédérale sur « l'assouplissement général de la production industrielle » ont dopé

le marché, peu impressionné par la plus forte hausse des prix de détail hors énergie et alimentation (+0,4 %) depuis octobre 1992. Dans ces conditions, estiment beaucoup d'opérateurs, la Réserve fédérale relèvera ses taux directeurs moins que prévu dans les mois à venir, ce qui explique le vif recul des anticipations également sur les taux à court terme (on est revenu de 8,50 % à 7,50 % sur l'argent à trois mois fin 1993) et de « désalignement » de la courbe des taux, le trois ans, par exemple, dégringolant, en un mois, de 7,68 % à 7,20 %. Quant à l'inflation, qui, selon Alan Greenspan, président de la Réserve, donne des signes de reprise en raison de la faiblesse du chômage et du taux élevé d'utilisation des capacités industrielles, elle n'entraîne plus guère, puisque le ralentissement

de la croissance est proche et que cette inflation supplémentaire a déjà été intégrée dans le relèvement des taux longs depuis plus d'un an.

LA BNP OPTIMISTE

Cela, c'est le scénario optimiste, illustré par la baisse continue des rendements à New York. Un autre scénario, pessimiste celui-là, prévoit une vive remontée de ces rendements, tombés trop bas, au-dessous des courbes tracées par les analystes : certains amorcent même un retour aux 8,15-8,18 % sur le treize ans américain, et parlent d'un prochain « krach obligataire ». On peut, néanmoins, signaler un important retour de capitaux sur le marché américain en provenance d'Amérique latine et des pays émergents et des achats substantiels de la part d'investis-

seurs américains attirés par les rendements élevés. Mais, évidemment, les marchés ne sont pas à l'abri d'un coup de chien, nombre d'opérateurs estimant que la « déconnexion » entre dollars et obligations relevée en début de cet article, peut n'être que provisoire : « Les gens sont aveugles et somnolents », s'écrit l'un d'eux.

SITUATION ASSAÏNÉE

Cela n'empêche pas Philippe Bordenave et Pierre Teurquell, directeurs des marchés et de la trésorerie de la BNP pour l'un et de BNP Finance pour l'autre, de se déclarer « positifs pour l'obligataire en 1995 », allusion à la grande dépression de 1994. Avec leurs analystes, ils estiment que l'ampleur des dégagements effectués l'an dernier permet, aujourd'hui, de tablir sur une situation largement assainie : les positions spéculatives ont été liquidées et un retour des investisseurs privés sur leurs marchés domestiques s'est opéré. Sur les Etats-Unis, leur opinion est que « le pic des taux longs est derrière nous » et que « en termes réels (hors inflation), la hausse des taux courts arrive quasiment à son terme ». Pour eux, les forces désinflationnistes structurelles sont suffisamment puissantes pour limiter un rebond cyclique de l'inflation américaine, ce qui favorise l'idée d'un atterrissage en douceur de l'activité économique. Leur objec-

tif de l'année pour les taux à dix ans se situe vers 7,25 %. En soulignant qu'il n'y a, décidément, pas de déconnexion entre les Etats-Unis et l'Europe, les experts de la BNP voient les marchés de notre continent bénéficier de la bonne orientation du marché américain, le caractère non inflationniste de la reprise en Europe repoussant le risque d'un resserrement monétaire précoce. Objectif : 7 % sur le Bund allemand dix ans avant l'été, contre 7,40 % actuellement, l'OAT française suivant le mouvement à 7,50 %, sans pouvoir réduire l'écart à moins de 0,50 %.

En Europe, la Bundesbank a, sans surprise, reconduit à 4,85 % le taux de ses pensions à court terme (REPO). On attend, la semaine prochaine, les chiffres de la masse monétaire M3 pour janvier, qui devront être « excellents ». A Paris, les cours de l'échéance mars du Matif sont restés inchangés sur huit jours, à 112,12 environ, tandis que le contrat Pibor trois mois perdait environ 12 centimes à 93,99 (6,01 %). Sur le marché obligataire, le Crédit national a levé, avec succès, 2 milliards de francs à 8,25 % nominal et 8,27 % réel. L'accueil a été bon de la part des investisseurs et surtout des particuliers, grâce aux efforts du Crédit agricole, qui dirigeait l'émission.

François Renard

MATIÈRES PREMIÈRES

La pâte à papier en folie

LES CONSOMMATEURS de pâte à papier ont raison de s'inquiéter de la hausse actuelle des cours. Rien ne semble devoir l'arrêter. Le papetier américain Weyerhaeuser vient d'annoncer une prochaine hausse de la matière première telle que le prix de la pâte à papier va battre tous ses records. La tonne de pâte fibres longues NBSK (Northern Bleached Softwood Kraft), l'étalon de la profession, passera à 910 dollars sur le marché américain, et à 925 dollars en Europe (4 810 francs) à compter du 1^{er} juin, selon le quotidien britannique *Financial Times* qui rapporte l'information dans son édition du vendredi 17 février.

L'annonce a fait l'effet d'une bombe parmi les consommateurs. Et pour cause : actuellement, les cours de la pâte à papier tournent

autour de 750 dollars/tonne. Mais il est prévu qu'ils passeront à 825 dollars à compter du mois prochain retrouvant ainsi le niveau de l'été 1990 avec, entre ces deux pics, une dégringolade magistrale. Les cours de la pâte à papier ne se traitaient-ils pas aux alentours de 400 dollars/tonne à l'automne 1993 ?

Heureuse époque, soupirent les consommateurs de pâte à papier - éditeurs de journaux en tête -, comparée à la situation présente. Si les papetiers imitent l'américain Weyerhaeuser, en une année les cours auront augmenté de 75 % sur le marché international. Même si la baisse du dollar vient légèrement tempérer le coût final, peu de matières premières ont connu une telle envolée. Nombre de papetiers n'attendaient pas avant la fin de l'année un cours de 925 dollars/

tonne. Désormais, plus rien ne s'oppose à ce que la barre des 1 000 dollars soit franchie d'ici à la fin de l'année.

UNE OFFRE INSUFFISANTE

Il est exclu que la situation change à brève échéance. Les papetiers n'ont plus guère de stocks. Aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves, leur niveau - comparable à celui de la fin des années 80 - est inférieur à 1 million de tonnes, soit deux maigres semaines de consommation (contre le double en 1992). Les traditionnelles fournitures russes ont tendance à se réduire. Et les unités de pâte à papier en cours de construction se comptent sur les doigts d'une main. « Au mieux, un début de détente interviendra dans un an », souligne un professionnel.

La demande tire les prix vers le haut. Elle est très forte en Europe et aux Etats-Unis - la consommation de papier journal a cru de près de 5 % en 1994 outre-Atlantique -, à telle enseigne que les livraisons de papier canadien sur le marché européen prennent des semaines de retard. Situation identique en Asie du Sud-Est, dont l'approvisionnement repose pour l'essentiel sur les importations. Celles en provenance du Canada ont augmenté de 12 %

en 1993 et de 15 % au cours des onze premiers mois de l'année 1994, et de 35 % pour le seul Japon.

Les producteurs peuvent se frotter les mains. Au cours des trois prochaines années, selon les professionnels, la demande mondiale de papier journal devrait croître de 2,7 % l'an, alors que l'offre, elle, n'augmenterait que de 1,2 %. A l'heure actuelle, les capacités mondiales inutilisées ne dépassent pas 600 000 tonnes par an. Si les prévisions se vérifient, en 1997 - et compte tenu des investissements en cours -, l'industrie mondiale de la pâte à papier devra tourner à 96 % de sa capacité pour assurer la couverture des besoins (contre 93 % cette année).

La pulpe de bois sera-t-elle disponible pour approvisionner les usines de pâte à papier ? Force est de constater que les associations de protection de l'environnement, Greenpeace en tête, ont fait de la défense de l'exploitation forestière - un de leurs chevaux de bataille, en particulier en Amérique du Nord et dans les pays scandinaves. Au point que les professionnels - papetiers et éditeurs de journaux nord-américains, dont le *New York Times* et le *Wall Street Journal* - ont décidé tout récemment de s'organiser et de ré-

pliquer par le biais d'une campagne de publicité commune.

Heureux bénéficiaires d'une conjoncture qui leur sourit, les fabricants de pâte à papier mettent en balance les années de vaches maigres qu'ils viennent de connaître. Les papetiers canadiens disent avoir perdu près de 20 milliards de francs entre 1991 et 1994 du fait de la chute des prix. « On veut s'assurer une rentabilité raisonnable pour regagner tout ce que nous avons perdu au cours de ces années », indiquait un dirigeant du

groupe canadien Abitibi-Price, premier producteur mondial de pâte à papier.

Pour les journaux, l'avenir s'annonce difficile. En France, des hausses de prix ont d'ores et déjà eu lieu. D'autres sont annoncées. En 1993, en Grande-Bretagne, la baisse des prix de la matière première avait permis aux quotidiens de se livrer à une farouche guerre des prix. Le retournement de tendance interdit de la poursuivre.

Jean-Pierre Tuquait

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Variations hebdomadaires

INDICES	17-2	18-2
Dow-Jones comptant	194,77	194,77
Dow-Jones à terme	267,80	267,80
METALLUX (Londres)		
Cuivre comptant	2,833	2,834
Cuivre à 3 mois	2,881	2,874
Aluminium comptant	1,820	1,820
Aluminium à 3 mois	1,916	1,916
Plomb	593	594
Plomb à 3 mois	592	593
Etain	5,355	5,355
Etain à 3 mois	5,490	5,490
Zinc	1,035	1,035
Zinc à 3 mois	1,058	1,058
Nickel	8,570	8,405

MÉTALLS PRÉCIEUX (New York)	
Argent	477,05
Platine	415,25
Palladium	157,25
GRAINES ET DÉRIVÉS	
Bé (Chicago)	346
Mais (Chicago)	239
Graines de soja (Chicago)	355
Tournesol (Chicago)	133,50
Ré de terre (Londres)	351,50
SUCRES	
Cacao (New York)	1,390
Café (Londres)	2,220
Sucre blanc (Paris)	406

LE PÉTROLE	
	Cours 17-2
WTI (New York)	18,74
Brent (Londres)	17,34
Crude Oil (New York)	18,91

JAVICO 150

Le Monde

AGENDA

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 FÉVRIER 1995 / 17

Pluies au nord de la Loire

UNE NOUVELLE perturbation atlantique abordera la France par la Manche; elle ne gagnera que lentement l'intérieur; le sud du pays sera quant à lui protégé par un anticyclone centré sur l'Espagne. Sur les régions proches de la Manche - Bretagne, Normandie et Pas-de-Calais - la journée de dimanche sera très maussade, avec de la pluie tout au long de la journée, et un vent de sud-ouest qui pourra atteindre 70 à 80 km/h en

pointe sur les côtes, 60 à 70 dans l'intérieur. Sur les Pays-de-Loire, le Centre, l'Île-de-France et Champagne-Ardenne, la journée sera grise, avec quelques faibles pluies le matin; celles-ci s'intensifieront l'après-midi. Le vent de sud-ouest atteindra 60 à 70 km/h dans les rafales. Sur la région Poitou-Charentes, le nord de la Bourgogne, la Lorraine et l'Alsace, les quelques éclaircies présentes au lever du jour disparaîtront rapidement devant l'avancée des nuages. L'après-midi, il pleuvra sur la Lorraine, tandis que le Poitou et les Charentes ne seront concernés que par quelques gouttes. Sur le nord de l'Aquitaine, le Limousin, l'Auvergne, le sud de la Bourgogne, la Franche-Comté, et les Savoies, la matinée se déroulera avec un ciel simplement voilé par de fins nuages élevés; ce voile s'épaissira au cours de l'après-midi, pour finir par couvrir entièrement le ciel. Le vent de sud-ouest pourra atteindre 60 km/h en pointe. Au sud de l'Aquitaine, en Midi-Pyrénées, Langue-doc-Roussillon et ensemble du Sud-Est, ce sera une belle journée, après dissipation de quelques bancs de brume le long de la Garonne, mistral et tramontane se seront calmés, et il subsistera simplement un peu de vent d'ouest sur les côtes varoise ainsi qu'en Corse.

Les températures seront en hausse: les minimales seront comprises entre 1 et 3 degrés sur le Nord-Est, le Centre-Est, l'intérieur du Sud-Est, et le Centre-Est, entre 4 et 6 sur le Nord, le Bassin Parisien, et 7 à 8 degrés sur les régions de l'Ouest ainsi que l'ensemble des régions littorales. Les maximales seront voisines de 10 degrés du Nord au Nord-Est, ainsi que sur la région Rhône-Alpes; elles atteindront 12 ou 13 ailleurs, jusqu'à 15 degrés au pied des Pyrénées et sur les rives de la Méditerranée.

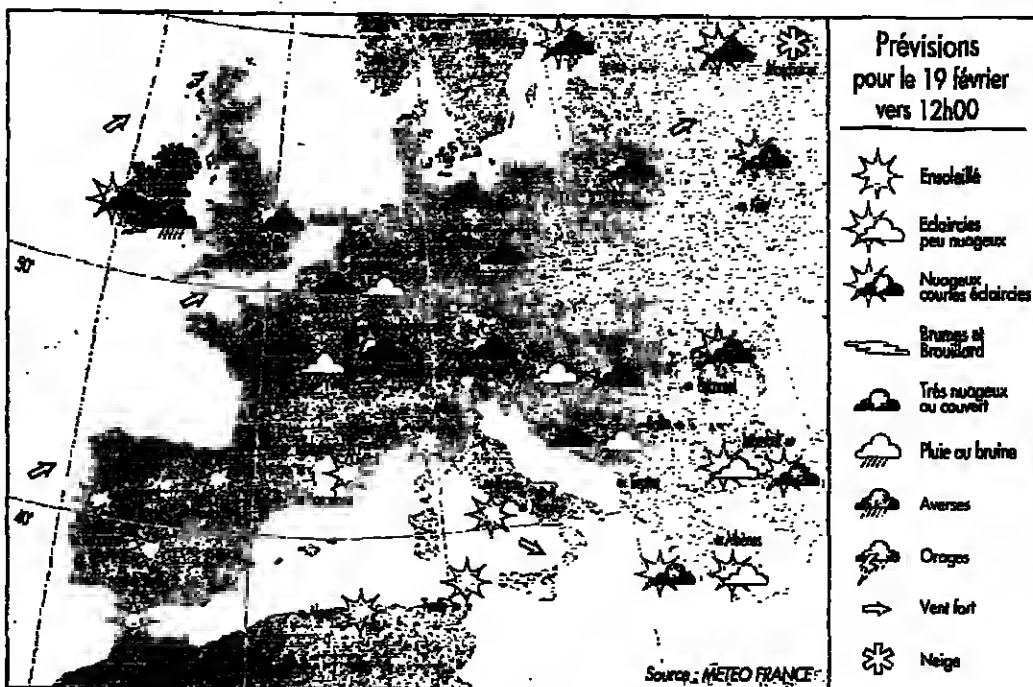
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 19 février vers 12h00

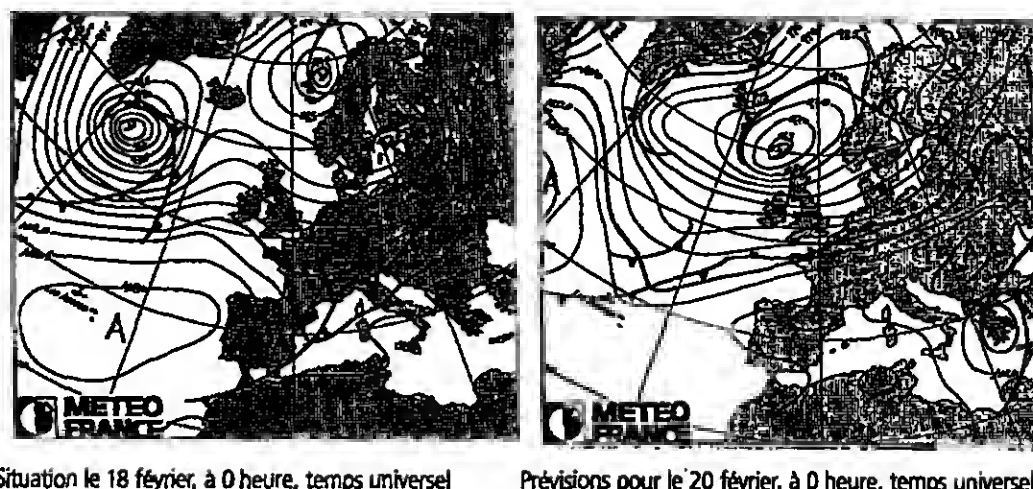


Tendance pour le 18 février: Moyen



Prévisions pour le 19 février vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	12/4	TOURS	10/4	CARACAS	29/21	LIMA	29/21	PRAGUE	10/18
du 17 février 1995	LYON	12/4	STRASBOURG	12/4	CHICAGO	3/7	LISBONNE	17/8	PRETORIA	10/18
max/min	MARSEILLE	15/9	AMSTERDAM	9/2	OSAKA	26/17	LONDRES	10/2	RABAT	18/10
	NANTES	10/5	ATLANTA	13/11	OSAKA	26/17	LOS ANGELES	10/13	NO DE JAN.	29/24
	PARIS	11/4	BANGKOK	34/25	DUBLIN	7/1	MADRID	16/5	ROME	17/11
	BOULOGNE	11/4	BARCELONE	18/11	FRANCFORT	10/3	MADRID	16/5	SAN FRANCISCO	11/4
	BORDEAUX	12/4	BERLIN	10/5	GENÈVE	10/2	MADRID	16/5	SANTO DOMINGO	23/17
	BOULOGNE	11/4	BRUXELLES	10/5	HANOI	20/19	MEXICO	29/10	SEVILLE	22/10
	CAEN	10/5	CHENNAI	26/17	HELSINKI	10/2	MILAN	13/4	ST PETERSBURG	22/10
	CHENNAI	10/5	HONGKONG	17/14	JOHANNESBURG	10/2	MONTREAL	3/11	STOCKHOLM	22/10
	CHENNAI	10/5	JOHANNESBURG	10/2	KINSHASA	28/20	MOSCOW	20/10	SYDNEY	22/18
	CHENNAI	10/5	KINSHASA	28/20	LAKE	22/11	MOSCOW	20/10	TOKYO	10/3
	CHENNAI	10/5	LAKE	22/11			MOSCOW	20/10	TUNIS	21/10
	CHENNAI	10/5					MOSCOW	20/10	VARSOVIE	10/3
	CHENNAI	10/5					MOSCOW	20/10	VIENNE	14/5



Situation le 18 février, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 20 février, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La question latine

JADIS, quand un écrivain glissait un bout de latin dans sa prose - un fruit confit dans la pâte - le lecteur se rengorgeait. Du bout de l'index, il faisait le mot à mot et sentait une fraîcheur de jeunesse. Il revoyait ses maîtres, binocles et barbes, humait l'odeur de la classe et feuilletait de mémoire sa vieille grammaire tachée d'encre, jaunée de la sueur des thèmes. Une citation était un clin d'œil amical, le rappel d'un bibelot de famille.

Maintenant, on y discerne de l'ignorance. L'ignorance du latin est châtouilleuse et revêche. Taguenaient-ils? Se moquaient-ils? Fils! Ce pédant, et ce cultriste! Tant pis! Mais, sur le fond du problème, il faudra bientôt s'expliquer. La France ne veut-elle se passer du latin, qui n'avait pas mal réussi à l'ancienne, pour former son élite?

Je pense à ce débat inévitable, devant deux livres récents. L'un est l'édition commentée - dans la collection Budé, bonheur de la France savante, et qui, si grec et latin sont vaincus, deviendra presque inutile, - de *La Vieillesse* de Vénus, ravissant poème de quatorze-vingt vers, composé par Florus - c'est probable - sous Hadrien, tout plein d'échos délectables d'Horace et de promesses de Ronsard.

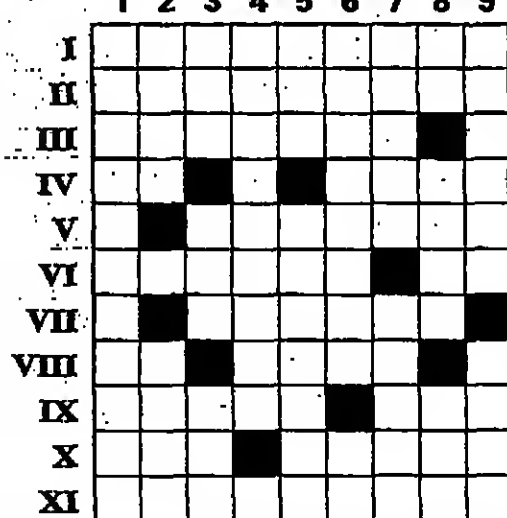
L'autre est une apologie du latin par M. Paul Crouzet, inspecteur général honoraire. Il sera long d'énumérer les preuves qu'il fournit, usagées ou fraîches, de l'efficacité du latin, gymnastique de l'intelligence, tonique du cœur.

A chacun son camp. Je promets à ces deux latinistes, par Michelet et Péguy, par Anatole France et Paul Valéry, par tous les grands amis du latin qui ont servi et honoré notre pays, de batailler près d'eux, de toutes mes forces, quand se plaidera le procès de la culture latine.

Robert Kemp (20 février 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6501



HORIZONTALEMENT
1. Maladie des rats. - II. Mettons cartes sur table. - III. Quand on est dessus, il faut arrêter. - IV. Affaie un dieu. Le sujet conscient. - V. Marquer par celui qui suit.

VI. Comme le front quand tout va bien. Lettres pour le fils. - VII. N'est pas le bon côté des choses. - VIII. Pris comme parfois un bouillon. Ce n'est que parfois une évidence. - IX. Comme un pont ancien. Une fille devenue belle. - X. Joueur d'œuf du Tout-Puissant. Un homme qui sort souvent avec des rigoles. - XI. Valaient plus que des as.

VERTICALEMENT
1. Qui peuvent tourner. - 2. Rivière. Coule en Afrique. - 3. Participe à la décoration du château de Versailles. Considéré. - 4. Est très collante. Pas d'autrefois. - 5. Comme une particule à laquelle on ne peut pas reprocher de traîner en route. - 6. Celle des Séleucides fut commune en Asie. Héros antique. Demi-tour. - 7. Donner une teinte. Instrument pour les ménestres. - 8. Dans le vent. Sont parfois en tas. Est empruntée en passant. - 9. Des étoffes pas très gaies. Sévères.

SOLUTION DU N° 6500
HORIZONTALEMENT
1. Pénitencier. - II. Epiphyse. - III. Nostalgie. - IV. In. Lee. - V. Tyr. Barre. - VI. Ennu. Ta. - VII. Nés. Gible. - VIII. Créole. - IX. Aneth. - X. Eupen. Sal. - XI. Esse. Lé.

VERTICALEMENT
1. Pénitencier. - 2. Epiphyse. - 3. Nus. Rescapé. - 4. Dito. Ex. - 5. U.S.A. Cécans. - 6. Laktation. - 7. Ingérables. - 8. Eber. Létal. - 9. Ré. Et. Hie.

Guy Broust

PARIS EN VISITES

Lundi 20 février

PASSAGES COUVERTS DU SENTIER (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).
MUSÉE DU MOYEN ÂGE: les salles souterraines des Thermes de Cluny (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Pierre-Yves Jaslet).

L'HÔTEL DE BOURRIENNE (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 58, rue d'Hauteville (Monuments historiques).
L'INSTITUT PASTEUR (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, 25, rue du Docteur-Roux (Isabelle Hauller).

MUSÉE DE L'ARMÉE: visite pour les jeunes (27 F + prix d'entrée), 14 h 30, cour d'honneur des Invalides sous la statue de Napoléon (Monuments historiques).
OPÉRA-GARNIER (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).

VAL-DE-GRACE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 2, rue du Val-de-Grâce (Christiane Lemaire).

L'HÔTEL ROZARD: l'école de musique Alfred-Cortot (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 114 bis, boulevard Malesherbes (Paris et son histoire).

MONTMARTRE: châteaux d'artistes et jardins secrets (55 F), 15 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

LE QUARTIER DU GROS-CAILLON (45 F), 15 heures, angle de la rue de l'Exposition et de la rue Saint-Dominique (Didier Bouchard).

MUSÉE DU LOUVRE: les nouvelles salles (50 F + prix d'entrée), 15 h 15, sous la pyramide devant l'Auditorium (Connaissance de Paris).

Mardi 21 février

LA FÉDÉRATION NATIONALE des guides-interprètes propose, au prix de 150 F, des visites guidées de Paris en car. Le but est de promouvoir la profession, tout en contribuant à la lutte menée contre le sida par l'association Aides, à laquelle seront versées les sommes recueillies. Inscriptions jusqu'au 20 février: (1) 44-52-33-81.

L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

LA SORBONNE: les salons du rectorat, le grand amphithéâtre et la chapelle (55 F), 10 h 30, 46, rue Saint-Jacques (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE D'ORSAY (23 F + prix d'entrée): Une œuvre à voir, *Les Déchargeurs de charbon*, de Claude Monet, 12 h 30 (Musées nationaux).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE: le cabinet des médailles (45 F + prix d'entrée), 14 heures, 58, rue de Richelieu (Paris Passion).

SUISSE: Les États-Unis et la Suisse sont parvenus à un accord levant toutes restrictions sur les dessertes aériennes entre les deux pays. Grâce à cet accord, Swissair, qui entend développer sa collaboration avec Delta Airlines, pourra desservir les villes américaines de son choix, seule ou en collaboration avec une autre compagnie. - (AFP).

VENEZUELA: Le ministre de la défense du Venezuela a annoncé qu'il pourrait prendre le contrôle du trafic aérien du pays si les travailleurs de ce secteur ne cessaient pas, par leurs actions revendicatives, de ralentir la circulation des avions. Les contrôleurs aériens réclament des augmentations de salaires et le renouvellement d'équipements anciens. - (UPI).

POLOGNE: L'Union européenne a débouqué l'équivalent de plus de 220 millions de francs pour la construction d'autoroutes et de routes en Pologne. - (AFP).

ZAIRE: Les responsables de la régie des eaux ont prévenu, le 14 février, les habitants de Kinshasa que l'eau du robinet n'était plus potable, faute de moyens pour acheter les produits nécessaires à son traitement. - (Reuters).

ESPAGNE: En raison de coupes budgétaires approuvées par le gouvernement espagnol, la construction avec la France du train à grande vitesse entre Madrid et la frontière via Barcelone sera retardée. Le ministre espagnol des transports et des travaux publics a expliqué que les grands travaux entrepris pour lutter contre la sécheresse dans le sud du pays passaient avant les transports ferroviaires. Le TGV devait relier Madrid à Paris en 2005. - (AFP).

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 75001 Paris Cedex 04 - Tél.: 01 49 40 32 90.

Le monde	France	Europe	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Le Monde (ISSN 0000-0000) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Beuve-Méry, 75001 Paris Cedex 04, France. For advertising rates, contact the publisher. For subscription rates, contact the publisher or the nearest subscription agent. For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

CONCERTS Paris est devenu depuis quelques années une plaque tournante de la musique arabe et draine un nombre croissant de public. ● LA CITÉ DE LA MUSIQUE a

consacré, dès son inauguration en janvier, une série de concerts à la musique du Maghreb. ● L'INSTITUT DU MONDE ARABE présente jusqu'à la fin du mois de juin un

long cycle dédié à Ziryab, le musicien persan du IX^e siècle, formé à Bagdad. C'est ce maître du luth qui, selon la légende, fut l'inventeur de la musique arabo-anda-

louse, aujourd'hui consacrée musique classique, et par là même intouchable, du Maghreb. Des chercheurs toutefois remettent aujourd'hui en cause la prédomi-

nance de ce chanteur et maître de l'oud, le luth, qui influença tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

Paris accueille Ziryab, créateur de la musique classique arabe

L'Institut du monde arabe consacre un cycle au luthiste persan du IX^e siècle qui, selon la légende, inventa le style raffiné arabo-andalou

« CE LUTH, majesté, est plus léger que les autres et l'en a rallongé le manche. Je lui ai aussi ajouté une cinquième corde, entre la deuxième et la troisième, pour enrichir la sonorité. Cette nouvelle corde représente l'âme... En outre, au lieu de me servir de l'habituel plectre en bois, celui que j'utilise est taillé dans une serre d'aigle, qui ménage la fine texture des cordes, allège le mouvement des doigts... » Ainsi, en l'an 808, Ziryab présente-t-il son oud, le luth, au calife de Bagdad, Haroun Al Rachid. La scène est contée par l'écrivain espagnol Jesus Greus, auteur d'une trébuchante biographie romancée du musicien Abu El Hassan Ali ben Nafi, dit Ziryab, le Rossignol noir, à cause « de son teint sombre et de sa belle voix qui font songer à cet oiseau chanteur au plumage noir ». Le calife, Commandeur des croyants, admirait, mais pour Ziryab la chance avait déjà tourné. Son maître, un grand musicien d'origine persane au classicisme sourcilieux, Ishaq Al Mawasil, fut soudain effrayé des talents du jeune homme : il le somma de quitter sur-le-champ la fastueuse « Venise d'Orient ».

Contraint à l'errance, Ziryab fait halte au Caire, puis à Kairouan, avant de trouver son port d'attache en 829, à Cordoue, la cité des princes omeyyades, « surprenant mélange de races, de vêtements et d'accents : hispano-musulmans, juifs, mozarabes, chrétiens des royaumes du Nord, Arabes d'Orient, nègres du Soudan, Francs, génois... » Là, il modifie profondément les habitudes de vie du califat, où des hommes à ses sens encore mal dégrossis ignoraient l'usage des verres à vin, le raffinement des épices, parlaient un méchant dialecte et filtraient avec les Wisigoths.

Il fonde, dit la légende, une maison de beauté, où les femmes

apprennent à s'épiler, « à user de fards et de cosmétiques », défend les idées d'Aristote dans une Cordoue parcourue de rivalités courtoises, de violences et de flammes de fanatisme. A sa mort, en 856, il laisse neuf enfants, et un héritage intellectuel brillant. On l'oublia, et son œuvre avec lui, jusqu'au XIX^e siècle, quand des orientalistes et musicologues espagnols retrouvèrent un manuscrit du XVII^e siècle, rédigé par un historien de Tlemcen, Al Magqari (1591-1632), et au titre évocateur : *Brise de parfums de la tendre arborescente Andalousie*.

Depuis, l'image du Rossignol

noir, héros civilisateur, n'a cessé de croître et d'embellir. On lui prête l'invention du style andalou et de ses vingt-quatre noubas, réglées sur le cycle des heures, des jours et des nuits, que le Maghreb revendique aujourd'hui comme sa musique classique.

Selon le musicologue Christian Poché, auteur d'un excellent ou-

vrage de synthèse, *La Musique arabo-andalouse* (à paraître en mars chez Actes Sud) : « La réputation de Ziryab est surfaite : son apologie fut rédigée huit siècles après sa mort. On ne saurait y toucher sans s'exposer à de sévères critiques. » Cette musique, et le terme qui la résume : *andalus*, a pris en effet des proportions mythiques et fait aujourd'hui partie de la conscience arabe.

Selon le musicologue, la réalité serait autre. De l'Orient, expliquait-il, Ziryab avait apporté l'art du *sawt*, la forme poético-musicale savante pratiquée à Bagdad. En enchaînant plusieurs poèmes, il innova et créa l'idée de la suite, le nuba. « Tout l'art de la culture andalouse sera d'évoquer le *sawt* au profit d'un nouveau type de poèmes chantés, nés sur cette même terre », le *zajal* (poème populaire et dialectal) et le *muwashshah* (poème de forme libre, par opposition à la *qasida* classique, poème monorime de construction très rigoureuse).

Il défend les idées d'Aristote dans une Cordoue parcourue de fanatisme. A sa mort, en 856, il laisse neuf enfants et un héritage intellectuel brillant

En 1968, la découverte dans une bibliothèque privée de La Marsa d'un manuscrit rédigé par le lexicographe tunisien Al Tifasili (1184-1254) démontre en effet que Ziryab n'a pu agir seul et que la musique arabo-andalouse s'est forgée au cours des siècles, évacuant petit à petit les apports de l'Orient, absorbant les règles musicales diatoniques des chrétiens wisigoths (le musicologue Salvador-Daniel trouva de nombreuses analogies entre la musique andalouse et le chant grégorien) et intégrant des idiomes berbères et romans à la langue arabe.

Quand elles reviennent en Égypte et dans le Maghreb, notamment au Maroc, une fois Cordoue prise en 1492 et la Reconquista achevée par les Rois Catholiques, les noubas traversent des périodes obscures, avant de recevoir des influences ottomanes, et d'être remises au premier plan par des musiciens célèbres (le Marocain Al Halk au XVIII^e siècle, l'Égyptien Shihab Al Din au XIX^e).

En 1904 paraissent les premières transcriptions des noubas en notations occidentales. Elles sont l'œuvre du musicologue français Jules Rouanet et d'un musicien juif algérien, Edmond Yaffi, qui fonda en 1911 la première association pour la diffu-

sion de l'arabo-andalou, Al Mu-tribiyya (la musicale).

Dans les années 30, la forte présence espagnole au nord du Maroc réveille l'engouement pour les noubas, qui commencent un implacable mouvement de réintégration dans le patrimoine classique arabe, mais n'est cependant pas reconnue au moment de l'historique Congrès du Caire de 1932, convoqué par le roi d'Égypte Fouad, et présidé par le baron Rodolphe d'Erlanger, afin de clarifier les rapports entre la musique classique occidentale et la musique arabe, et de provoquer la rencontre entre musiciens du Maghreb et du Moyen-Orient. Tenants du modernisme et tenants du classicisme s'affrontent, sous le regard d'observateurs prestigieux : Bela Bartok, Paul Hindemith... Cette année-là, le monde musical arabe est en ébullition.

Les pays du Maghreb ne suivent pas tous les mêmes sentiers. Ainsi, en 1934, à Tunis, apparaît la Rachidia, école du renouveau intellectuel et artistique, créée pour défendre le patrimoine. La Rachidia ne fera pas le choix de l'épure.

« Elle impose l'usage de vingt violons, un violoncelle, une contrebasse, etc. Elle écrit et codifie les noubas, crée un modèle « standard », explique le luthiste Anouar Brahmi. Ainsi, les noubas en Tunisie ont-elles perdu de leur liberté, de leur sentiment, contrairement à l'Algérie, où elles n'ont pas été transcrites avec autant de rigueur et sont restées vivantes. » Ainsi y aurait-il non pas une musique arabo-andalouse, mais une mosaïque de styles hérités d'Al Andalus.

Véronique Mortaigne

* *Ziryab*, de Jesus Greus, traduit de l'espagnol (Espagne) par François Gaudry. Ed. Phébus, 316 pages, 138 F.

* *La Musique arabo-andalouse*, de Christian Poché. Ed. Cité de la musique/Actes Sud, collection « Musiques du monde » (en librairie début mars, déjà disponible à la Cité de la musique), 183 pages, accompagné d'un CD constitué d'exemples musicaux rares, 85 F.

Le cycle Ziryab à l'IMA

Après trois concerts consacrés à la Syrie, à l'Irak et au Liban, l'Institut du monde arabe poursuit un balayage étonnant des influences musicales arabo-andalouses. Prochains spectacles : Algérie : Mohamed Mokhtari (violin), le 18. Syrie : Adib Dayikh (chant) et son orchestre, avec la participation de Julien Weiss (tamour), les 24 et 25. Maroc : Ensemble Ahi Fes, avec Mohamed Bajeddoub (chant), les 10 et 11. Égypte : Abdou Dagher (violin), avec son orchestre, le 17 mars. Ensemble Moosshate, les 18 et 19 mars. Maroc : Musique et chants de Tétouan, avec Abdessadak Chekara et son orchestre, le 7 avril. Inde du Nord : Manghaniyar et Langha, chants et danses du Rajasthan, les 14 et 15 avril. Soudan : Abdelkarim Al Kabil et son orchestre. Espagne : Radio Tarifa, les 28 et 29 avril. La suite du programme, qui se termine fin juin, permettra d'entendre de la chanson, du *chabbi* algérien, du *malhun* de Fès (deux genres plus proches de la tradition classique *qasida* que de l'arabo-andalou), du flamenco espagnol et du fado de Coimbra.

* Institut du Monde Arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005. M^e Jussieu. Tous les concerts débutent à 20 h 30. Tél. : 40-39-80-81. De 90 à 150 F.



L'amour courtois et ses suites andalouses

L'ASSOCIATION de musique andalouse Es-Soundoussia ressuscite, sous la direction de Smaïn Hemmi, les mélodies qui firent les délices des cours de Bagdad et de l'Espagne maure du Moyen Âge. Fondée en 1986, la troupe - qui tire son nom d'un célèbre poème andalou *Fi riyadh Es-Soundoussia*, (dans les jardins de l'Eden) - a su rapidement devenir l'un des premiers ensembles de musique classique algérienne. Après avoir triomphé au Festival de musique classique d'Alger en 1987 et 1988, et s'être produit en Libye, aux États-Unis et en Italie, Es-Soundoussia participait en 1990 au festival Paris Quartier d'été. Il faisait découvrir aux Parisiens la beauté de ses voix et son habileté à rendre toutes les subtilités d'un genre extrêmement raffiné inspiré de l'amour courtois.

Née sur les bords de l'Euphrate, au VIII^e siècle, la musique arabo-andalouse émigra en Espagne

musulmane, moins d'un siècle plus tard, avec le plus célèbre musicien de l'époque, Abou Al-Hassan Ali Ibn Nafi (789-857), plus connu sous le nom de Ziryab, ami du calife Abderrahmane II, puis au Maghreb après l'ultime phase de la reconquête chrétienne et l'afflux des populations musulmanes (1492). Ainsi s'explique comment le patrimoine arabe est passé en Afrique, trait d'union entre l'Orient et l'Occident musulmans, point de jonction des influences perse, espagnole et occidentale.

Art musical homogène, enrichi des influences du terroir qui allait lui donner un cachet typiquement maghrébin, l'arabo-andalou respecte cependant les normes mélodiques classiques. Parfums d'Andalousie alliés aux saveurs méditerranéennes. L'Afrique du Nord conserve le souvenir d'environ vingt-quatre modes andalous, mais seuls une douzaine pos-

sèdent encore des noubas (suites) complètes. Le reste se réduit à quelques mélodies isolées, dont la beauté laisse entrevoir la richesse. Es-Soundoussia a le mérite de tenter de sauver ce répertoire grâce à de somptueux enregistrements. L'ensemble excelle dans le mode *ed dil*, dont la noubas se jouait au lever du jour dans l'ancien cérémonial princier arabe, comme le mode *malu* avec lequel il est d'ailleurs souvent jumelé. Après la *touchia* (notes d'introduction), qui classe d'emblée la maîtrise de l'orchestre, suivie de l'*istikhbar* (entrée) divinement aérien jusqu'au *khlass* (fin), mélancoliquement moelleux et enveloppé, les quinze musiciens et solistes déroulent de subtils entrelacs.

Es-Soundoussia, qui, comme la majorité des formations musicales, éprouve de grandes difficultés à se produire actuellement en Algérie, a laissé s'échapper la

plus pure de ses perles : Beïhdja Rahal, musicienne et chanteuse, dont la voix fragile et raffinée atteint la perfection. Elle est aujourd'hui à la tête d'un ensemble qui porte son nom. « Je fais toujours partie de l'association culturelle et artistique Es-Soundoussia, précise-t-elle cependant, mais j'ai voulu créer en France le premier orchestre de musique andalouse, afin de mieux faire connaître ce genre quasi inconnu ici. » Quitte à chanter occasionnellement sous la direction de Smaïn Hemmi.

Ali Habib

* La collection « Florilège andalou » vient de publier une série de cinq noubas (Noubas Remi, Dil, Arroubi, Rasid ed Dil, Ghrib) enregistrées par Es-Soundoussia. 5 CD Tassili Music ETM 110-115. Le 23 février à 20 h 30, Beïhdja Rahal donnera un concert aux côtés de Nacardine Cheouli, à l'Institut du monde arabe.

LES MOUCHOIRS DE COU ILLUSTRES EUROPEENS

Musée Municipal de la Toile de Jouy
54, rue Charles de Gaulle
78350 JOUY EN JOSAS
39.56.48.64

Jusqu'au 5 Mars

Du mardi au vendredi
de 10h à 17h
Samedi, Dimanche,
jours fériés de 14h à 18h.

الطريق إلى...

Collection...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de l'art...

de ce chanteur et maître de l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

ssique arabe

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

ans anatisme. uf enfants illant

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

de la musique arabe, la paraitre en l'oud, le luth, qui influence tout le bassin méditerranéen et qui reste encore l'instrument par excellence de la musique arabe.

Les nouveaux collectionneurs animent le marché de l'art

Planches de dessins animés, collections de stars... Christie's, Sotheby's et Drouot ont amélioré leurs ventes en 1994, en s'efforçant de séduire un nouveau public

APRÈS Sotheby's et Christie's, Drouot a annoncé son bilan pour l'année 1994. Il est assez mitigé, contrairement aux maisons anglo-saxonnes, qui sont relativement optimistes, surtout Christie's, qui gère, lentement, le leadership de sa scène. Les chiffres d'affaires des principales maisons de ventes aux enchères sont en hausse pour l'année 1994. Les géants anglo-américains se livrent à une concurrence acharnée : Sotheby's reste dominante sur l'année, avec 862 millions de livres en 1994 (environ 7,2 milliards de francs), mais est talonnée par Christie's, qui a réalisé 818 millions de livres (environ 6,8 milliards de francs).

Les résultats de la saison d'automne (août-décembre) confirment cette lutte à couteaux tirés, puisque, pour la première fois, Christie's prend la tête avec un résultat de 393 millions de livres (3,27 milliards de francs), contre 370 millions de livres (environ 3 milliards de francs) pour sa concurrente.

ATTENTION EN FRANCE En France, le montant total des ventes réalisées en 1994 par Drouot s'élève à 3,46 milliards de francs, avec 1,23 milliard pour la saison d'automne, dit M. Joël Milon, président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris, juge médiocre : « La progression s'est ralentie au second semestre. La fin de l'année a en effet largement pâti du climat politique et économique incertain en France, qui a conduit à un attentisme de la part des vendeurs, hésitants à proposer sur le marché des pièces importantes ».

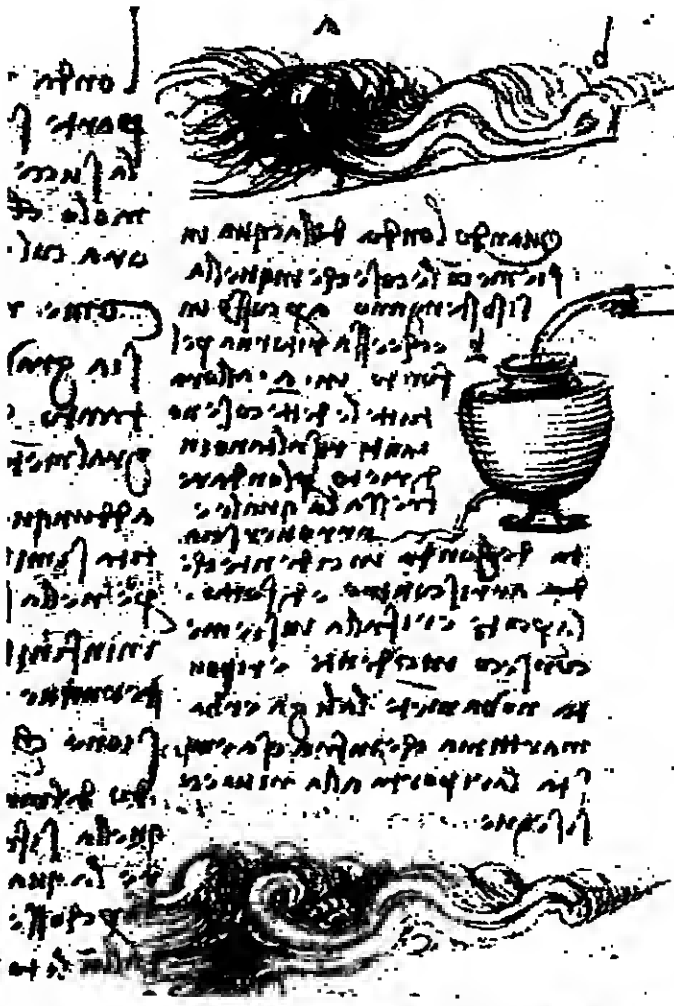
Chez Christie's, ce revanche, l'optimisme est de règle. La dispersion des collections d'une des plus belles demeures de campagne britanniques, Houghton Hall, dans le Norfolk, a rapporté 21 millions de livres (environ 175 millions de francs), au lieu des 15 millions attendus. Et avec le Codex Hammer, un manuscrit de

Léonard de Vinci, la maison de vente détient le record des enchères de l'année. La percée est aussi particulièrement remarquable pour ce qui concerne la joaillerie, surtout favorisée par l'implantation de Christie's en Asie. Outre les objets d'art orientaux (plus 20 % par rapport à 1993), les secteurs en hausse sont ceux de la peinture du XIX^e siècle (+19 %) et de la peinture américaine (+71 %) et de la peinture latino-américaine (+41 %).

Sotheby's a augmenté également son chiffre d'affaires en Asie de 30 %. La progression globale est de 67 % pour la peinture ancienne, 37 % pour celle du XIX^e siècle, 36 % pour la peinture américaine et 125 % pour l'art latino-américain. Aux mauvais esprits qui s'interrogent sur les raisons d'une telle ferveur et évoquent l'argent plus ou moins bien raffiné, les maisons de ventes anglo-saxonnes répondent par un *understatement* : depuis 1993, des lois très restrictives ont été votées en Grande-Bretagne pour lutter contre le blanchiment de l'argent et de la drogue. Mais il est difficile

de poser trop de questions à un client sur l'origine de ses fonds, et une dénonciation nuirait aux relations commerciales.

Les enchères, pour être publiques, ne s'accompagnent pas moins d'une discrétion extrême, au moins en ce qui concerne l'identité des acheteurs. Rares



Codex Hammer (détail), manuscrit de Léonard de Vinci, vendu par Christie's en novembre 1994.

sont les gens qui, comme Bill Gates, claquent leur porte-monnaie. Le fondateur de Microsoft Corporation, actuellement l'homme le plus riche des États-Unis, a établi un record mondial pour l'achat du Codex Hammer. Mais l'impact médiatique inter-

des acheteurs est moins sulfureux, on moins brillante, qu'on l'imagine. Sir Anthony Tennant, président du conseil d'administration de Christie's, constate « une nette augmentation des pourcentages de ventes, due à la fois à la participation active des acheteurs privés et à celle des marchands, en particulier des Américains ».

Les maisons de ventes consacrent ainsi des efforts soutenus pour organiser des vacations atypiques, qui attirent de nouveaux collectionneurs : bandes dessinées, dessins animés... Surtout, la dispersion de collections de célébrités arabes vers le marché des acheteurs pas encore blasés et prêts à surpayer très haut pour le plaisir d'un souvenir de Nouriel ou d'un « chrono » des studios Walt Disney.

Le retour des marchands, déjà amorcé en 1993, s'explique mieux : le marché sort du creux de la vague, au moins pour l'art ancien. Les estimations sont raisonnables, et les objets parfois très beaux. Pour qui a quelques disponibilités, l'art n'est pas cher, ces temps-ci.

Harry Bellet

Les meilleurs coups de marteau de 1994

Record mondial chez Christie's, à New York, le 11 novembre 1994, pour le Codex Hammer, un manuscrit de Léonard de Vinci : 30 millions de dollars (environ 160 millions de francs), soit trois fois l'estimation. Sotheby's doit à Gustave Klimt son plus beau résultat de l'année, le 11 mai 1994, avec une femme à l'éventail datant de 1917 : 6,67 millions de francs, qui s'expliquent surtout par la rareté des œuvres de Klimt sur le marché. Drouot est bien loin derrière : Les Blanches chevelures (ou La Ronde des fillettes), une huile sur carton de Picasso datée de 1901, n'a atteint que 22 465 465 francs. C'est encore beaucoup pour un tableau qui n'est pas le chef-d'œuvre de l'artiste.

national d'un tel achat le rentabilise presque immédiatement, surtout lorsqu'il précède de peu une vaste campagne publicitaire, dotée d'un budget plus de trois fois supérieur à l'adjudication du Codex, et centrée sur un slogan de circonstance : « Jusqu'où irez-vous ? » Cependant, la majorité

de poser trop de questions à un client sur l'origine de ses fonds, et une dénonciation nuirait aux relations commerciales.

Les enchères, pour être publiques, ne s'accompagnent pas moins d'une discrétion extrême, au moins en ce qui concerne l'identité des acheteurs. Rares

Jeux de mah-jong au Festival de Berlin

BERLIN de notre envoyé spécial

On doit à un bruit qui rend fou, le film d'Alain Robbe-Grillet a réalisé avec un des élèves, Dimitri de Clercq, de savoir désormais que l'on joue au mah-jong dans les petits

ports des îles grecques. Le bruit en question est en effet celui des pièces de ce jeu qui manipulent un quatuor de joueurs, tandis que sur un rocher battu par les embruns un pêcheur répète à l'infini le geste auguste du tueur de poule. Pour son retour au cinéma plus de douze ans après *La Belle Captive* (1982), l'écrivain et ci-

néaste a choisi de confier à un médior scénariste d'occasion le soin de conduire son récit : la voix de l'homme, qui dicte au magnétophone, permet la mise en place de situations souvent contradictoires, qui apparaissent simultanément à l'écran. Le film émerge en principe la manipulation de la narration, qui justifie le goût du cinéaste pour l'hémistiche savant.

D'autres avant lui ont pratiqué ces jeux. Mais Welles ou Mankiewicz avaient une histoire à raconter, des personnages à faire vivre et des spectateurs à intéresser. Robbe-Grillet se satisfait d'aligner les phrases ampoulées, dont il rend responsable le faux scénariste, et des images désespérément vides à force de prétendre être « signifiantes » : une jonque aux voiles

trouvées accoste sous le regard indifférent d'un chat noir, l'Américain Fred Ward figure le « spectre maudit » d'un marin de retour pour « la semaine anniversaire de son crime et de sa mort », Arlette Dombase, alias Sarah la Blonde, chante « Avec vous vu le vaisseau mort ? », et tout le monde se noie dans les vapeurs « des alcoolisés frelatés de contrebande ». Enivré par son désir de jouer avec eux, Robbe-Grillet a laissé les clichés s'emparer de son film. Il est également question de mah-jong dans *Hongfeng* (« Rouge »), le film de la réalisatrice chinoise Li Shaohong, évocation de la destinée de deux jeunes prostituées chassées de leur « maison » au lendemain de la guerre civile.

Et, là encore, les clichés abondent, au gré d'une mise en scène désespérément académique, qui traque la vérité de la grande révolution dans les champs de colza caressés par le vent. Si elle est de nature très différente, l'ambition de Li Shaohong est tout aussi affichée que celle d'Alain Robbe-Grillet. Et tout aussi dévoyée.

L'ambition nourrie par la cinéaste de Hongkong Ann Hui lorsqu'elle a réalisé *Xiatan de Xue* (« Neige d'été ») était sans doute moins élevée. Ce portrait d'une jeune quadragénaire débordée par ses activités professionnelles et ses responsabilités familiales séduit par son absence de prétention et un recours judicieux à des situations nourries par une observation attentive de la réalité. Un petit film, sans doute, mais qui a le mérite de redonner au plaisir une place que les films présentés à Berlin lui ont trop systématiquement contestée.

Pascal Mérieau

ESPACE CHAMPERRET SALONS : - Papiers Anciens - Livres - Collections - Marché d'Art Contemporain

16-26 FÉVRIER (11 h - 19 h)

Nocturne jeudi 16 jusqu'à 22 h

Organisation Joël Garcia tél : 43 31 49 49

DANS LES GALERIES

ANTOINE RÉVAY

Galerie Vieille-du-Temple, 23, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Tél. : 40-29-97-52. Du mardi au samedi de 14 h 30 à 19 h 30, jusqu'au 11 mars.

Antoine Révay est un peintre étrange et rare. De temps en temps, il consent à montrer quelques tableaux. Puis il disparaît, n'expose plus, peint à peine, et recommence un peu plus tard. Après une période où dominaient des couleurs intenses et contrastées, il revient vers ce qui fut, il y a une quinzaine d'années, son principal moyen d'expression, le gris, une infinité de gris admirablement nuancés et superposés et qui contenaient en puissance tous les tons du prisme. Aux nus et aux paysages romains qu'il peignait alors font écho de petites natures mortes et des portraits féminins. Les premiers arrêtent le regard par leur dépouillement géométriquement organisé et l'économie des moyens employés, des touches larges qui construisent les objets et creusent l'espace tout à la fois. Dans les seconds, le dessin très synthétique enveloppe des surfaces mouvantes et vibrantes. Le geste est libre, l'intensité jamais engluée dans la matière, l'expression violente et tendue. A ces deux suites s'ajoutent quelques autoportraits sans tendresse, mais, eux aussi, très puissamment construits. Ph. D.

MANUEL ISMORA

Galerie Pailhas, 36, rue Quincampoix, 75004 Paris. Tél. : 48-04-71-31. Jusqu'au 2 mars.

La galerie Pailhas présente, toute l'année 1995, les différents artistes de la collection Yoon Ja et Paul Devautour, un couple d'artistes qui a cessé toute production en 1985 pour se consacrer à la promotion des artistes qu'ils défendent. Manuel Ismora est le seul photographe de la collection Devautour, un des artistes les moins exposés du groupe, si on le compare à Art Keller, Duplo ou David Vincent. Sans doute parce que ses images en noir et blanc semblent sorties d'un catalogue de vente par correspondance des années 60-70 : des jeunes filles aux cheveux longs ou bouclés en sous-vêtements blancs, plus rigides que sexy. Ce genre de catalogues, on le sait, n'a le regard et l'image pour mettre en avant le seul produit à vendre. Manuel Ismora joue le jeu. Dans ses prises de vue agrandies et bien encadrées - d'où leur incongruité - tout est stéréotype, emprunt, banalisation : prises de vue dépourvues et grises, fond neutre, poses mécaniques, regards absents, refus de prendre en compte le spectateur. Des clichés juste agréables à l'œil. Manuel Ismora dénonce ici l'imagerie publicitaire qui a pollué la photographie, la photo de mode qui prétend au statut d'œuvre d'art mais aussi toute la photographie « banale » qui, magnifiée par l'abus des grands formats, a gagné les musées dans les années 80. En un sens, les clichés rafraîchissants d'Ismora sont à l'image de l'ensemble de la collection Devautour : un immense gag. M. G.

LE MARCHÉ

VOLES

La collection Bauer est en Serbie.

M. Bauer, un riche Croate, avait fait don de sa collection, essentiellement composée de rares tableaux de peintres croates des XIX^e et XX^e siècles, à la ville de Vukovar. En juin 1991, au début de la guerre, les autorités municipales avaient cédé les peintures dans un monastère franciscain, mais la collection avait disparu en décembre 1991, un mois après que les forces serbes s'emparèrent de la ville au terme d'un bombardement de quatre-vingts jours. Vukovar fait aujourd'hui partie de la République serbe de Krajina, autoproclamée. Une enquête du Conseil de l'Europe a permis de découvrir que la collection Bauer se trouvait, presque intacte, dans un musée de Novi Sad en Serbie. Selon Hans Christoph von Luthoff, le représentant de la commission parlementaire du Conseil de l'Europe pour la culture et l'éducation, d'autres collections croates ont été saisies à Vukovar, et certaines ont été détruites.

FBI contre Armée Rouge. Le FBI a intercepté *Dieu le Père*, attribué à Pellegrino Tibaldi, une *Bacchante* de Raymond La Fage et un *Saint-Georges terrassant le dragon* de Nicolas Poussin que Yury Sack, un homme russe, tentait de vendre à des marchands new-yorkais. Les tableaux appartenaient autrefois à la Kunsthalle de Brême, qui les avait

entrepris au château de Karsow durant la seconde guerre mondiale. Les tableaux ont été « saisis » par l'Armée Rouge et sont encore, pour la plupart, dans des collections publiques ou privées russes.

VENDEURS

Deux millions de dollars pour *Le Roi Lion*. Deux cent cinquante-six « cellulux » du dessin animé *Le Roi Lion*, ont été vendus samedi 11 février par Sotheby's, à New York. L'ensemble a atteint la somme de 1,99 million de dollars (10,5 millions de francs), un record pour une vente de ce type. Le précédent, en 1989, venait d'une vente également organisée par Sotheby's et consacrée aux dessins de *Qui veut la peau de Roger Rabbit*, qui n'avait produit que 1,66 million de dollars (8,8 millions de francs). Un dessin du lionceau Simba en compagnie du phacochère Pumbaa et de Timon la mangouste, estimé entre 4 000 et 5 000 dollars, a même atteint 39 100 dollars (207 000 francs). Il fait désormais le bonheur d'un collectionneur européen qui a préféré rester anonyme.

Le dessin vedette de la vacation, spécialement créé pour le catalogue, a été vendu 37 375 dollars (198 000 francs), au profit d'une société de protection de la nature, la National Audubon Society. De quoi faire oublier les polémiques qui avaient salué la sortie d'un film qualifié *pêle-mêle* de raciste, violent, sexiste, homophobe et plaigiaire (*Le Monde* du 25 novembre 1994).

FOIRE LA FERRAILLE DE PARIS

ANTIQUITÉS - BROCANTE 11 au 19 FÉVRIER 1995

10 H. - 19 H. WEEK-END

11 H. - 19 H. SEMAINE

on y chine on y mange on y boit

9 JOURS POUR CHINER

Bois de Vincennes

Nuit : Vincennes

Musée : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

Bois : Vincennes

PARC FLORAL DE PARIS

Organisation : SADEMA - Tél. : 40 82 95 95

86, rue de Lille - 75007 Paris

L'AUTOMOBILE dans Le Monde

c'est chaque Lundi daté Mardi

Pour vos annonces publicitaires :

contactez le 44.43.76.23

Schiller au Français

Marcel Bluwal
met en scène
« Intrigue et Amour »



LES AMOURS TRAGIQUES de deux jeunes héros que tout sépare, Louise Miller (Cécile Bruns), fille d'une famille bourgeoise et malmène - et de Ferdinand von Walter (Thibault de Montalembert), fils d'un prince impitoyable (André-Jean Séverin). *Intrigue et Amour* clôt, en 1784, quelques années après l'immense succès des *Brigands*, le cycle des drames de jeunesse de Schiller. C'est une forte manifestation du *Sturm und Drang*, mouvement littéraire pré-

romantique, subtile alchimie de passion, de révolte et de génie, dont Goethe, Lessing et Miller furent, avec Schiller, les figures les plus marquantes. Une œuvre de l'âge d'or de la littérature dramatique germanique, servie ici par un metteur en scène honnête et une troupe du Français en forme.

★ Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{er} (M^o Palais-Royal). Tél. : 40-15-00-15. En alternance. De 25 à 170 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Créations à Radio-France. Clôture en beauté du festival Présences avec la création mondiale de *Rhoda*, commande de Radio-France à Pascal Dusapin, de la *Concerto pour flûte*, de Sofia Gubaidouline (soliste Pierre-Yves Audebert) et la création française d'*El Dorado*, de John Adams. L'Orchestre national de France est dirigé par Charles Dutoit.

Salle Olivier-Messiaen, Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, (M^o Passy, RER C Kennedy), le 18, 20 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Throwing Muses. On est impatient de découvrir les Throwing Muses - groupe pionnier de la bruyante pop américaine - sur la scène d'un des meilleurs parleurs de la musique classique. Leurs chansons les plus abrasives devraient s'y sentir moins à l'aise que les austères ballades acoustiques qu'affectionnent aussi leur guitariste et chanteuse, Kristin Hersh.

Salle Chapin (Pleyel), 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré (M^o Termes), 20 h 30, le 18. Tél. : 45-63-07-96. Location FNAC, 120 F.

« Carré » de Stockhausen « Musique et espace » : sur ce thème, la salle modulable de la Cité de la musique adopte une disposition en quatre plateaux disposés autour du public pour *Carré*, œuvre de Stockhausen qui n'a plus été donnée à Paris depuis qu'elle fut montée Salle Wagram dans les années 70. Au même programme, le réjouissant *Central Park*, de l'Américain Charles Ives.

Salle modulable, Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures (M^o Porte-de-Pontin), le 18, 20 heures. Tél. : 44-84-45-45. De 100 à 160 F.

Journée Pierre Boulez. A écouter sur France-Musique dans le cadre de la journée tout entière consacrée à des émissions sur et avec Pierre Boulez, ou en direct, un programme Messiaen, Carter, Stockhausen, Berio, Ligeti et Boulez, bien sûr, par Pierre-Laurent Aimard au piano et des solistes de l'Intercontinental.

Salle Olivier-Messiaen, Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy (M^o Passy, RER C Kennedy), le 19, 17 heures. Tél. : 40-30-15-16. Entrée libre.

CINÉMA

Les nouveaux films de la semaine, une sélection des films en exclusivité et de séances spéciales

NOUVEAUX FILMS

À CRAN
Film français de Solange Martin
Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49);
Espace Lincoln, 9 (42-55-36-14);
Espace Saint-Germain, 10 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Vincent, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Yves, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Zénon, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Étienne, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-François, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jacques, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Jean, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Louis, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Martin, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Nicolas, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Paul, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Pierre, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Sauveur, 14 (43-37-35-43);
Espace Saint-Thomas,

SAMEDI 18 FÉVRIER

TF 1

20.45 Variétés :
Les Vieux de la veille.
Présenté par Patrick Sébastien, Avec Martine, Super Nana, Brigitte Lahale, Babo, Laurent Baffie, Gérard Vives, Lager, Jean Roucas, Dany-boon, Hervé de Voltaire.

23.05 Magazine : L'hebdo.
Le Chemin des éruditions : Le Peuple des marais ; Les Moutons de Manches.

0.10 Magazine : Formule foot.
0.45 Journal et météo.
1.00 Les Rendez-vous de l'été.
1.20 TF 1 nuit (et 2.30, 3.40, 4.10).

1.30 Programmes de nuit.
Histoire de la vie : 2.30, Le Vignoble des maudits (1) ; 3.40, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 4.50, Musique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ▶ On peut voir ; ■ ■ ■ No pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

FRANCE 2

20.45 Divertissement : N'oubliez pas votre bourse à dents.
Présenté par Nagel.

23.00 Magazine : Chien courts.
Les Jeunes et la séduction.
0.50 ▶ Les Films Lumière.
1.00 Journal, Météo.
1.15 Programmes de nuit.
L'Heure du golf (rediff.) ; 1.45, Tarata (rediff.) ; 3.00, Bouillon de culture (rediff.) ; 4.05, Dîner ; 4.40, Accélération verticale ; 5.00, Magazine : Revue de campagne (rediff.) ; 5.45, Dessin animé.

FRANCE 3

20.50 ▶ Téléfilm : La Fidèle infidèle.
De Jean-Louis Benoit, avec Marie-Françoise Péllet.

22.20 Magazine : Ah ! Quelle titane.
Les Femmes. Invités : Mona Ozouf (Les Mots des femmes, essai sur la singularité française) ; Gisèle Halimi (Une embellie perdue) ; Christine Bard (Les Filles de Marianne - Histoire des féministes (1914-1940)) ; Pascal Bruckner (La Tentation de l'antiféminisme) ; Mario Vargas Llosa (Le Poisson dans l'eau) ; Alain Bouchet, historien. Présentation par Jean-François Kahn du Passé d'une illusion, de François Furet, et du Crépiscule de la culture française, de Jean-Marie Domenach.

23.20 Météo et Journal.
23.50 Magazine : Musique et compagnie.
Angélique Ionatos chante Théodorakis.

0.50 Musique : Cadran lunaire.
Sonate n° 3, de Weber, par Dimitri Bashkoff, piano (50 min).

M 6

20.45 Téléfilm :
La Fureur des anges.
De Muz Kulk, avec Jacyn Smith, Ken Howard.

0.05 Série : Les Professionnels.
Chasse à l'homme.

1.00 Musique : Danse Boulevard.
2.30 Rediffusions.
E = M 6 ; 2.55, Fax'O ; 3.20, Culture pub ; 3.45, Destination le monde (Les Antilles) ; 4.40, La Mémoire du peuple noir (La voir jamaïcaine) ; 5.55, Culture rock (La saga) ; 6.30, Boulevard des clips.

CANAL +

20.30 Téléfilm :
La Maison des souvenirs.
De Glenn Jordan, avec James Woods, Anne Archer.

22.00 Documentaire :
National Geographic.
Merveilles des Caraïbes.
22.30 Flash d'informations.
23.00 Cinéma :
Du sang pour Dracula. ■
Film franco-italo-britannique de Paul Morrissey (1974).
0.40 Cinéma :
Mad Dog and Glory. ■
Film américain de John McLaughlin (1992).
2.15 Cinéma : Just Friends.
Film belge de Marc-Henri Wajsborg (1994).
3.55 Le Journal du cinéma.
4.00 Cinéma : La Maltraite de emmanuëlle. ■ ■
Film chinois (Taiwan) de Hou Hsiao Hsien (1993, v.o.).
6.25 Documentaire : Les Allumés.
Fous de l'été, de Katharine Hibbs (22 min.).

ARTE

20.40 Téléfilm : Le Grimpéur.
De Rume Hammerich, avec Björn Kjellman, Per Oscarsson (3° partie).

21.40 Documentaire :
Chypre, notre avenir.
De Panikos Chrysanthou.
Un Chypriote grec et un Chypriote turc parlent de leur île coupée en deux.

23.35 Magazine : Velvet Jungle.
Proposé par Patrice Blanc-Francard et présenté par Valli. Avec Gurs N'roses, The Five (live).
0.50 Série : Johnny Staccato.
7. Le Mal, avec John Cassavetes (v.o.).
1.20 Téléfilm : Derniers Délais.
De Pal Erdős, avec Erika Ozsda, Dani Szabo (90 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Série : Au nom du père et du fils. 21.00 Journal de France 2. 21.40 Les Francophones. Dans tous ses états. 23.25 Ty cris, Ty cris. Rediff. de TF 1 du 16 décembre 1994. Voyages et présentations. 0.50 Journal de France 3. 0.55 Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.35 Un chant d'estivance. De Régine Delnol et Pauline Mustel. 20.30 Les Ailes de l'été. De Barry Cowhorm. 15. 17. Martin Canabarra. 21.25 Les Beautés du monde. De Guy Baskin. 1. Les Merveilles du Sahara. 22.15 15 jours sur Planète. 22.40 Le Showbiz et la Politique. D'André Halimi. 23.55 Edgar P. Jacobs : le legs de l'espion. De Christophe Hell. 0.05 Force brute. De

Robert Kiri. 29. Jeux de guerre. 0.55 La Rivière bleue. De Derek Joubert (50 min). **PARIS PREMIÈRE 19.00** Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Tennis. 22.30 Embouteillage. 23.35 Les Nouveaux Nœuds (90 min).

CANAL 18.00 Bites pas bêtes. 18.15 Malvins. 18.30 Série : La Bête des fougères. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Phases d'ouest. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. 20.00 Histoires de fantômes.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. New York, juillet 1920. Le Scandale de 1920. 22.35 Série : Au nom de la loi. 23.00 Chronique du crime. 23.05 T'es pas une idée ? 0.05 Série : L'ennemi. 0.10. Rediff. 0.50 Quatre en un (30 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Le Club. 19.10. Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice. 23.55 Edgar P. Jacobs : le legs de l'espion. De Christophe Hell. 0.05 Force brute. De

Robert Kiri. 29. Jeux de guerre. 0.55 La Rivière bleue. De Derek Joubert (50 min). **PARIS PREMIÈRE 19.00** Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Tennis. 22.30 Embouteillage. 23.35 Les Nouveaux Nœuds (90 min).

CANAL 18.00 Bites pas bêtes. 18.15 Malvins. 18.30 Série : La Bête des fougères. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Phases d'ouest. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. 20.00 Histoires de fantômes.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. New York, juillet 1920. Le Scandale de 1920. 22.35 Série : Au nom de la loi. 23.00 Chronique du crime. 23.05 T'es pas une idée ? 0.05 Série : L'ennemi. 0.10. Rediff. 0.50 Quatre en un (30 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Le Club. 19.10. Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice. 23.55 Edgar P. Jacobs : le legs de l'espion. De Christophe Hell. 0.05 Force brute. De

brosses. 18.00 Tennis. En direct de Milan (Zola). Demi-finales masculines. 19.55 Basketball. En direct de Paris. Championnat de France Pro A : PSG Racing-Chalet. 21.30 Équitation. En direct. Coupe du monde : Jumping de Bruxelles. 23.00 Golf. 0.00 Tennis. En direct de Memphis (Etats-Unis). Demi-finales masculines (20 min).

CINÉ CINÉMA 18.10 Accusés Pathe n° 1. 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.00 Hollywood Dearest. Clark Gable. 23.00 L'Amazone aux yeux verts. ■ Film américain d'Edwin L. Marin (1944 N., v.o.). 0.30 La Gamba. ■ Film français de Norbert Carbonnaux (1961, N.).

CINÉ CINÉMAS 20.30 Téléfilm : Les Faus-saires. De Dean Parrot, avec Jeff Goldblum, Kristin Scott-Thomas, Todd Graff. 22.05 Les Dessous d'Hollywood. 4. Les producteurs. 23.00 On a volé la coupe de Jupiter. ■ Film français de Philippe de Broca (1979). 0.35 Vue sur maison close. Téléfilm classé X (75 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.30 Poésie sur parole. Spécial Alain Borne 20.00 Le Temps de la danse. Rencontre avec Daniel Agestis. 20.30 Photo-portrait. Huguette Dreyfus, clariniste. 20.45 Fiction. Deux jours, deux nuits, de Per Olof Sundman ; à 22.14, Nouvelle : Djin, extrait de Le Rouge et le Blanc, de Jean-Marie Lacharrière. 22.35 Opus. Sortie de cours au Festival d'Automne. 0.05 Clair de nuit. Michel Desgranges, directeur des Belles Lettres.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Soirée Lyrique. En direct de New York, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New York, dir. : David Atherton. Le Barbier de Séville, de Rossini. Jennifer Larmore (Rosina), Stanford Olsen (Almaviva), Thomas

Allen (Figaro), Enzo Dara (Bartolo), Nicolai Ghiaurov (Basilio), Jane Sautis (Berta), Richard Byrne (Fonzi), Charles Anthony (Sergeant), Barry Brantley (Ambrogio). 0.05 Musique pluriel Concert donné le 10 février 1995 dans le cadre de Présences 95, par l'Ensemble Aleph : Le Petit Arlequin pour clarinette, de Stockhausen ; Le Rire du coq du violoncelle, de Clément ; Crapuscule pour quintette, de Devillers (création mondiale, commande de Radio-France) ; Knospens-Gespattener pour clarinette, de Barrett ; Yener, de Rosser (création mondiale, commande de Radio-France) ; Pas de cino, scène d'opéra, de Kagei. 0.05 Auto-portrait. Luca Francesconi.

DIMANCHE 19 FÉVRIER 1995

TF 1

12.20 Jeu : La Météo Pré.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.55 Météo, France Info Journal.
14.20 Série : Hooligan.
14.55 Série : Les Nouveaux Nœuds.
15.35 Série :
Les Dessous de Palm-Beach.
16.55 Disney Parade.
Invité : Karine Costa ; Un vrai petit héros.
18.00 Les millions de copains.
Avec la série : Alerie à Malibu.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté par Anne-Sophie. Invité : Philippe Séguin et Antoine Waechter.
20.00 Journal, Tiroc.
La Minute hippique, Météo.

20.45 Cinéma : Air Force Bat 21. ■
Film américain de Peter Markle (1988).
22.25 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : Quelques messieurs trop tranquilles. ■
Film français de Georges Lautner (1972).
0.15 Journal et météo.
0.30 Concert.
Symphonie concertante pour violon et alto K 364, de Mozart.
1.40 TF 1 nuit (et 2.40, 3.45, 4.25).
1.50 Programmes de nuit. Histoire de la vie : 2.50, Le Vignoble des maudits (2) ; 3.55, Passions ; 4.35, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.

FRANCE 2

DIMANCHE • MIDI
René MONORY
à l'Heure de Vérité. **2**

12.05 L'Heure de vérité (et 1.30).
Invité : René Monory.
12.50 Loto, Journal, Point route.
13.55 Météo (et 13.15).
13.25 Dimanche Matin.
15.05 Série : Le Bonheur.
16.05 Dimanche Martin (suite).
17.30 Sport : Football.
8^e de finale de la Coupe de France : Le Havre-PSG.
19.15 Magazine : Stade 2 (et 4.50).
Football ; Rugby ; Ski artistique ; Voile.
20.00 Journal et Météo.
Invité : Edouard Balladur.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Documentaire :
Les Cinq Continents.
Les Cinq Continents. Scènes de vie quotidienne, de Stéphane Bui, François Duprat et Charles Jajot.
14.05 Série :
Les Mystères de l'Ouest.
14.55 Magazine : Sports dimanche.
15.00, Tennis, en direct de Vincennes. 15.10, Tennis, finale du 3^e Open Gaz de France au stade Pierre-de-Coubertin ; Après le Tennis. Athlétisme : Meeting de Liévin.
18.00 Magazine : Lignes de mire.
Présenté par Jacques Chancel.
18.55 La 19-20 de l'information.
A 19.05, Journal de la région.
Invité : Philippe de Villiers.
20.15 Divertissement : Benny Hill.

M 6

12.25 Série : Mariés, deux enfants.
12.55 Série :
Les Russes de San-Francisco.
13.55 Série : Les Têtes brisées.
15.10 Magazine : Fréquentation (et 2.30).
16.15 Série : Le Joueur.
17.15 Téléfilm : Commissaire Flemming. mort à crédit. D'Ulrich Stark, avec Martin Lüttge, Klaus J. Behrendt.
18.55 Série : Robocop.
19.54 Six minutes d'informations.
Météo.
20.00 Série : Filles à papas.
20.40 Sport 6 (et 0.45).

CANAL +

En clair jusqu'à 14.05
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Télé dimanche.
Présenté par Michel Denisot.
13.35 Divertissement :
La Semaine des Guignols.
14.05 Téléfilm : L'homme qui avait trois femmes.
De Peter Levin, avec Beau Bridges, Joanna Kerns.
15.35 Documentaire :
Lijiang.
La Chine au-delà des nuages. De Phil Agland.
16.35 Dessin animé : Les Simpson.
17.00 National Geographic.
Merveilles des Caraïbes, de Howard et Michelle Hall.
18.00 ▶ Téléfilm :
Une femme dans la tourmente.
De Serge Moati, avec Mimi-Mimi, Maxime Leroux.
En clair jusqu'à 20.30
19.45 Flash d'informations.
19.55 Ca cartoon.
Le Lapin des îles (1943) ; A l'eau, le chat (1947) ; Le Caneton Kidnapé (1950).
20.30 Cinéma :
Adieu ma concubine. ■ ■ ■
Film chinois de Chen Kaige (1992).
23.15 Flash d'informations.
23.20 Magazine :
L'Equipe du dimanche.
Présenté par Pierre Sled. Football ; Basket américain.
1.50 Téléfilm :
Catastrophe à San Francisco.
De Robert Iscove, avec Ruben Blades, Len Cariou (90 min).

LA CINQUIÈME

12.00 Pose ton cartable.
Téléchat : La Vie devant moi : patience ; Gimmy : Perdu de vue ; Pique pas mes croquettes ; Rintintin : Le Vieux Marin (rediff.).
13.00 Jeu : Ca déconne.
13.30 Les Grands Séducteurs.
Omar Sharif et Marcello Mastroianni.
14.30 Magazine : L'Esprit du sport.
Invité : Yves Bergot.
15.30 Magazine : Jeux d'encre.
16.00 Magazine : Dictionnaire de France.
17.00 Le Sens de l'Histoire.
Kennedy.
18.30 Magazine : Va savoir.
L'Avenir.

ARTE

19.00 Série :
Max Linder.
Le Baronnet de la fidélité (1912) ; Max collectionne les chaussures (1913) ; Max veut apprendre à patiner (1905).
19.30 Magazine :
Métropolis (et 1.05).
Coordonné par Pierre-André Boutang et Jean-Denis Bonan. Michel Polac, de Jean-Denis Bonan ; Hommage à Jean Tardieu, de D. Rabourdin ; Le Journal de Nijinski, de J.-M. Carou ; Métropolis de Ritz Lang, de Jacques Méry ; La Berlinale ; Orlando, de Caroline Champetier ; L'Abécédaire de Gilles Deleuze : A comme Animal.
20.27 Documentaire :
Album couleurs.
Magicien.
Les premiers images en couleurs de l'histoire du cinéma.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique :
Rainer Werner Fassbinder.
Soirée présentée par Frédéric Mitterrand avec Ingrid Caven.
20.41 Cinéma : Le Mariage de Maria Braun. ■ ■
Film allemand de Rainer Werner Fassbinder (1978).
22.45 Documentaire :
Une histoire d'Allemagne.
Rainer Werner Fassbinder et son film Le Mariage de Maria Braun, de Peter Kravitz.
23.10 Documentaire :
Je ne veux pas seulement qu'on m'aime.
De Hans Günther Pflaum.
0.45 Cinéma : Le Clochard.
De Rainer Werner Fassbinder, avec Christoph Ror, Susanne Schimkus.
2.05 Documentaire :
Photo de classes.
De Lita Boudalika (rediff.) (52 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff. de TF 1 de ce jour. 21.00 Journal de France 2. 21.40 L'Esprit du Nord. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1982). 23.40 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 1^{er} février. Je suis rescapé d'une catastrophe. 0.50 Journal de France 3. 0.55 Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.10 Les clés des trésors. De David Cohen. 9. Le Robinson Croisé de Juan Fernandez. 19.35 Escapes : Égypte. De Pierre Bouwers. 20.30 Certains l'aiment chaud. De Derek Bailey. 22.15 Un chant d'estivance. De Régine Delnol et Pauline Mustel. 23.05 Les Ailes de l'été. De Barry Cowhorm. 15. 17. Martin Canabarra. 21.25 Les Beautés du monde. De Guy Baskin. 0.50 Le Showbiz et la Politique. D'André Halimi (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's Club. 20.00 Café-théâtre. 20.30 L'Album (et 0.50). 21.00 Les Hommes du président. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1976).

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff. de TF 1 de ce jour. 21.00 Journal de France 2. 21.40 L'Esprit du Nord. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1982). 23.40 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 1^{er} février. Je suis rescapé d'une catastrophe. 0.50 Journal de France 3. 0.55 Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.10 Les clés des trésors. De David Cohen. 9. Le Robinson Croisé de Juan Fernandez. 19.35 Escapes : Égypte. De Pierre Bouwers. 20.30 Certains l'aiment chaud. De Derek Bailey. 22.15 Un chant d'estivance. De Régine Delnol et Pauline Mustel. 23.05 Les Ailes de l'été. De Barry Cowhorm. 15. 17. Martin Canabarra. 21.25 Les Beautés du monde. De Guy Baskin. 0.50 Le Showbiz et la Politique. D'André Halimi (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's Club. 20.00 Café-théâtre. 20.30 L'Album (et 0.50). 21.00 Les Hommes du président. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1976).

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff. de TF 1 de ce jour. 21.00 Journal de France 2. 21.40 L'Esprit du Nord. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1982). 23.40 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 1^{er} février. Je suis rescapé d'une catastrophe. 0.50 Journal de France 3. 0.55 Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.10 Les clés des trésors. De David Cohen. 9. Le Robinson Croisé de Juan Fernandez. 19.35 Escapes : Égypte. De Pierre Bouwers. 20.30 Certains l'aiment chaud. De Derek Bailey. 22.15 Un chant d'estivance. De Régine Delnol et Pauline Mustel. 23.05 Les Ailes de l'été. De Barry Cowhorm. 15. 17. Martin Canabarra. 21.25 Les Beautés du monde. De Guy Baskin. 0.50 Le Showbiz et la Politique. D'André Halimi (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's Club. 20.00 Café-théâtre. 20.30 L'Album (et 0.50). 21.00 Les Hommes du président. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1976).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Projection privée. Dominique Weil, directeur du Centre national de la cinématographie. 19.40 Fiction. Les Vies multiples, de Pierre Michon. 2. Vie d'Antoine Pelluchet. 20.30 Atelier de création radiophonique. Parcours sonores : La Vilette. 22.25 Poésie sur parole. Poèmes des vagabonds (6). 22.35 Le Concert. Enregistré à l'église de la Trinité, le 18 décembre 1994 : Giveres de Messiaen. Avec Neji Hakim, orgue. 0.05 Clair de nuit. Tent premières : Portrait de Pascal Matthieu poète et chanteur ; Rub a dub dub ; Remémoires : Sonnettes ; La durée du oui : Various Artists.

FRANCE-MUSIQUE 18.35 Le chef d'opéra. Rencontre avec Patrice Chéreau, avec des extraits de Pelléas et Mélisande, Moïse et Aaron, Don Giovanni et de la Trélogie. 21.00 Le Fondateur d'institutions, Boulez, IRCAM, l'EC, le projet de la Vilette... 22.30 L'Atelier du musicien. Comment travaille Boulez ? O.7. Comment il trouve le temps ? Qu'est-ce qu'un orchestre ? 7. Ses projets à venir... 0.05 Pierre Boulez dirige. L'été, ou le retour à la vie (extraits), de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de Londres, Jean-Louis Barrault, réclant ; Symphonie n° 10 (ad de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Londres ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy, par l'Orchestre de Cleveland.

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Projection privée. Dominique Weil, directeur du Centre national de la cinématographie. 19.40 Fiction. Les Vies multiples, de Pierre Michon. 2. Vie d'Antoine Pelluchet. 20.30 Atelier de création radiophonique. Parcours sonores : La Vilette. 22.25 Poésie sur parole. Poèmes des vagabonds (6). 22.35 Le Concert. Enregistré à l'église de la Trinité, le 18 décembre 1994 : Giveres de Messiaen. Avec Neji Hakim, orgue. 0.05 Clair de nuit. Tent premières : Portrait de Pascal Matthieu poète et chanteur ; Rub a dub dub ; Remémoires : Sonnettes ; La durée du oui : Various Artists.

FRANCE-MUSIQUE 18.35 Le chef d'opéra. Rencontre avec Patrice Chéreau, avec des extraits de Pelléas et Mélisande, Moïse et Aaron, Don Giovanni et de la Trélogie. 21.00 Le Fondateur d'institutions, Boulez, IRCAM, l'EC, le projet de la Vilette... 22.30 L'Atelier du musicien. Comment travaille Boulez ? O.7. Comment il trouve le temps ? Qu'est-ce qu'un orchestre ? 7. Ses projets à venir... 0.05 Pierre Boulez dirige. L'été, ou le retour à la vie (extraits), de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de Londres, Jean-Louis Barrault, réclant ; Symphonie n° 10 (ad de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Londres ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy, par l'Orchestre de Cleveland.

Les interventions à la radio

France-Info, 105.5 : Journée spéciale : centennaires, avec la témoignage de Jeanne Calment, âgée de 120 ans.
France Inter, 9 h 30 : « Mogadiscio : la Mafia ou la Chana ? » (« Le Choix d'Inter »).
RCL, 11 h 30 : Pascal Clément (« Gros Plan »).
RTL, 18 h 30 : Jean-Marie Le Pen (« Grand Jury »).

La bourse en direct.
36 15 LE MONDE
2.19 le minute

Largesses

par Alain Rollat

LE REVOICI plein écran. Depuis une semaine, il avait disparu de nos images. On devinait qu'il était assis quelque part, parmi les autres prévenus, dans ce prétoire du tribunal de Lyon chargé de le juger, mais on ne le voyait plus. Il ne tenait plus la vedette au journal de 20 heures. Ni sur sa propre chaîne ni chez la concurrence. Les caméras, par pitié ou par amitié, voulaient l'oublier. Ce procès de l'argent et de la politique n'était sans doute pas le sien. Surtout pas celui d'une conception marchande du journalisme télévisuel. S'il était mêlé à ce psychodrame, lui, la star, ce n'était certainement qu'en qualité de figurant, qu'à titre de pièce rapportée, par erreur ou machination.

Les observateurs le décrivaient « songeur » devant la « tragédie familiale » qui faisait s'entre-déchirer sous ses yeux ce maire et cet homme d'affaires, ce père et ce gendre, son ancien invité et son ancien ami. Son absence nous signifiait qu'il ne fallait pas le confondre avec les présumés coupables. Comme d'habitude, la télévision orchestrait la partition à sa guise.

Dans *Télérama*, le sociologue Pierre Bourdieu nous avait d'ailleurs prévenus : « C'est la télé qui définit le jeu : les sujets dont il faut parler ou pas ; les personnes importantes ou pas... » Il n'y avait donc pas lieu de parler de lui.

Le voilà donc sur France 2, sorti de l'oubliette compatisante pour les journaux de la nuit. Souriant, il s'adresse aux micros postés à la sortie du pa-

lais de justice. Les actualités de 20 heures n'ont fait que résumer ce qu'il a dit à l'audience. Tous les envoyés spéciaux ont été formels : au dire même des autres protagonistes, il ne savait peut-être pas d'où provenait l'argent des quelques 535 000 francs de voyages au soleil ou à la neige qu'il a uaguement acceptés sans la moindre contrepartie professionnelle de sa part. Nul n'a mis en doute son ingénuité.

Sur France 3, on a cité avec précision sa profession de foi : « Une nette et belle amitié nous unissait, et moi, avec les amis, je ne compte pas. » Epaté par cette générosité capable de tant recevoir sans jamais donner, le chroniqueur judiciaire de France 3 lui a même attribué « un bon point ». Ses pairs de la « Une » ont insisté sur l'autre « affaire », la vraie, celle qu'il a soulevée lui-même en mettant en cause cet ancien ministre socialiste qui se vantait, paraît-il, de posséder de quoi « faire sauter » le système médiatique... Il faut comprendre qu'il y a bien eu complot politique, jamais aucun problème déontologique. Savoir que la justice dit le droit, pas la morale. Ne pas confondre les « largesses », qui font les faiblesses, et les cadeaux, qui font les pots-de-vin. Pour une fois, il ne nous regarde pas dans les yeux. De profil, il parle aux radios. Il se dit « soulagé » que sa « bonne foi » ait été « reconnue ». Il se donne l'absolutois de semi-direct. Il n'y aura pas lieu de délibérer puisqu'il a déjà rendu son jugement. La télévision lave plus vite que la justice.

La droite grenobloise affiche son désarroi

Maintenu en détention, M. Carignon dénonce les « odeurs de la calomnie »

LYON
de notre bureau régional
Alain Carignon reste en prison. La nouvelle est tombée sèchement, vendredi 17 février. « J'ai comme un sentiment d'incrédulité », avoue Pierre Gascon, le maire (UDF-CDS) par intérim. Il avait placé beaucoup d'espoir dans les réquisitions du parquet, agrémentées des recommandations écrites de la chancellerie, qui souhaitaient la libération de l'ancien ministre de la communication, en raison de l'insurrection presque bouclée du dossier *Dauphiné News* et de l'état de santé du détenu, qu'on dit très affaibli. La veille, M. Gascon expliquait que la majorité du conseil municipal attendait le retour de M. Carignon (RPR), maire de Grenoble, « avec un petit pincement au cœur ». Vendredi, le maire par intérim voulait d'abord penser « ou sort de l'homme derrière les barreaux ».

Mais il sait bien désormais que la date du vendredi 17 février marque une rupture douloureuse : le maintien en détention du maire coupe à ce dernier la route pour l'échéance municipale de juin. Vendredi dans la soirée, Radio-France-Isère a révélé le contenu d'une lettre dactylographiée qu'aurait transmise Alain Carignon à son premier adjoint, Pierre Gascon. Le maire y dénonçait « les quatre mois d'une instruction brutale (...) qui a renflé toutes les odeurs de la calomnie ». « Je ne me suis pas senti, je n'ai reçu d'argent de personne, j'ai des mœurs ordinaires et évidemment pas de sang sur les mains », affirmait M. Carignon, qui ajoutait partager « le destin d'hommes comme Robert Boulin et Pierre Bérégovoy, victimes de l'opprobre ». Le maire de Grenoble concluait ce passage d'une phrase : « Pour épargner ceux qu'on aime, on

met fin à ses jours ». Enfin, M. Carignon, « provisoirement empêché » de conduire une liste aux élections, confierait à M. Gascon « le soin de réunir une équipe ouverte et compétente » pour les échéances municipales. Pierre Gascon, interrogé par l'AFP, a simplement reconnu l'existence d'une lettre en expliquant assez confusément : « C'est un paragraphe par paragraphe qu'elle a été dictée, refaite et, bien sûr, Alain Carignon ne peut pas la signer. » Selon lui, « aucun élément dans cette lettre ne permet de dire qu'il ne se représente pas ».

ESPOIR À GAUCHE

La diffusion de ce « document » ajoute trouble et confusion à l'incertitude politique. Pierre Gascon se retrouve dans une position très inconfortable, face à une majorité municipale vacillante et prise de panique. Il tente de garder son calme et de se rassurer : « Seuls trois conseillers sur quarante-six de la majorité » réclament la démission du maire, note-t-il. Cependant, comme l'a écrit, vendredi après-midi, dans un communiqué, le député (RPR) Richard Cazenave, la décision de justice « crée une situation nouvelle dont chacun est bien conscient ». Aussi celui qui fut proche de M. Carignon et qui passe pour un des recours possibles de la droite demande-t-il que « chacun ait la décence et l'intelligence d'éviter toute précipitation ». Il s'agit, poursuit le conseiller municipal, d'écarter tout avant les renoncements. Charles Desours, conseiller municipal RPR, croit aussi en Grenoble, mais craint fort que les « arrière-pensées » ne fassent pas de la droite. « La situation est très compliquée », constate-t-il sobre-

ment. Il a déjà prévenu que ses mandats de conseiller général de l'Isère et de sénateur lui suffisent amplement et qu'il ne participerait à aucune des listes si, en juin, la majorité municipale s'éparpillait.

Plus à droite, l'avocat Jean-Pierre Saul-Guilbert veut « blanchir » Grenoble. En 1991, il avait démissionné de son poste d'adjoint aux finances. Il marche, depuis, sur les brisées de Philippe de Villiers. Vendredi, cet ancien membre de l'UDF a été le seul élu de droite à se féliciter de la décision de la chambre d'accusation qui, selon lui, a fait preuve d'« une remarquable marque d'indépendance ». Dans la foulée, il songe tout haut aux municipales, pronant un rassemblement de « salut public ».

Cette situation redonne un espoir à la gauche. Le 14 février, plus de 1 200 personnes ont assisté au premier meeting de la campagne des socialistes, présidé par Martine Aubry. La présidente du nouveau mouvement Agir a profité de cette mobilisation sur son nom pour investir le député Michel Destot. Ce conseiller municipal, qui incarne l'opposition socialiste à Grenoble depuis 1983, a encore quelques problèmes à régler : une frange de la gauche, dont des socialistes en rupture avec leur parti, refuse de se ranger derrière lui. Souhaitant que M. Carignon, « par dignité », abandonne ses fonctions, M. Destot veut « rendre Grenoble aux Grenoblois, rendre sa fierté et son dynamisme à la ville ». Et pour faire bonne mesure, il en appelle aux grands anciens, aux figures qui incarnent « la morale en politique », Hubert Dubedout et Pierre Mendès France.

Nicole Cabret
et Bruno Caussé

Lucien Deveaux aux portes du groupe Bidermann

C'ÉTAIT la dernière chance. Au terme de trois jours de tractations et d'une séance marathon de signatures, le plan de reprise des activités françaises du groupe Bidermann par l'industriel du textile roannais Lucien Deveaux a été définitivement bouclé, vendredi 17 février en fin de soirée, au siège du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Ce plan, qui sera officialisé lundi 20 février, prévoit l'injection de 170 millions de francs par Lucien Deveaux et son associé Sylvain Jama, patron d'une société de négoce, les Textiles réunis. Associés à parts égales, les deux industriels prendront le contrôle d'un groupe « pesant », pour sa partie française, 2 300 salariés et 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires, très largement restructuré : 54 suppressions d'emplois au siège (Bidermann Europe) et 94 dans l'usine de Châteauroix sont en cours. Une cascade de sociétés holdings - Holding de distribution, Textile holding et Financière de Reims - donneront, de fait, le contrôle de la chaîne de magasins Armand Thierly à Lucien Deveaux et celui du pôle production à Sylvain Jama.

« Le protocole d'accord est très dur », commente un proche du dossier. Dur pour le fondateur du groupe, Maurice Bidermann, qui espérait conserver une minorité du capital et ne récupérer que des bons de souscriptions d'actions (BSA) lui donnant à terme, dans le meilleur des cas, 15 % de la Financière de Reims. Dur, aussi, pour les banques créancières contraintes d'abandonner de 250 à 300 millions de francs de créances, de convertir 60 ou 70 millions de francs de créances en capital (elles détiendront 25 % de la nouvelle Financière de Reims), et d'accepter un moratoire

sur une centaine de millions de francs. « Bidermann SA et Bidermann International, les holdings de tête du groupe Bidermann dont Maurice conserve le contrôle, se retrouvent ainsi complètement désendettés », confie un responsable.

Reste que le plus dur est, peut-être, encore à venir. « Le protocole contient tellement de clauses suspensives qu'on ne sait trop s'il pourra jamais être appliqué », confie un banquier. Il y a d'abord l'audit demandé par Lucien Deveaux, indispensable pour un groupe dont les comptes annuels n'ont pas été publiés depuis 1992 et dont la dernière perte connue s'élevait à 120 millions de francs au premier semestre 1993.

Il y a ensuite les incertitudes juridiques du dossier (Le Monde du 10 février). Elf Aquitaine et le Crédit lyonnais ont obtenu, vendredi, la nomination d'un mandataire ad hoc à la tête d'EPIC SA, le holding coiffant l'activité américaine du groupe (3 milliards de francs de chiffre d'affaires), bien qu'un créancier américain, Jeffrey Steiner, qui réclame 15,7 millions de dollars à Maurice Bidermann (81 millions de francs), ait déposé une requête contre cette demande. Une audience a été fixée, de façon surprenante, au 27 février.

Jeffrey Steiner devrait donc transférer la bataille judiciaire outre-Atlantique. « De dix à douze semaines sont encore nécessaires pour dénouer complètement le dossier », reconnaît l'un de ses principaux acteurs. Si tout va bien, la justice américaine ne sera pas forcément aussi conciliante que le tribunal de commerce de Paris.

Pierre-Angel Gay

Le droit des militaires et le foulard islamique devant le Conseil d'Etat

L'ÉTAT DE DROIT pourra pénétrer dans les prisons et les casernes. Telle est la portée de deux décisions rendues, vendredi 17 février, par le Conseil d'Etat, qui a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement (indépendant du gouvernement), Patrick Frydman (Le Monde du 5-6 février). Le Conseil d'Etat, qui jugeait en appel les requêtes d'un détenu, Pascal Marie, et d'un militaire, Philippe Hardouin, a restreint le champ des « mesures d'ordre intérieur » des prisons et des casernes. Il a jugé que, désormais, les mesures disciplinaires portant préjudice aux libertés ou à la situation juridique des personnes sanctionnées seront susceptibles de recours devant les juges. Tel sera le cas de la mise en cellule de punition, parce qu'elle aggrave les conditions de détention des prisonniers et diminue leurs possibilités de libération ant-

icipée, mais aussi de la mise aux arrêts, parce qu'elle peut avoir des conséquences sur l'avancement, la suite de la carrière ou le renouvellement du contrat d'engagement du militaire.

Le Conseil d'Etat a accepté de contrôler la légalité des punitions qui avaient été infligées à M. Marie et Hardouin. Il a annulé la sanction infligée à M. Marie parce qu'elle lui semblait teintée d'arbitraire. Mais il a estimé que la punition dont M. Hardouin avait été l'objet n'était pas entachée d'erreur manifeste.

Le renversement de jurisprudence concerne aussi l'institution scolaire. Un avis, en 1989, posait déjà le principe que les règlements intérieurs des lycées et des collèges, ainsi que les sanctions prononcées pour leur application pourraient aussi être soumis à jugement. D'autre part, le Conseil d'Etat a

également examiné, vendredi 17 février, deux dossiers touchant l'un le port du foulard islamique, l'autre le respect du repos du samedi par les élèves juifs orthodoxes. Les conclusions de Yann Aguilu, commissaire du gouvernement, vont, dans les deux cas, dans le sens d'une stricte laïcité. Dans le premier cas, le commissaire du gouvernement a proposé au Conseil d'Etat de rejeter la demande des parents et, ainsi, d'avaliser l'exclusion des collégiennes en se référant à un triple motif : le refus des règles de sécurité, une perturbation dans l'enseignement, et la provocation.

Dans l'autre contentieux, le commissaire du gouvernement a affirmé que « tout doit être fait pour rechercher en amont une règle commune acceptable pour tous ». Le Conseil d'Etat rendra ses arrêts dans une quinzaine de jours.

M. Balladur a autorisé des écoutes dans l'affaire Maréchal

SELON « LE POINT » daté du samedi 18 février, des écoutes gouvernementales, expressément demandées par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, puis autorisées par le premier ministre Edouard Balladur à titre personnel, auraient été opérées sur les lignes téléphoniques du docteur Jean-Pierre Maréchal, beau-père du juge Halphen, au cœur de l'enquête judiciaire sur le financement du RPR en région parisienne et tout particulièrement dans ce département des Hauts-de-Seine dont M. Pasqua est le président du conseil général. « Afin d'en savoir un peu plus sur le mystérieux docteur Maréchal, les enquêteurs de la PJ décident en effet de le placer sous écoutes, écrivent nos confrères. Dès 14 heures, ce 15 décembre, ils demandent au général qui gère le groupement interministériel de contrôle (GIC) d'intercepter toutes les communications à son cabinet de l'hôpital américain ainsi qu'à son domicile de l'avenue Roch. »

Or, ce genre d'écoutes gouvernementales ne peuvent être autorisées qu'« à titre exceptionnel » et pour des affaires d'une extraordinaire gravité, selon la loi du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par voie de télécommunication. Placé sous l'autorité directe de Matignon, le GIC n'a le droit de mettre sous écoutes que dans des cas limitativement définis par la loi - la sécurité nationale, la lutte contre le terrorisme et contre la grande criminalité organisée - qui n'ont rien à voir avec la tentative d'extorsion de fonds mettant aux prises le conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, Didier Schuller, et le docteur Maréchal. Le 15 décembre 1994, pourtant, le ministre de l'Intérieur a signé la proposition écrite et motivée (elle aussi prévue par la loi) autorisant le GIC à écouter le beau-père du juge Halphen.

Ces révélations confirment la manipulation policière orchestrée dans l'entourage du ministre de l'Intérieur dans cette affaire hors du commun dirigée par le directeur central de la police judiciaire, Didier Schuller, a reconnu avoir parlé de M. Maréchal, le 15 décembre au matin, avec M. Pasqua. Le ministre lui conseille de porter plainte directement auprès du directeur central de la police judiciaire, Jacques Franquet, qui se déplace en personne pour rencontrer M. Schuller dans le hall du conseil général des Hauts-de-Seine. Il confie bizarrement cette enquête sur une extorsion de fonds à l'Office des « stupes ». Le 17 et le 18 décembre, quand M. Maréchal appelle M. Schuller, les policiers utilisent un procédé juridiquement contestable en posant une pastille sur le téléphone de l'un pour enregistrer la conversation. Le 8 février, la cour d'appel de Paris décide enfin d'annuler ces enregistrements « illicites » et l'essentiel du dossier mettant aux prises l'élus RPR et le beau-père du juge.

Pendant plus d'un mois, les enregistrements de cette « affaire Schuller-Maréchal » auront empêché la justice d'enquêter sur les Hauts-de-Seine. Leur annulation avait contribué à discréditer une direction de la PJ trop prompte à répondre aux attentes du ministre de l'Intérieur. Avec la révélation de ces écoutes gouvernementales, ce sont à présent MM. Balladur et Pasqua qui se retrouvent en première ligne.

Samedi matin 18 février, un communiqué de l'hôtel Matignon a précisé que des écoutes avaient été effectivement autorisées à la suite de la demande présentée le 15 décembre par la Direction centrale de la police judiciaire, avec pour motifs : « chantage, extorsion de fonds, possibilité de flagrant délit ». Ces interceptions ont pris fin le 22 décembre à la demande de la DCPJ, les écoutes n'ayant donné « aucun résultat ». L'hôtel Matignon affirme que ces décisions ont été prises en conformité avec la loi de juillet 1991 et avec la jurisprudence, sous le contrôle de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Erich Indtjan

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Afghanistan : l'ONU négocie un plan de paix. 2
Royaume-Uni : l'opinion sanctionne les divisions du Parti conservateur sur l'Europe. 3
Allemagne : pour permettre une meilleure intégration, l'islam fait partie des matières enseignées dans les écoles. 4

FRANCE

Présidentielle : le « discours fondateur » de la campagne de Jacques Chirac. 5-6
Régions : les sylviculteurs du Sud-Ouest se rebiffent contre la loi Barrière sur l'environnement. 7

SOCIÉTÉ

Écoutes : la cellule de l'Élysée face à des preuves accablantes. 8
Justice : le procès Botton au tribunal de Lyon. 9

HORIZONS

Histoire : il y a cinquante ans, la prise de l'île d'Uvo Jima, dans le Pacifique, par les « marines ». 11
Débats : les Français et l'élection présidentielle, un dialogue entre Pascal

Perineau et Emmanuel Todd. 12
Editoriaux : Sauver Wall Street I ; Viol d'Etat ; L'avis du médiateur ; Le courrier des lecteurs. 13

ENTREPRISES

Microprocesseurs : Intel va lancer une puce deux fois plus rapide que Pentium. 14

CULTURE

Musique : l'Institut du monde arabe consacre un cycle à Ziryab, luthiste persan du IX^e siècle. 18
Marché de l'art : le bilan 1994 des ventes chez Sotheby's, Christie's et Drouot. 19

SERVICES

Carnet. 10
Abonnements. 17
Agenda. 17
Météorologie. 17
Mots croisés. 17
Finances et marchés. 15-16
Guide culturel. 20
Radio-Télévision. 21

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

ISABELLE BOUILLOT, L'HARPAGON DE BERCY : directrice du budget auprès de Nicolas Sarkozy, elle mène un combat acharné pour économiser l'argent de l'Etat. Socialiste, elle a travaillé avec Jacques Delors et François Mitterrand.

Trage du Monde daté samedi 18 février 1995 : 491 487 exemplaires.

■ **PHOTOGRAPHIE** : le portrait d'un notable luttant à coups de machette a reçu, vendredi 17 février, le World Press 1994, attribué au meilleur cliché de presse. Réalisé par l'Américain James Nachtwey, de l'agence Magnum, cette photographie a été sélectionnée par un jury de professionnels réuni à Amsterdam. Le visage de ce Rwandais, soupçonné par les miliciens hutus de sympathies pour les Tutsis, a été sélectionné parmi 30 000 documents.

■ **M. ARAFAT** : le président de l'Autorité autonome palestinienne Yasser Arafat a quitté Gaza, samedi 18 février, pour Paris, où il doit participer à un colloque organisé par l'Unesco. Le programme de M. Arafat à Paris prévoit des entretiens notamment avec le président François Mitter-

rand, le premier ministre Edouard Balladur et le chef de la diplomatie Alain Juppé. - (AFP)

■ **AFFAIRES** : Jean-Yves Cozan (UDF-CDS), premier vice-président du conseil général du Finistère et député de ce département, est poursuivi pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux, a-t-on appris, samedi 18 février, de source judiciaire. M. Cozan, qui préside une société d'aménagement du Finistère (Safi) financée à hauteur de 53,33 % par le conseil général, aurait, de façon irrégulière, rémunéré de 1987 à 1993 une salariée qui aurait été affectée à des tâches étrangères aux activités de la société. M. Cozan aurait, en outre, loué des véhicules, à des fins personnelles ou étrangères au besoin de la Safi. Le montant du préjudice s'élèverait à quelque 900 000 francs.

البيان